

1520 101



# LE MONDE diplomatique

N° 415 - 35<sup>e</sup> année OCTOBRE 1988

32 pages - 15 F.  
Algérie : 6 DA  
Angleterre : 19,00 F  
Autriche : 2,75 S.C.  
Canada : 1,100 F.C.P.A.  
Espagne : 300 P.T.A.  
E.U. : 2,75 \$ U.S.  
Belgique : 2,75 F.B.  
France : 15,50 F.R.  
Grèce : 2,75 S.C.  
Italie : 3,500 Litres  
Japon : 15,50 DM  
Pays-Bas : 5,00 Fl.  
R.F.A. : 900 F.C.P.A.  
Suède : 3,80 F.S.  
Suisse : 1,700 S.

## Le logement, vitrine des inégalités

(Pages 20 et 21.)

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## Des autres guerres

Par IGNACIO RAMONET

L'APRÈS-GUERRE paraissait ne devoir jamais se terminer. Et voilà qu'on annonce enfin - M. Reagan le claironne - le début d'un nouvel âge de l'histoire contemporaine. Il se serait ouvert en décembre dernier avec la signature du traité américano-soviétique sur les armes à moyenne portée. Dans le sillage de cette heureuse nouvelle, des négociations semblent devoir mettre fin à des conflits régionaux vieux parfois de plusieurs décennies (1). Brusquement, la planète serait saisie par une sorte de virus de la paix. Se répandrait aussitôt une fièvre d'optimisme, que conforte, à l'Ouest, une soudaine et radieuse euphorie économique. Assistera-t-on à la fin de la « crise » ?

« La croissance de l'économie mondiale durant le premier semestre de 1988 semble avoir été plus rapide qu'on le pensait, indique un rapport de l'OCDE, et la reprise en cours, commencée en 1983, est la plus longue qu'ait été enregistrée depuis la seconde guerre mondiale (2). » Les experts du Fonds monétaire international corrigent aussi leurs propres estimations; ils affirment maintenant, avec autant de certitude qu'en avril dernier, que, pour 1988 et 1989, la croissance des pays industrialisés dépassera le taux qu'ils avaient eux-mêmes prévu (3,8 % au lieu de 2,8 %) (3).

Situation d'autant plus réjouissante qu'elle est inattendue: prophètes de malheur, de nombreux économistes n'avaient-ils pas annoncé - après le hoquet boursier d'octobre 1987 - une inéluctable récession ?

En quelques mois, et comme par magie, le monde aurait atteint ces deux objectifs impensables, que les hommes politiques, dans leurs rêves les plus fous, n'osent même pas promettre à leurs peuples: la paix et la croissance. Ces deux rails qui, tout droit, mènent les nations au bonheur.

Osera-t-on rompre l'harmonie de cet idyllique tableau en rappelant certaines nouvelles qui occupent également les grands médias? Car, si quelques guerres paraissent en voie de règlement, d'autres, plus nombreuses encore, se poursuivent au Liban, dans les territoires occupés

par Israël, au Salvador, au Nicaragua, en Ethiopie, au Soudan, au Pérou, dans le Kurdistan... avec leur long cortège de morts et de destructions. Avec, aussi, le risque de raviver inopinément les tensions internationales. Car la plupart de ces conflits - même ceux que Soviétiques et Américains, en se servant des Nations unies, ont accepté de régler - possèdent leur propre dynamique et leurs raisons internes, souvent enracinées dans la profondeur de l'histoire.

En outre, de nouveaux foyers apparaissent. L'impulsion donnée par M. Gorbatchev à la politique étrangère de son pays a indéniablement favorisé les règlements en cours, mais ses réformes internes font naître en Union soviétique des crispations fortes qui trouvent dans le nationalisme un périlleux terrain d'expression. Jusqu'à quel point l'agitation dans le Caucase ainsi que dans les républiques baltes affaiblit-elle M. Gorbatchev (4) ?

On peut supposer aussi que les établissements militaires, de part et d'autre, n'acceptent pas de bon gré l'idée de perdre d'avantageux chantiers et feraient obstacle au progrès de la paix. C'est dire si celle-ci est fragile.

La croissance ne l'est pas moins. Comment pourrait-elle être assurée au Nord quand la plupart des pays du Sud, étranglés par leur dette et par les politiques d'ajustement du FMI, ne sont plus en mesure d'importer? Que deviendrait-elle dans les pays industrialisés, si le nouveau président des Etats-Unis décidait - ce qui est fort improbable - de s'attaquer aux grands spectres de l'économie américaine et de combler les gouffres des déficits budgétaires et commerciaux? En attendant, l'économie mondiale continuera de reposer sur un géant aux pieds d'argile et restera sous la menace d'un nouveau krach boursier aussi inéluctable que celui d'octobre 1987.

Parler de « croissance » dans un monde devenu interdépendant paraît



VICTOR BRAUNER  
Conférence à Moscou (1964).

d'autant plus impudent et incongru que les conditions de vie des deux tiers de l'humanité se dégradent chaque jour davantage.

DANS sa guerre contre la pauvreté, comme la victoire du tiers-monde semble lointaine! La Banque interaméricaine de développement, qui n'a pas vocation à encourager la subversion, reconnaît qu'en Amérique latine « le PIB par habitant - un indicateur clef du bien-être social - a été, en 1987, inférieur au niveau de 1980 dans la plupart des pays (5) ». Assombrissant encore le tableau, M. Rajner Stoeckhan, directeur de la Banque mondiale, affirme que l'Amérique centrale traverse aujourd'hui « la pire crise économique depuis le début de ce siècle (6) ».

(Lire la suite page 3.)

- (1) Lire: Claude Julien, « Le prix des armes » et « Ambition », le Monde diplomatique, août et septembre 1988.
- (2) Rapport annuel sur « Les Perspectives de l'emploi », OCDE, Paris, 23 septembre 1988.
- (3) World Economic Outlook, FMI, Washington, 20 septembre 1988.
- (4) Cf. la mise en garde de M. Henry Kissinger dans son article « A Memo to the Next President », Newsweek, 19 septembre 1988.
- (5) Rapport annuel, Banque interaméricaine de développement, Washington, 1988.
- (6) Le Figaro, 28 juillet 1988.

## UN DÉFI POUR LE NOUVEAU PRÉSIDENT

# La diplomatie américaine moins libre de ses choix

Le président américain qui sera élu en novembre devra affronter mille défis dans un univers en mutation: poursuite du désarmement, rapide évolution des pays communistes, montée en puissance du Japon, naissance du marché unique européen, endettement du tiers-monde, fragilité du système monétaire international, environnement partout massacré - tous problèmes qui s'ajoutent, en les aggravant, aux multiples difficultés que l'ultra-libéralisme réaganien a accentuées ou créées aux Etats-Unis. Cependant, la Maison Blanche n'aura pas, sur le plan diplomatique, les coudées aussi franches que dans le passé car le Congrès joue un rôle croissant et la crise financière pèsera sur nombre de choix.

Par GABRIEL KOLKO \*

QUEL que soit le président élu en novembre, la politique étrangère américaine des prochaines années reflétera le rôle croissant du Congrès dans la définition des choix diplomatiques et militaires. De même, la crise financière de tout son poids dans la gestion de la puissance des Etats-Unis. L'opinion publique continuera de s'opposer aux interventions extérieures de grande ampleur, du type de celles qui ont caractérisé la stratégie américaine depuis 1950, et le nouveau président sera soumis à des contrôles qu'aucun dirigeant n'a connus depuis 1945.

Le Congrès, depuis 1960, et quelles qu'aient été ses contradictions et les motifs complexes de ses décisions, a profondément transformé la base institutionnelle de son rôle dans le domaine de la politique étrangère. Même s'il n'a pas le pouvoir de faire prévaloir ses choix, il a désormais la possibilité de priver d'importance quel chef de l'exécutif de cette liberté qui fut celle de la Maison Blanche de 1946 à la fin des années 60.

Le président pouvait d'autant mieux imposer ses vues au Congrès après 1946 qu'il détenait le monopole quasi total de l'information sur les questions

militaires et diplomatiques les plus complexes; pendant les premières années de la guerre froide, en outre, seul l'exécutif élaborait les projets de loi.

En 1947, les commissions des forces armées du Sénat et de la Chambre - qui approuvent le budget du Pentagone - avaient seulement 20 personnes à leur disposition pour analyser des dépenses représentant 6,2 % du produit national brut américain. En 1985, l'effectif était passé à 103. Quant à la commission des affaires étrangères du Sénat, son personnel a été multiplié par 10 entre 1965 et 1975. De 1947 à 1985, le nombre de personnes travaillant pour un représentant est passé - en moyenne - de 3 à 18; pour un sénateur il a progressé de 6 à 40 entre 1965 et 1985. En 1979, les deux Chambres avaient au total 23 000 salariés, soit trois fois plus qu'en 1954, dont beaucoup étaient souvent plus compétents que les experts diplomatiques et militaires de la Maison Blanche.

Le Congrès gagnant en compétence, l'exécutif a éprouvé des difficultés croissantes à faire adopter ses propositions budgétaires et avaliser ses explications en matière de politique étrangère. Les auditions devant les commissions sont de plus en plus longues, et les rapports de plus en plus détaillés.

(Lire la suite page 18.)

## ECONOMICA

NOUVEAUTÉS

**Le Club de Rome**  
Eduard PESTEL  
*L'Homme et la croissance*  
(Près de vingt ans après *Halte à la croissance ?*)  
180 p., à paraître le 10 oct. .... 69 F

**Mélanges économiques en l'honneur d'Edmond MALINVAUD**  
1 100 p., relié, à paraître le 10 oct. .... 350 F

**Guy CRESPEY (sous la direction de)**  
*Cent acteurs dans la compétition internationale*,  
670 p. .... 700 F

**Stratégies et compétitivités dans l'industrie mondiale**, 438 p. .... 185 F

**ÉNERGIE INTERNATIONALE 1988/1989**,  
422 p. .... 250 F

**Abdul Hamid EL-AHDAB**  
*L'Arbitrage dans les pays arabes*, 1 214 p. .... 600 F

Chez votre LIBRAIRE ou chez ECONOMICA  
45, rue Harcourt, 75014 PARIS - Tél. 45-79-63-56 / 45-78-12-92

## DANS CE NUMÉRO :

## Retour aux réalités

Détente Est-Ouest, réduction des armements stratégiques, conflits régionaux en voie de règlement, spectre éteint du grand krach financier... La tentation est forte de croire résorbées les tensions et réglés les problèmes qui traversent le monde. Rien ne serait plus illusoire. Ignacio Ramonet rappelle, ci-dessus, la continuation des guerres sous toutes les formes tandis que s'imposent les réalités trop longtemps laissées dans l'ombre.

UN Avenir HYPOTHÉQUE  
Avec une inacceptable irresponsabilité, les systèmes économiques dominants glissent sans vergogne le patrimoine commun. « La mise à sac de la planète » menace l'avenir des générations futures. « La survie de l'humanité en grand péril » impose-t-il ou tard une remise en cause de nos modèles de développement et obligera à « revoir la notion de bien-être » (pages 11 à 13). Les effets dévastateurs se font déjà sentir partout et d'abord chez les plus pauvres comme c'est le cas dans « le Bangladesh, où le milieu rural est généralisé » (page 14).

## GÉANTS FRAGILISÉS

Qu'il s'agisse de l'URSS où la Révolution Gorbatchev, aboutissement d'une lente transformation des mentalités, prêche et la résurrection des fermiers » pour tenter de sortir d'une interminable crise agricole (pages 4 et 5), ou des Etats-Unis, désormais sous l'influence dominante du Congrès qui imposera au nouveau président « une diplomatie américaine moins libre de ses choix », (pages 1, 18 et 19), l'avenir du monde échappe de plus en plus au contrôle des Géants qui doivent d'abord se préoccuper de leur. Comme tenta de le faire une Europe en formation minée par « des disparités régionales » que le concurrent sans merci au sein du grand marché risque d'accroître (pages 6 et 7).

Voir le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 415 - 15,00 F

3792136015689 - 04150

L' HOMME UNIVERSEL  
Quarante ans après la déclaration universelle des Nations unies.

Le Monde diplomatique du mois d'octobre 1988 à été tiré à 181 000 exemplaires.

Septembre 1988

« Le Vent jaune »

Un lecteur parisien, M. Philippe Desmares, nous fait part de ses réactions au livre de l'écrivain israélien David Grossman, le Vent jaune, et à l'article que lui a consacré Yves Florence dans le Monde diplomatique de juillet 1988.

M. Florence écrit notamment : « Vous ne le croiriez pas, ni son livre, de tout autre qu'un Israélien. » Cette phrase, me semble-t-il, est très révélatrice de la manière dont est perçu le conflit israélo-palestinien en Occident. En effet, depuis le début de ce problème, il apparaît clairement que seuls des juifs israéliens ou de la diaspora peuvent critiquer, voire condamner très durement, la politique de l'Etat d'Israël. Ces appréciations sont les seules dignes d'intérêt et dans certains cas parole d'évangile... Les réactions des victimes, en l'occurrence les Palestiniens, ne sont qu'accessoires, ou bien évidemment arguments de propagande. La vérité dans ce conflit ne peut qu'émaner de ceux appartenant à la communauté juive, et de ce fait ne pouvant, en principe, être taxés d'antisémitisme. La presse ne l'est-elle pas intéressée il y a quelques mois au « désarroi » des intellectuels juifs face à la répression impitoyable sévissant à Gaza et en Cisjordanie ? Mais cette même presse s'est-elle intéressée au désarroi de tout un peuple vivant sous occupation depuis vingt ans et des familles exilées depuis 1948 ? Il y a toujours dans ce problème deux poids, deux mesures.

Mais, dans cette critique sur le livre de D. Grossman, ce qui m'a interloqué est la phrase suivante : « C'est vrai nous ne sommes pas à Auschwitz. » Cette expression résume admirablement, à mon avis, le blocage mental de l'Occident pour tout ce qui concerne l'Etat d'Israël et donc les Palestiniens. Il semble que le génocide de six millions de juifs pendant la seconde guerre mondiale soit devenu la référence suprême des droits de l'homme lorsque l'on évoque le traitement que l'on fait subir aux Palestiniens depuis plus de quarante ans. Oui, ce n'est pas Auschwitz ! Mais faudra-t-il attendre l'élimination de millions de Palestiniens pour que l'on commence à s'intéresser sérieusement à leur sort ? J'aurais été « étonné » par l'impudence avec laquelle bon nombre d'Européens et d'Israéliens rappellent le souvenir de la Shoah lorsque le sort des Palestiniens est abordé. Il ne faudrait tout de même pas oublier que ce génocide a été per-

pétré en Europe, par des Européens, dans un climat d'antisémitisme virulent qui n'a jamais eu cours dans les pays arabo-musulmans, en dépit des problèmes qui ont pu survenir entre les différentes communautés religieuses ou ethniques. Alors pourquoi prendre un des sommets de la barbarie humaine comme limite à ne pas franchir, sinon comme justification, comme certains n'hésitent pas à le faire ? Ce n'est vraiment pas respecter la mémoire des morts.

Le grand défaut du livre de D. Grossman est, à mon avis, de ne pas retourner à la source de la situation actuelle : les Palestiniens ont-ils, oui ou non, subi une injustice fondamentale, à savoir la spoliation de leur terre ? 750 000 d'entre eux ont-ils été expulsés en 1948 ? Combien de villages palestiniens ont-ils été rasés ou « nettoyés » de leurs habitants comme Deir-Yassin ? Un Palestinien de Haïfa ou de Jérusalem chassé en 1948 ou en 1967 doit-il définitivement renoncer à retourner sur sa terre natale, alors que les juifs d'URSS ou d'ailleurs n'ayant aucun lien avec la Palestine autre que religieux (et encore !) peuvent s'y installer ? La fameuse loi du Retour est décidément bien sélective tout comme l'est la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés. 1 500 000 êtres humains privés des droits les plus élémentaires (sans compter la diaspora palestinienne bien oubliée elle aussi) ne semblent pas soulever l'indignation de nos humanistes d'Occident ; les Palestiniens ne sont ni des Noirs d'Afrique du Sud, ni des réfugiés afghans et encore moins des refuzniks...

Aujourd'hui la « révolte des pierres » a légèrement levé le voile que l'Occident avait pudiquement laissé sur les agissements de l'armée israélienne. Mais déjà, l'intérêt des médias s'émousse, et les morts et blessés quotidiens survenant dans les territoires occupés ne font plus les gros titres des journaux (...).

Malgré les témoignages poignants relatés dans le livre de D. Grossman sur le racisme odieux d'un certain nombre d'Israéliens envers les Palestiniens, ainsi que sur les conditions de vie de ces derniers, M. Florence a peut-être raison : en Palestine, on tue des femmes et des enfants, on « brise les os » aux manifestants, on dynamite des maisons, on peut même envisager publiquement la déportation de tous les Palestiniens dans les pays arabes, mais ce n'est pas Auschwitz !

COURRIER DES LECTEURS



Le PS français et le Proche-Orient

M. Pierre Guidoni, secrétaire national aux relations internationales du PS, nous écrit :

Le Monde Diplomatique du mois d'août publie, sous la signature de notre ami Jean Ziegler, un article concernant le Parti socialiste français et le Proche-Orient. Je voudrais vous apporter à ce sujet quelques compléments d'information : le bureau exécutif du PS a pris position dès le mois de décembre sur le soulèvement palest-

Ce que j'ai vu en Pologne

M<sup>me</sup> Anne-Marie Chartier, économiste, docteur d'Etat, professeur de sciences économiques à l'université de Grenoble, nous écrit après un séjour de plusieurs semaines, cet été, en Pologne, pays qu'elle connaît bien et où elle a constaté une importante dégradation des conditions de vie.

Militante communiste pendant trois ans, militante trotskiste pendant quinze ans, puis militante marxiste solitaire depuis 1980, je me sens le droit d'écrire aujourd'hui. J'ai pénétré en Pologne par le sud-ouest de la Silésie, en venant de Prague. J'ai traversé la Silésie, en plein cœur des villes, sur une artère principale, pavée, au début de la nuit. De Gliwice à Katowice, c'est comme une grande ville minière qui aurait 40 km de long. Tout d'abord la ville est à peine éclairée, sinon pas du tout par endroits. Le sol pavé est affreusement cahoteux. Les trous menacent à chaque instant de briser la suspension d'une auto. Les trottoirs sont quasi inexistantes, et la terre battue va du pavage aux immeubles. Ceux-ci, complètement noirs, sont dans un état de dégradation très avancée. Cette dégradation de l'habitat caractérise d'ailleurs toute la Pologne.

Le caractère sombre de la ville devient effrayant à cause de la peinture qui se répand partout : peintures chimiques qui pendent à la gorge. Je savais déjà qu'aucune protection contre la pollution n'existait, ni dans les cokeries ni dans les industries chimiques de la Silésie, pas plus à l'ancien complexe sidérurgique de Nowa-Huta, à Cracovie, qu'au nou-

veau. J'ai vu plus tard, en plein jour, les visages taillés à la serpe de ces travailleurs harassés, miséreux (car la Pologne est aujourd'hui miséreuse), exprimant le souffrance, la colère, la méchanceté. J'ai vu la corpulence des femmes mal nourries, leurs jambes couvertes de varices, ou bandées de la cheville au genou avec des morceaux de tissus effilochés, puisque les bandes n'existent pas. Cela est aggravé par les files d'attente incessantes où l'on voit principalement des femmes.

J'ai vu dans les rues, dans les campings, des bandes de jeunes complètement ivres.

J'ai vu des enfants avec des vêtements trop courts ou trop longs, les manches trois fois retroussées ; j'ai vu sur eux des empilements d'habits disgracieux, dès que le temps devient humide, car même dans les magasins Fewer il n'y a pratiquement pas d'habits pour enfants. Qui n'a pas de famille ou d'amis en Allemagne fédérale, en France ou ailleurs, est dans l'incapacité d'habiller un enfant correctement.

Le rationnement alimentaire, tout le monde connaît. Par ailleurs, il manque tout ce qui nous rend la vie commode : le dentifrice, le papier WC, les savonnets, les bas, le coton hydrophile, les coupes, les tasses, les serviettes hygiéniques, les crayons de couleur, les taille-crayons, les lames de rasoir, les produits de beauté... les médicaments surtout !

Nous sommes allés camper dans l'est. J'avoue que c'est une proesse, d'abord parce qu'il est impossible de dormir dans un camping : les ivrognes, les chants (c'est ce qui est le moins désagréable), les cris. Le gardien n'est pas là ou participe lui-même aux plaisirs en question. En outre, la Pologne ne connaît pas l'eau de javel. Les toilettes sont généralement dans un état de propreté épouvantable. On bien l'humidité dévore les lieux : tuyaux percés, lavabos bouchés, ou au contraire accusant de grosses fuites, murs moisis, etc. Personne ne semble concerné par cet état de choses.

Les transports en commun ne sont jamais à l'heure. Une amie me demandait d'imaginer ce que les gens enduraient l'hiver lorsqu'ils avaient emmené leurs petits enfants chez un parent (le gardiennage des enfants à domicile est interdit et mal vu, les crèches sont surchargées, malpropres, délabrées...), puis attendaient le tram, finissaient par monter dans un wagon où l'inconfort, en station debout, est difficile à décrire, arrivaient enfin au travail déjà épuisés et commençaient par s'arranger avec les collègues pour prendre du temps, à tour de rôle, pour faire les courses et la queue... et rentraient le soir, chargés de sacs, avec le même tram. Vision du prolétariat du dix-neuvième siècle dans bien des cas !

Un vieux Polonais juif, militant communiste dans sa jeunesse, dissident en 1956, mort aujourd'hui, me disait en 1984 : « Nous avons cru que nous travaillions pour l'homme. Nous ne savions pas que dans ce système l'homme c'est de... la merde ! Nous sommes coupables de ne l'avoir pas compris. » J'avais trouvé son propos terrible. Il me revient en mémoire aujourd'hui avec une particulière acuité.

● PRÉCISION. - M<sup>me</sup> Houria Zelfenz, de Paris, nous signale une erreur dans la bibliographie de l'article de René Baysière « Munich ou l'illusion de la paix » (Le Monde diplomatique, septembre 1988) : le titre du livre de Jean-Pierre Azéma cité dans la note 10 est De Munich à la Libération.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES  
magasin d'exposition PEUGEOT  
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98  
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Téléc. 615 072 F  
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT DE L'ESPACE, aspects récents  
sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE  
Un volume de 370 p. Mai 1988 260 F.

ÉTUDES DE DROIT DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
INTERVENTIONS PUBLIQUES  
ET DROIT COMMUNAUTAIRE  
sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE  
Un volume de 188 p. Mai 1988 100 F.

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
Sous la direction de J. Charpentier.

Tél. : 43-54-05-87

A PARAÎTRE

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

ÉCHECS DU POUVOIR, INSUCCÈS DE L'OPPOSITION

Le labyrinthe polonais

LA Pologne fait naufrage. Au cœur de l'Europe, le pays s'enfonce dans le gouffre de l'autodestruction : administration à la dérive (hormis l'appareil policier), économie à vau-l'eau, société déboussolée, harassée, excédée. Le nouveau premier ministre, M. Rakowski, aura sans doute le plus grand mal à sortir son pays du labyrinthe. Surtout s'il tarde - comme le fait le général Jaruzelski depuis sept ans - à établir, avec Solidarité et avec l'Eglise, un indispensable « pacte anticrise ».

Par JEAN-YVES POTEL

Une autre histoire commence cet automne à Varsovie. Elle est l'aboutissement de plusieurs échecs et de l'éveil d'une société qui, tirée par ses jeunes ouvriers, sort à peine de sept années de torpeur. Ce n'est pas la répétition du scénario d'août 1980. Mais, comme alors, elle naît de l'exaspération, de la colère et du dépit qu'ont suscités les échecs successifs des réformes économiques proposées par le pouvoir.

La « seconde étape » de ces réformes économiques (1), engagées par le général Jaruzelski et le premier ministre Zbigniew Messner à l'automne 1987, avec des moyens exceptionnels (soutien du FMI, réorganisation de l'administration), n'a pas donné les résultats escomptés. Elle est même devenue, dans les conversations quotidiennes, la « seconde crise », crise maintenant qualifiée par la presse de « crise de civilisation ». Une formule qui résonne avec solennité dans l'imaginaire d'un pays longtemps considéré, face aux immenses steppes de l'Est, comme le « dernier rempart de la civilisation occidentale ».

Échec économique que les statistiques, d'ailleurs peu fiables, ne traduisent qu'imparfaitement. Les conditions de vie de la grande majorité de la population sont devenues intolérables. On estime par exemple qu'il fallait 2 000 zlotys en 1980 pour vivre correctement, 8 000 en 1985 et 18 000 aujourd'hui (2). Se loger est devenu, pour la jeune génération, un cauchemar ; se soigner correctement est de plus en plus aléatoire (médecins, infirmières et patients le clament ouvertement) ; éduquer ses enfants ou améliorer sa qualification professionnelle relèvent du pari (les écoles sont dans un état lamentable, sans parler de la formation technique, terriblement en retard).

Ainsi, sept années après le coup d'État du général Jaruzelski, la Pologne ressemble de plus en plus à un pays en état d'anomie, inversé, où l'on ne peut vivre sans avoir recours au système D. Et ce système profite surtout à...

Parti le montre : le mécontentement social n'a cessé de croître (5). En novembre 1985, 38 % des personnes interrogées estimaient la situation mauvaise ou très mauvaise ; deux ans plus tard, les mécontents étaient 70 % !

Et la confiance dans les autorités s'est effondrée : en mai 1988, seulement un Polonais sur cinq croyait en l'efficacité du gouvernement. De l'analyse détaillée de ces sondages il ressort que ce sont les personnes les plus âgées, les moins cultivées, et les paysans qui constituent le gros des optimistes. En revanche, dès le début 1988, une majorité de jeunes et de travailleurs des grandes entreprises (40 % des 7 millions d'ouvriers ont entre quinze et vingt-neuf ans) jugeaient inefficace, si rien ne changeait, un affrontement avec le pouvoir.

Un bouleversement semble s'être amorcé, il y a un peu plus d'un an, dans les profondeurs de la société polonaise. Il se caractérise par un mécontentement grandissant de la jeunesse ouvrière et étudiante, par un effondrement de la confiance à l'égard du pouvoir, et par un sentiment net que toute perspective est bouchée pour une majorité de la population. Ce pessimisme généralisé a eu des effets contradictoires : regain de l'émigration et repli sur soi, certes, mais aussi apparition...

effondrement. Contrairement à la génération précédente, celle de Walesa, qui, de 1976 à 1981, n'avait cessé de remporter des victoires sur le front social pour ensuite être assommée par le coup du 13 décembre 1981, cette jeune génération a commencé à se battre sous le général Jaruzelski, elle a appris à perdre une grève et à en tirer plus de force pour mieux engager la suivante. Ainsi, les deux mouvements sociaux de cette année, les plus puissants depuis sept ans, ont permis d'éta-

blir un lien entre une opposition aguerrie, habile, et la partie la plus déterminée de la classe ouvrière. La manière dont M. Lech Walesa a su et pu arrêter ces mouvements à la fin août témoigne du crédit de confiance dont il dispose encore chez les nouveaux ouvriers. Mais la détermination de ces jeunes, exaspérés par les face-à-face interminables entre le Parti et Solidarité, et par les louvoisements du pouvoir, menace sans cesse de déborder la direction du syndicat dis-

Vers un « pacte anticrise » ?

L'HISTOIRE qui commence cet automne en Pologne réveille des forces que personne ne contrôle complètement dans un pays excédé, dépassé. On est loin du manichéisme (« eux et nous ») du début des années 80.

L'équipe autour du général Jaruzelski est usée, comme l'a bien montré la démission, le 19 septembre dernier, du gouvernement de M. Messner. Elle n'a pas fait d'autres preuves que politiques, et ne dispose plus de personnel de rechange. Dans l'ensemble il s'agit d'un appareil accroché à ses privilèges et corrompu, qui a perdu confiance dans ses propres valeurs. Et qui est isolé dans la communauté socialiste, où on lui reproche à la fois les réformes réalisées et son incapacité à les réussir. Son meilleur allié paraissait être Moscou, et le voyage de M. Gorbatchev en juillet dernier à Varsovie semblait le confirmer. Depuis, il y a eu les grèves d'août, le nouvel échec du pouvoir, et cet article dans un journal de Moscou, Sovetskaya Rossiya, le 15 septembre dernier, demandant la démission du gouvernement polonais et soutenant les ouvriers qui « résistent contre les échecs de la politique économique » (7).

La direction de Solidarité doit également faire ses preuves, tant auprès de cette jeune génération qui lui fait confiance que de ceux qui ont vécu les seize mois exaltants de 1980-1981. Ceux-là pensent qu'un affrontement est perdu d'avance. Ils ne s'engageront pas sans perspectives réalistes. D'où une certaine modification des dirigeants de Solidarité qui cherchent à convaincre ceux que M. Jacek Kuron appelle la « majorité silencieuse ». « Les témoins », écrivait-il après les grèves du printemps dernier, devraient se donner la tâche suivante : travailler avec les moins téméraires, convaincre la majorité de sa force, lui montrer qu'elle peut faire beaucoup car pour la première fois depuis quarante ans les circonstances extérieures lui sont favorables (8).

Aussi la table ronde entre le pouvoir et M. Walesa imposée par les mouvements de l'été se place-t-elle dans la continuité d'un débat engagé public-

ment entre l'opposition, l'Eglise et le pouvoir depuis le mois de février 1983. Son objet : le « pacte anti-crise ». La formule a été lancée en février par un journaliste d'une publication officielle qui interrogeait l'un des principaux conseillers de Lech Walesa, M. Bronislaw Geremek (9). Et depuis, les commentateurs proches du pouvoir font clairement entendre deux voix : il y a, comme d'habitude, les attaques très virulentes contre l'opposition et contre les grévistes, mais aussi des ouvertures et des marques de conciliation de plus en plus précieuses. Certains se prononcent même pour la « légalisation de l'opposition » et pour la création de « clubs politiques » (mai 1988). Un philosophe du POUJ résumait ainsi la situation : « Il faut créer une nouvelle relation entre le pouvoir et la société. Ce qui manque le plus au gouvernement actuel, c'est l'authenticité » (10).

Le nouveau chef de gouvernement, M. Rakowski, dans ses premières déclarations, a laissé entendre que son gouvernement de « coalition » irait dans ce sens. Cela suffira-t-il à tirer la Pologne de son grand marasme ?



AFFICHE DE WALDEMAR SWIERZY « La bonne barette dans chaque engrainage »

plus lourd échec de l'homme du 13 décembre 1981.

Mais ce n'est pas tout. Le général Jaruzelski n'a pas réussi, non plus, à renforcer son assise dans le pays ; le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) n'est soutenu que par les profiteurs du système. Un sociologue très proche du général, M. Jerzy Wiatr, reconnaissait récemment cet isolement : « L'attitude de la classe ouvrière dans sa majorité est négative face à l'idée et à la pratique du socialisme. Elle soutient moins qu'avant le Parti (...) ». C'est le POUP qui est responsable de cette régression (4). Et les sondages publiés régulièrement dans les journaux de

d'un nouvel esprit revendicatif dans les entreprises et les universités.

Sur le plan syndical, la première vague de grèves, en avril-mai 1988, fut provoquée par une génération entrée à l'usine après le coup d'État. En août dernier, une seconde vague entraînait des couches ouvrières plus larges. Et si ces grèves ont secoué le pouvoir (6), elles ont aussi fortement surpris les militants de Solidarité. Les mouvements revendicatifs de cet été ont généralement pris naissance en dehors ou à côté de ce qui restait du syndicat indépendant, bien que les acteurs de ces grèves se soient immédiatement reconnus dans ses symboles et le mythe de Solidarité. En cela ils prolongeaient une tradition ; et comblaient les espoirs des dirigeants du syndicat interdit.

Ce réveil militant d'une jeunesse très agressive préoccupait depuis plusieurs mois les amis de Lech Walesa, qui ne parvenaient pas à bien comprendre ses objectifs. D'autres mouvements « parallèles », mobilisés sur des thèmes comme le désarmement et l'objection de conscience, avaient mieux réussi : c'est le cas du mouvement Liberté et Paix (WIP) qui après de nombreuses manifestations et grèves de la faim obtint du pouvoir l'instauration d'un service civil pour les objecteurs de conscience, et la modification du serment du soldat (qui comprenait une promesse de fidélité à l'Union soviétique).

Ces victoires partielles ont redonné confiance. L'échec des grèves en avril et mai n'a pas été vécu comme un

Advertisement for 'Arabies' magazine. Includes text: 'ENQUÊTE L'ÉTAT LIBANAIS 45 ANS APRÈS', 'MANAGERS MAROCAINS', 'REPORTAGE COULEUR D'UN SOUTIEN À LA NERVEUSE ET LES MYTHES PALESTINIENS', 'BUSH-DUKAKIS LA MARIAGE-BLANCHE PASSE PAR TEL-AVIV'. Also includes contact information for the publisher.

Des autres guerres

(Suite de la première page.)

Quant à l'Afrique noire, véritable maufilage du développement, 70 % de sa population ne connaît que le sous-emploi, et elle comptera, à la fin du siècle 284 millions de chômeurs (7). Tous ces exclus de la « croissance » rendent celle-ci bien précaire.

De surcroît, et malgré leur grandissante pauvreté, les États du tiers-monde ont continué de transférer vers les pays riches plus de capitaux qu'ils n'en ont reçu d'eux. En 1987, ils ont injecté 30 milliards de dollars dans l'économie du Nord. La Banque mondiale a elle-même bénéficié - en contradiction avec son objectif fondateur - de « transferts nets négatifs » en provenance de pays très endettés. Le Brésil a payé 600 millions de dollars de plus qu'il n'a reçu d'elle, l'Égypte 109 millions... (8).

EUPHORIE ? Détente ? D'autres conflits internes, venant sans aucune discrétion troubler la nouvelle harmonie, ont éclaté ces dernières semaines dans plusieurs endroits de ce petit village planétaire. En Haïti, en Irak, en Birmanie, au

Chili, en Pologne, des citoyens continuent de combattre et de souffrir pour cette idée toujours neuve qu'est la démocratie.

A ceux qu'assouriraient la « paix » et la « croissance » actuelles, ces autres guerres rappellent que la sécurité n'est pas seulement - dans un monde devenu complexe - un concept militaire, qu'elle est également économique, écologique, sociale, et même socioculturelle. Il ne peut y avoir de véritable sécurité que si le modèle de développement imposé par le Nord (Est et Ouest confondus) est remis en cause. Alors cesseront peut-être la destruction de l'environnement, l'invasion des flux de capitaux, la dilapidation des ressources dans la course aux armements, la prolifération des meurs affaristes et corrompues, l'accroissement de l'analphabétisme...

La planète est trop petite, trop exposée, et la démocratie est l'affaire de tous.

IGNACIO RAMONET.

(7) Les Africains de l'an 2000, la Documentation française, Paris, 1988. (8) Rapport annuel, Banque mondiale, Washington, 19 septembre 1988.

Advertisement for 'La communication victime des marchands'. Includes text: 'En vente à la mi-novembre', 'La communication victime des marchands', 'Manière de voir n° 3'.

Vertical advertisement for 'J'ai vu en Pologne' and other books. Includes text: 'J'ai vu en Pologne', 'J'ai vu des enfants avec des visages taillés à la serpe...', 'J'ai vu des enfants avec des visages taillés à la serpe...', 'J'ai vu des enfants avec des visages taillés à la serpe...'. Also includes publisher information: 'Éditions A. Pedone'.

# « L'URSS en mouvement »

Un essai de Jean-Marie Chauvier

Les livres sur l'Union soviétique se multiplient; ils se portent souvent sur l'histoire immédiate ou sur la personnalité de M. Mikhaïl Gorbatchev. Celui de Jean-Marie Chauvier *URSS en mouvement* (1), dont nous publions ci-dessous des extraits, n'a pas son pareil. Connaissant à fond le pays, son évolution historique et ses cultures plurielles, l'auteur explique le nouveau cours politique comme la conséquence d'une lente transformation des mentalités, des consciences, et le résultat d'un enrichissement des idées. Il analyse avec finesse le terrain culturel où s'enracine l'actuelle « révolution Gorbatchev » et nous permet de comprendre pourquoi les transformations, certes lentes et chaotiques, mais réelles, survenues au cours des trente dernières années — urbanisation, instruction, information, modernisation technique... — ont favorisé l'essor d'une société civile et d'une intelligentsia préoccupées par les droits civiques, l'écologie, l'efficacité économique, la conservation du patrimoine, la vérité historique...

Mais cette génération éprouve aussi, selon Jean-Marie Chauvier, une forte nostalgie des origines, qui s'exprime parfois par des crises de nationalisme.

I. R.

(1) A paraître en novembre prochain, avec une préface de Claude Julien, aux éditions de l'Aube (Le Rayon, 84240 La Tour-d'Aigues.)

LES Russes ont porté le plus lourd fardeau. En pertes humaines : 14-18, guerre civile, collectivisation, guerre 41-45. Ils travaillent le plus pour les industries d'armement, ils ont fourni la plus grande part d'ouvriers dans les pays baltes et en Asie centrale. C'est sur eux que repose, pour l'essentiel, l'industrie spatiale, la mise en valeur du Nord, de la Sibérie, des nouvelles zones d'extraction du pétrole et du gaz. Les paysans russes sont parmi les moins bien lotis. Moscou occupe la 70<sup>e</sup> place pour les infrastructures urbaines. Le peuple russe a beaucoup donné, très peu reçu. C'est la base du problème. Bien sûr, la réaction prend des formes malades. Il faut porter une grande attention aux régions russes.

L'homme qui parle, Ovséf Chkaratan, l'un des maîtres de la sociologie du travail, d'origine juive, n'a rien d'un nationaliste russe. Il prend en compte une réalité douloureuse, des sentiments qu'on a trop rapidement qualifiés — en URSS et en Occident — de « chauvinisme » ou de « xénophobie », en faisant l'amalgame entre toutes les expressions d'une véritable crise d'identité : écrivains villageois, écologistes, groupes religieux et nationalistes.

Le malaise russe est sans doute incompréhensible pour qui s'imagine une Russie impériale dominatrice, s'arrogeant tous les droits et tous les profits.

La position hégémonique des Russes dans les centres de décision est indéfectible. Il est beaucoup moins évident qu'ils aient, de cette position, tiré grand bénéfice pour leur niveau de vie, leur confort, ou leur culture. Le contraire est souvent vrai.

AUX sources du malaise, l'atteinte historique aux deux fondements de la culture russe traditionnelle : sa civilisation paysanne et sa religion. La Russie fut l'épicentre du séisme social qui a fait s'effondrer cette culture millénaire et surgir, en l'espace de quelques années, le nouveau monde industriel qui, de surcroît, se voulait athée. Les Russes, beaucoup de Russes, ont fait cette révolution dans l'enthousiasme, la fièvre iconoclaste, l'adoration des dieux nouveaux du machinisme, de l'instruction, de l'art futuriste et constructiviste ou prolétarien et réaliste socialistes. Beaucoup en sont revenus et, avec leurs enfants, dressent le bilan de la terrible charge physique et mentale que l'histoire a fait peser sur les épaules russes et, sans doute, hislorusses et ukrainiennes. Les hécatombes de quatre guerres en l'espace de trente ans (1914-1944) : deux mondiales et deux civiles, famines et épidémies comprises. Aujourd'hui, ce bilan s'appelle : baisse de la démographie et « tragédie nationale » de l'alcoolisme. Il faut y ajouter le poids des déaillusions. Les Russes ont sans doute le plus ardemment cru en l'avenir communiste. Comment ne pas comprendre qu'aux ferveurs d'antan succède une tendance à la dépression et à la mélancolie. Comme le dit Julia Kristeva, « Rien de plus triste qu'un dieu mort, et Dostoevski lui-même sera troublé par l'image navrante du Christ mort dans le tableau d'Holbein, apposée à la « vérité de la Résurrection ». Les époques qui voient s'écrouler idoles religieuses et politiques, les époques de crise sont particulièrement propices à l'humeur noire... la mélancolie s'impose, se dit, fait son archéologie, produit ses représentations et son savoir (1) ».

En quête des lieux de la mémoire, des patriotes russes voient en songe des églises pillées et détruites, les visages ou les noms d'historiens, de penseurs russes du dix-neuvième siècle que l'intolérance marxiste-léniniste après 1917 a condamnés. En songe ? Pas seulement : la télévision de la « glasnost » les leur donne à voir, l'édition, les revues, les romans historiques en restituent la mémoire. La redécouverte de ces continents engloutis excite les imaginations et parfois la colère. Des Russes croient désormais que leur passé national (et impérial) a été injustement décrié, au bénéfice des « peuples opprimés », non russes, auxquels la révolution offrit le droit à disposer d'eux-mêmes. Ils pensent que certaines nationalités non russes d'Union soviétique ont pu, mieux que les Russes, préserver leurs traditions, leurs religions. Affirmation choquante, sans doute, pour tous ceux (Kazakhs, Yakoutes, Tatars de Crimée, Juifs, etc.) qui ont subi, au contraire, pressions et agressions diverses envers leurs statuts et identités. Choquante aussi pour qui n'ignore l'exploitation, sous Staline, du chauvinisme grand-russe, le culte des héros et des valeurs militaires tsaristes depuis la guerre, la réécriture de l'histoire officielle tendant à exalter les « aspects positifs » du colonialisme russe, à l'encontre des interprétations marxistes qui prévalurent dans les années 20.

Mais la question n'est pas là. La question est qu'effectivement des pans entiers de la culture russe ont été détruits, que les soucis de ménager les susceptibilités nationales a souvent joué en faveur de certaines minorités, de leurs traditions, alors que la Russie — politiquement avantagée, mais idéologiquement plus soumise, plus intégrée — n'avait pas le bénéfice de telles « compensations ». Du coup, il est plus facile d'être Géorgien en Géorgie, Arménien en Arménie, Estonien en Estonie, musulman en Asie centrale, que « pleinement russe » à Moscou, Riazan ou Vologda.

La renaissance russe des années 70-80 s'articule autour de trois mouvements qu'animent les écrivains villageois et de nombreux scientifiques :

— la défense des villages condamnés par les plans de regroupement. Les régions les plus démunies du centre et du nord de la Russie sont particulièrement touchées;

— l'écologie de la nature : ce sont les SOS en cascade en faveur des lacs et des cours d'eau pollués, contre la destruction des forêts. C'est surtout la mobilisation autour du « Baïkal sacré » et contre le projet de détournement des fleuves sibériens;

— l'écologie de la culture, le « sauvetage » du patrimoine architectural, religieux de la Russie, voire de son existence — tant que peuple « menacé de dégénérescence » par l'alcoolisme.

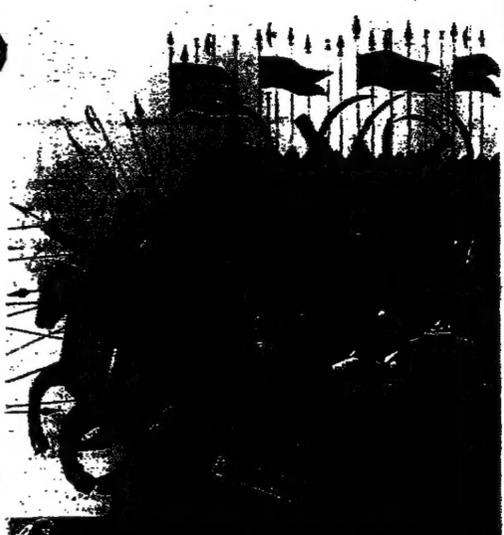
DES structures officielles permettent à ce mouvement de se rassembler. Ce sont les associations de protection de l'environnement. C'est, plus spécialement, la Société bénévole pour la protection des monuments historiques et culturels de Russie. Elle regroupe 800 000 membres en 1988. Elle organise conférences, excursions spécialisées en architecture et histoire de l'art, assistance volontaire (pendant les congés annuels) à la restauration des églises, monuments et sites longtemps négligés. Un tel mouvement suscite enthousiasme et dévouement. C'est l'exemple-type d'une forme de renaissance de la société civile au travers de structures officielles.

Un homme symbolise cette renaissance : l'académicien Dimitri Likhatchev. Philologue, historien de la civilisation médiévale russe, ses premiers travaux remontent aux années 20. Arrêté sous Staline, banni aux îles Solovki, réhabilité, unanimement respecté, il est, au début des années 80, aux limites de la dissidence. Or le voici, sous Gorbatchev, chargé de présider le nouveau Fonds de la culture, à la direction duquel participe également Raïssa Gorbatcheva. A ce poste, c'est lui qui mène la bataille pour la restauration de la culture mutilée, œuvres littéraires, églises, échanges avec le monde extérieur. Dimitri Likhatchev fait figure de sage, de médecin de l'âme penché au chevet de la nation. Il n'est pas communiste, mais les dirigeants du parti, dont M. Gorbatchev, prennent auprès de lui conseil. Il n'appartient pas à la génération, plus jeune, des « libéraux » formés dans les années 60, mais tous lui reconnaissent une autorité morale. Il n'est pas nationaliste, mais sa passion de la culture russe le place au-dessus de tout soupçon de russophobie. S'il défend les valeurs russes, c'est sans ostracisme, dans l'ouverture de la « laïcité ». On lui doit pour une part, sans doute, la réhabilitation officielle de l'Eglise orthodoxe russe, à l'occasion du millénaire du baptême de Rous, en juin 1988. Likhatchev souligne les fondements chrétiens de l'Etat et de la civilisation en Russie (2).

Que signifie cette réhabilitation pour le pouvoir ? Un impressionnant documentaire montré à la télévision, Khran (le Sanctuaire) nous en propose une interprétation. Les Soviétiques ont eu de quoi être surpris : on y montre le vandalisme athée des années post-révolutionnaires, les fêtes de l'Eglise, son loyalisme lors de la Seconde Guerre mondiale. Les seuls accents critiques visent les excès de l'athéisme. Il n'y a que de discrètes allusions au rôle de l'Eglise comme pilier de l'empire des tsars. C'est à la limite de la complaisance. L'esprit de tolérance y remporte une victoire. Pas la lucidité historique. C'est l'hommage d'une puissance à une autre. La main tendue en vue d'une coexistence plutôt que l'annonce d'un dialogue, d'une réflexion approfondie. Voilà une approche, pas la seule. Les contestataires au sein de l'Eglise lui reprochent ses compromissions avec le régime. Structure fortement hiérarchisée, imprégnée de tradition patriarcale, plus férue de liturgie que de réflexion philosophique, l'Eglise orthodoxe a effectivement passé un compromis avec l'Etat-parti : loyalisme, représentation des intérêts soviétiques au sein des assemblées religieuses internationales et du mouvement de la paix, renoncement au prosélytisme, en échange de la liberté de culte et de l'autonomie de gestion de ses biens. Ce n'est pourtant pas une vassalisation, moins encore une capitulation. L'Eglise conserve la tradition et la foi, forme des prêtres, incarne la seule structure, la seule liturgie, l'unique « mouvement de masse » ne se réclamant pas du communisme (3).

Avec elle, M. Gorbatchev contracte une sorte de « compromis historique », dans l'esprit d'Erico Berlinguer, ou du poème d'Aragon chantant la résistance commune de « celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas ». Mais ce compromis n'est pas dicté par la puissance de l'Eglise. On ne peut tout à fait l'assimiler non plus à la situation de 1941, lorsque, face aux hordes nazies, Staline en appela aux « frères et sœurs », les popes répondant en béneissant l'armée rouge. Mais il y a de cela. La « perestroïka » est une nouvelle « guerre patriotique ». Elle réclame le rassemblement de toutes les énergies. Gorbatchev adopte la formule de Kadar en Hongrie : « Qui n'est pas contre nous est avec nous ». Il y a de cela et davantage. Vers l'extérieur, l'alliance avec l'Eglise est un argument pour le dialogue avec l'Onest. Y compris le Vatican où Jean-Paul II est à la fois l'allié potentiel du Kremlin dans « la lutte pour la paix » et un redoutable adversaire tendant à disputer l'hégémonie idéologique au pouvoir soviétique, via les catholiques d'Ukraine (Eglise uniate) et de Lituanie, et dans la foulée de l'œuvre déjà accomplie en Pologne (4). Sur ce dernier point, M. Gorbatchev ne doit pas craindre ses alliés orthodoxes : ils redoutent encore plus que lui la rivalité catholique.

MAIS comme d'autres aspects de la renaissance culturelle en URSS, la réhabilitation de l'orthodoxie ne peut être réduite à une opération politique. Elle se trouve au confluent de la conjoncture et d'un mouvement plus profond, d'ordre spirituel. Lors du millénaire, le pouvoir invite l'Eglise à participer à la restauration des « valeurs morales compromises ». Un terme très chrétien comme « miséricorde » (composé de « gentil » et « cœur », la miséricorde, la charité) apparaît dans des textes officiels. Celui de « doukhorovost » (spiritualité) est déjà légitimé depuis longtemps. Les notions de « bien » et de « mal » retentissent du haut des tribunes de congrès, sans autre connotation que celle d'une « morale universelle », fondée sur des valeurs partagées par tous les hommes. Les livres de Vasyli Bykov — et l'une de leurs translations à l'écran, *L'Assommoir*, par Larissa Chepikha, dans la figure du Christ-partisan immolé — font revivre les notions religieuses de « podvig » l'exploit spirituel, le dépassement de soi, — d'intransigence morale. Le « retour de Dieu » a fait scandale, en 1987, lorsqu'il s'effectua dans la forme d'un roman signé Tchinguiz Altmatov, vice-président de l'Union des écri-



BATAILLE DE NINI NOVGOROD (1302)

Reconstituer la « russité », pas les traditions despotiques

vains, d'origine musulmane. Une lecture polémique de cette œuvre de réflexion très libre sur le christianisme a sans doute extrapolé ce qui n'était « que » recherche de spiritualité — attitude des plus répandues aujourd'hui dans l'intelligentsia. Face au cynisme et au dessèchement des rapports interpersonnels, face à la mort individuelle comme à la mort collective entrevue à Hiroshima ou à Tchernobyl, quelles réponses trouver dans les manuels de la philosophie athée officielle ? Telle est bien la question posée, et si des « chercheurs de Dieu » apparaissent aujourd'hui — note André Noukine dans *Novy Mir*, — c'est à la manière de Dostoevski et Tolstoï, réveilleurs de la conscience, « de l'amour du prochain et de la solidarité ». L'écrivain sibérien Valentin Raspoutine : « Je n'aurais sans doute jamais été croyant si l'athéisme n'était pas chez nous si agressif, si haineux, si indécent, parfois au mépris des lois. C'est pour cette raison que tant de gens adhèrent aujourd'hui à l'Eglise (5) ».

L'AFFIRMATION de la chrétienté de la Russie est aussi l'occasion de réveiller la vieille querelle sur la double appartenance du pays à l'Europe et à l'Asie. Les occidentalistes insistent sur les liens avec l'Europe — à travers le christianisme. Les « eurasiens », sur les relations avec les peuples d'Asie, et le fait que l'Etat russe s'est construit dans la résistance à l'expansionnisme catholique (depuis les chevaliers Teutoniques) et occidental (jusqu'à Hitler), autant qu'aux invasions tataro-mongoles.

En 1980, le six centième anniversaire de la bataille de Koulikovo (1380) — premier acte d'un long mouvement de libération — a permis aux tenants des deux camps de s'affronter. En toile de fond : le traumatisme historique de deux cent cinquante années d'invasions, de guerres et de pillages, principalement le fait des hordes de Gengis Khan, qui, de l'avis de la plupart des historiens russes et occidentaux, ont détruit la civilisation et les traditions démocratiques de la « Rous » kiévienne (6). L'empire nomade n'en comportait pas moins des aspects « constructifs » : tolérance religieuse, développement des relations postales et commerciales, mise en place d'une administration forte et efficace. Les historiens de l'école « eurasienne » retiennent ces aspects, le destin historique commun des Russes et d'une multitude d'éthnies asiatiques et européennes, la « symbiose ethnique » avec les Mongols, du moins avant que la Horde d'or, composée de palans et de chrétiens nestoriens, n'ait adopté l'islam (7). A l'opposé, les eurasianistes, furent-ils nationalistes comme l'auteur de *Pamiat*, Vladimir Tchivilikhine (8), soulignent le désastre du règne tataro-mongol : isolement de l'Europe, construction d'un Etat despotique écrasant le corps social (9), ce « puissant Etat centralisé des temps modernes » que Tchivilikhine voit naître avec satisfaction de la libération du joug tataro-mongol. Sans doute loin de partager le point de vue de Karl Marx : « La Moscovie est née, a grandi, à l'école abjecte et terrible de l'esclavage mongol (10) ».

La renaissance culturelle russe ne doit pas être confondue avec les nationalismes frileux ou agressifs qu'elle encourage par ailleurs.

Le patriotisme d'un Dimitri Likhatchev ou d'un Sergueï Zalyguine (revue *Novy Mir*) ne se définit pas par l'exclusion ou le refus du métissage culturel. Dans l'héritage de la « russité », il entend pas recueillir les traditions despotiques, ou a fortiori celles des Cent noirs (11) ou d'autres obscurantismes. Les patriotes réformateurs des années 80 condamnent le chauvinisme, l'isolationnisme qui ont causé tant de dégâts dans la vie intellectuelle et scientifique du demi-siècle écoulé. Si le souci existe de surmonter les traumatismes et l'esprit de la guerre civile, ce n'est pas pour rétablir une « continuité russe » qui remettrait en question la révolution de 1917, ni surtout son potentiel démocratique. Ce serait plutôt une « réconciliation nationale » à l'espagnole, tendant à rassembler et à construire plutôt qu'à régler de vieux comptes. Même si les injustices doivent être réparées, et l'abos du stalinisme crevé de manière radicale. Dans cette optique, l'identité russe se cherche dans le rapprochement avec les traditions les plus démocratiques, de la Russie de Kiev aux soviets de 1917, dans l'ouverture à l'Europe, à l'Occident — lesquels ne sont plus réduits au seul « système capitaliste » mais envisagés, aussi, en tant que civilisation, culture de société civile et de démocratie.

(1) Julia Kristeva, *Soleil noir, Dépression et mélancolie*, Gallimard, Paris, 1987.  
(2) *Glasnost*, 10 mars 1988.  
(3) V. Dzinich, *Fred Mayer, L'Eglise orthodoxe russe*, Hachette, Paris, 1982.  
(4) Voir le *Monde* daté 31 mai-1<sup>er</sup> juin 1987 et du 23 mars 1988.  
(5) A. Noukine, *Novy Mir* 4-1987, Tchinguiz Altmatov, *Les Rives de la Loire*, Mouton, 1987; Elena Joly, *Le Protéisme et de Staline*, Extraits avec des intellectuels post-soviétiques, Actes Sud, Arles, 1988.  
(6) Voir notamment : Chantal Lemercur-Quelquy, *La Peste mongole*, Flammarion, Paris, 1970; Georges Vernadsky, *Mongols and Russia*, New Haven, Yale University Press, 1953; Tibor Szamely, *La Tradition russe*, Stock, 1976.  
(7) Sur le débat des historiens en URSS, voir *Problèmes politiques et sociaux*, dossier consacré par Emile Kagan et Charles Ujowicz, la Documentation française, Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1983.  
(8) Vladimir Tchivilikhine, *Mémoires. Survivre au Moyen-Age en Russie*, Roman-essai, Ed. Radouga, Moscou, 1986.  
(9) Tibor Szamely, *La Tradition russe*, Stock, Paris, 1976.  
(10) Karl Marx, *La Russie et l'Europe*, Gallimard, 1954.  
(11) Centuries d'extrême droite, antisémites, d'avant la révolution.

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

EN UNION SOVIÉTIQUE

La résurrection des fermiers

LA décision, prise fin juillet dernier à Moscou, de louer pour cinquante ans des terres agricoles à des paysans indépendants devrait entraîner à terme la disparition des kolkhozes et des sovkhozes. Pour la première fois depuis 1930, le pouvoir soviétique reconnaît l'échec économique de la collectivisation des terres. Le gigantisme agricole ainsi que la gestion planifiée, centralisée et bureaucratique de l'agriculture ont été source de trop de ravages et n'ont jamais permis d'atteindre la simple autosuffisance alimentaire. C'est désormais, paradoxalement, au paysan individuel de sortir l'URSS de sa longue crise agricole.

Par MARCEL DRACH \*

Le 29 juillet dernier, dans son rapport au comité central du Parti communiste, M. Mikhaïl Gorbatchev déclarait que si l'on voulait rendre aux paysans la maîtrise de la terre, il fallait la lui louer pour vingt-cinq, trente, voire même cinquante ans (1). Il bravaît ainsi le tabou de l'exploitation individuelle, sur lequel s'est instituée l'agriculture soviétique depuis 1929, et renouait avec l'inspiration du dernier Lénine, celui de la NEP et de la coopération. Geste simple et radical, qu'appelle sans doute la situation dramatique de l'approvisionnement : la Pravda du 1<sup>er</sup> septembre dernier indiquait que la viande était rationnée dans 8 des 15 républiques de l'URSS ; qu'en Russie il fallait des tickets pour la viande dans 26 régions, pour le beurre, dans 32 régions, et pour le sucre, dans 53 régions ; qu'un septième de la population du pays consommait actuellement 30 à 35 % moins de viande et de produits laitiers qu'en 1970...

Mais, au-delà de l'urgence immédiate, cette décision de M. Gorbatchev place le paysan individuel, l'exploitation familiale, au cœur d'une tentative visant à sortir l'Union soviétique de la crise agricole où elle s'embourbe depuis des décennies.

Cette crise combine des traits propres à l'histoire de l'agriculture soviétique (2) et des facteurs inhérents à la planification centralisée. Au nombre des premiers, il faut retenir la démotivation d'une paysannerie brutalement collectivisée entre 1929 et 1934, salariée

et rassemblée dans d'immenses fermes d'Etat (sovkhozes), ou réduite à un quasi-servage dans les coopératives d'Etat (kolkhozes), bénéficiant jusqu'à une époque récente de revenus et d'une couverture sociale médiocres, inférieurs à ceux des ouvriers, vivant dans un environnement dépourvu d'équipements collectifs, d'infrastructures culturelles et commerciales. Une paysannerie qui s'est, de ce fait, appauvrie de ses éléments les plus productifs et les plus qualifiés (jeunes, conducteurs de machines, mécaniciens, ingénieurs). Cet exode n'a laissé au village qu'une population composée en majorité de femmes, d'enfants et d'anciens. Il faut aussi évoquer les ravages qu'ont exercés sur ce domaine fragile et différencié qu'est l'agriculture une gestion centralisée et bureaucratique, qui mise sur le gigantisme, et une mobilisation de type militaire (les « campagnes » annuelles d'ensemencement et de récoltes) pour arracher à la terre et au paysan — à des prix souvent inférieurs aux coûts — la réalisation des objectifs du Plan.

A cela s'ajoutent encore les approvisionnements défectueux, que ce soit les machines, les semences, les engrais, insuffisants ou inadaptés, ou les pénuries de biens de consommation manufacturés. De la barshchina, l'agriculture féodale russe, on disait avant l'abolition du servage, en 1861, qu'elle était synonyme de tout ce qui se fait lentement, incorrectement et sans motivation. Il n'en a guère été autrement de l'agriculture post-révolutionnaire.

Devenu premier secrétaire, en 1970, M. Gorbatchev passa huit ans à conduire les campagnes saisonnières de récolte. Il fut alors confronté à une double expérience. D'une part, celle de l'efficacité douteuse des bruno-bas que son protecteur et prédécesseur au secrétariat du comité central, F.-D. Kulakov, avait popularisés sous le nom de « méthode d'Ipatovo », afin d'accélérer

les moissons. D'autre part, celle des profits et rendements impressionnants obtenus sur des terres louées aux kolkhozes et sovkhozes par des familles d'immigrés venues d'Asie centrale (4).

Devenu secrétaire général du parti, M. Gorbatchev fit d'abord porter ses efforts sur des domaines traditionnels. Son premier programme agricole comporte trois volets : démantèlement, en novembre 1985, des multiples et incontrôlables bureaucraties chargées de l'agriculture (treize ministères et comités d'Etat), remplacés par un seul super-ministère, le gosagroprom (à cette occasion, la moitié du personnel de cette administration énorme et fragmentée fut licenciée). Réduction des investissements, dirigés désormais non plus vers l'agriculture elle-même, mais vers les secteurs situés en amont et en aval (transport, stockage et transformation). Et promotion des biotechnologies.

M. Mikhaïl Gorbatchev a été associé de près au naufrage de la politique agricole. C'est à cet humble protagoniste qu'il attribue aussi la perestroïka, tant il est vrai que, sans amélioration notable de l'approvisionnement de la consommation, elle ne saurait guère avoir d'avenir.



PAYSANNE SUR UN MARCHÉ LIBRE DE MOSCOU. L'homme ne vit pas seulement de pain...

Le « fantôme américain » de Khrouchtchev

KHROUCHTCHEV fut le premier, si l'on excepte le geste fait par Malenkov, en 1953, à se prononcer en faveur des lopins individuels et à s'attaquer au problème. Son programme tenait en trois points : extension des terres cultivées, concentration des exploitations agricoles, amélioration des rémunérations et du niveau de vie des paysans. Le défrichage des terres vierges de Sibirie et du Kazakhstan, entre 1954 et 1960, fut une contribution majeure à la production de céréales : 42 millions d'hectares furent ensemencés, soit une augmentation d'un quart des terres cultivées. Le taux de croissance moyen de la production agricole passa de 3,5 % par an, entre 1951 et 1955, à 4,2 %, entre 1956 et 1960. Il rebomba toutefois à 2,8 %, avec des résultats annuels très fluctuants, entre 1961 et 1965, attestant les limites du « fantôme américain » de Nikita Khrouchtchev et sanctionnant des méthodes culturales contestables.

La seconde tentative coïncida avec la période brejnevienne, 1965-1982, et M. Gorbatchev prend, déjà, une part active, en tant que secrétaire du comité central chargé de l'agriculture, à partir de 1978.

Laissez pour compte jusqu' alors dans l'attribution des investissements, l'agriculture en devient l'un des principaux bénéficiaires. Sa part dans le total des investissements passe de 20 %, au début des années 60, à 27 % au cours des années 70 et au début des années 80. L'absorption annuelle d'engrais minéraux est multipliée par huit, la puissance installée des tracteurs par quatre, la consommation d'électricité par dix.

Cependant, cet effort considérable, sans précédent, apporte des résultats décevants. De 1966 à 1980, le taux de croissance annuel moyen de la production agricole fléchit, passant de 3,5 % à 0,3 % (3). Simultanément, le taux de croissance de la productivité décline (il passe de 2,1 % par an dans les années 50,

\* Professeur d'économie à l'université Paris-IX-Dauphine.

PRÉCISION. — Dans l'article de Jean-Jacques Marie, « Staline, un simple Caligula persanofique ? », publié dans notre numéro d'août, un passage déformé le début de la quatrième phrase du texte, dont il faut rétablir ainsi le sens : « La revue Znamia, n° 7, 1988, a publié le récit d'Adjoubé, le gendre de Khrouchtchev, qui raconte comment, en décembre 1948...

à 0,2 % dans les années 70) ; les coûts augmentent, et par conséquent aussi les subventions assurant la stabilité des prix de détail (15 % du budget de l'Etat au début des années 80). Enfin, les importations de céréales et de produits alimentaires ne cessent de s'élever. Elles atteignent 22 % de la consommation intérieure en 1981, ajoutant au coût économique (elles sont, pour l'essentiel, payées en devises) le préjudice politique de la dépendance et de l'humiliation.

Durant toute cette période, les ressources de l'initiative individuelle sont sollicitées, mais de façon marginale, afin d'atténuer les conséquences de ce bilan négatif. Les lopins et le cheptel privés, bien que consacrés par la Constitution de 1977, voient leur part diminuer dans la production agricole totale (un quart en 1976 au lieu d'un tiers en 1965). Par ailleurs, une certaine extension est donnée à la formation de petites brigades (les zvenia) d'agriculteurs antéguérés, auxquels les kolkhozes et les sovkhozes sous-traitent par contrat les travaux agricoles.

M. Mikhaïl Gorbatchev a été associé de près au naufrage de la politique agricole.

(1) Pravda, 30 juillet 1988.  
(2) Voir « L'agriculture dans les pays de l'Est », dossier du Monde diplomatique, juin 1982.  
(3) Il s'agit d'estimations américaines : US Congress, Joint Economic Committee, USSR : Measures of Economic Growth and Development, 1950-1980, Washington DC, 1982. Les chiffres officiels, bien que plus élevés, indiquent la même tendance.  
(4) La thèse que sa femme a soutenue en 1967, thèse de sociologie consacrée à la mentalité et aux comportements des paysans kolkhozes de Stavropol, a certainement aussi contribué à sa prise de conscience des problèmes innombrables de l'agriculture.  
(5) Voir l'article d'A. Giroux dans le Courrier des pays de l'Est, juin 1988.  
(6) Voir Sa'khala Jira, 27 août 1988.

Advertisement for 'LE PREMIER ATLAS POLITIQUE DU XX<sup>e</sup> SIECLE'. The ad features a globe on the left and the title in large letters on the right. Below the title, it says: 'A travers un réseau serré de cartes historiques et politiques, économiques et démographiques, la mise en scène, la mise à nu et la mise en perspective des bouleversements majeurs du XX<sup>e</sup> siècle. Une radiographie révélatrice et spectaculaire des grands mouvements du monde depuis 1900.' At the bottom, it mentions 'Plus de 300 cartes en couleurs. Couverture cartonnée souple. 195 F' and 'Editions du Seuil'.

SUITE DES RÉFORMES



BATAILLE DE NIJNI NOVGOROD (1929)

musulmane. Une lecture polémique de la Bible très libre sur le christianisme a été faite à l'été « que » recherche de spiritualité et de désenclavement aujourd'hui dans l'intelligence individuelle comme à la mort collective de Teheran, quelles réponses trouvent-elles à la philosophie athée officielle ? Telles ont été les questions, et si des chercheurs de Dieu s'expriment — comme André Noukine dans Noyé, ou les disciples de Dostoevski et Tolstoï, révélateurs de l'amour du prochain et de la solidarité — Valentin Rasputine : « Je n'ai jamais été croyant si l'athéisme n'était pas chez moi, si indécis, parfois au mépris des lieux, que tant de gens adhèrent spontanément.

La christianité de la Russie a été réveillée de la vieillesse que lui a apportée le monde du pays à l'Europe et à l'Asie. Les liens se sont rompus, les liens avec l'Europe — une « Eurasie », sur les relations entre la Russie et l'Europe — ont été construits dans le monde catholique depuis les débuts de la christianité jusqu'à Hitler, autant qu'aux

Le 31<sup>er</sup> centenaire anniversaire de la naissance de l'Union soviétique a été l'occasion pour les tenants des deux camps de se livrer à un tournoi historique de deux camps de guerres et de pillages, principalement de Grigori Khas, qui, de l'avis de la plupart des occidentaux, ont détruit la civilisation soviétique de la « Russie soviétique ». Le tournoi comportait pas moins des aspects culturels, politiques, développement des relations avec l'Occident, mais en place d'une administration forte, il y avait l'école « européenne » reconstruite, l'histoire commune des Russes et de l'Europe, les symboles et les traditions de la Russie et de l'Europe, de chrétiens nestoriens, et de chrétiens orthodoxes, fuses-ils en une civilisation de l'Est, Vladimir Tchoukhraïev, le fondateur du régime tataro-mongol, a été le héros du régime tataro-mongol. Sans doute loin de parquer le régime tataro-mongol, le régime tataro-mongol est né, à grande échelle, à Moscou (10).

La culture russe ne doit pas être considérée comme un agresseur qui a détruit la civilisation d'un Dimitri Likhatchev ou d'un Boris Pasternak. Dans l'héritage de la culture russe, il y a des traditions européennes, et il y a des traditions asiatiques. Même si les traditions européennes ont été détruites, et l'absence du stalinisme crée une nouvelle culture, l'identité russe se conserve dans cette optique, l'identité russe se conserve dans les traditions les plus démocratiques de la Russie, dans l'ouverture à l'Occident, dans les traditions les plus démocratiques de la Russie, dans l'ouverture à l'Occident, dans les traditions les plus démocratiques de la Russie, dans l'ouverture à l'Occident.

Depression et dépression. L'Église orthodoxe russe, sous le pape Jean-Paul II, a été l'occasion de la naissance de l'URSS, voir l'article de Jean-Jacques Marie, « Staline, un simple Caligula persanofique ? », publié dans notre numéro d'août, un passage déformé le début de la quatrième phrase du texte, dont il faut rétablir ainsi le sens : « La revue Znamia, n° 7, 1988, a publié le récit d'Adjoubé, le gendre de Khrouchtchev, qui raconte comment, en décembre 1948...

UNE CERTAINE IDÉE

# Des disparités régionales

La logique du grand marché, que nous avons analysée le mois dernier, c'est aussi celle d'une concurrence sans merci entre les régions européennes, désormais en première ligne sur le front de l'emploi. Malgré l'augmentation des crédits de ses fonds structurels, la CEE est loin de disposer des moyens et des instruments lui permettant de réduire significativement des disparités régionales criantes qui mettent en danger la cohésion de l'ensemble communautaire.

L'OCDE. Bien des choses ont changé depuis les années 50 où des pays comme la France et l'Italie prenaient conscience de l'ampleur des disparités régionales créées par la révolution industrielle. A l'exemple du Royaume-Uni, où les premières mesures remontent à la crise des années 30, un dispositif, stimulant et contraignant à la fois, était installé pour échapper à la dualité entre Paris et le « désert français » (6), pour limiter la croissance de l'Île-de-France et pour industrialiser les

régions rurales de l'Ouest et du Sud-Ouest. De son côté, l'Italie créait en 1950 la Cassa per il Mezzogiorno, afin de financer le développement du Sud. On avait craint, à l'époque, que la croissance - aujourd'hui disparue - soit un facteur d'aggravation des écarts entre les régions; or les études effectuées montrent qu'ils se sont réduits, aussi bien en France qu'en Italie. Forcés essentiellement sur une relocalisation de l'emploi industriel, ces politiques ont cependant perdu la plus grande partie de leur efficacité quand

l'Europe continentale a entamé la reconversion de son secteur secondaire, provoquant une forte poussée du chômage. Les responsables ont mis beaucoup de temps à comprendre que ces difficultés n'étaient pas une spécialité britannique et à mesurer l'ampleur de la crise. Les opérations de sauvetage, dites « Canadair », marquent le dépassement des politiques régionales traditionnelles et leur croissance inefficacité (7). Elles seront implicitement ou explicitement abandonnées vers 1984 :

changement de la carte d'intervention au Royaume-Uni, dissolution de la Cassa en Italie. En France, on renonce à l'agrément (8), et l'aménagement du territoire voit ses crédits massivement réduits.

La Commission ne serait-elle pas en train de se doter, avec vingt années de retard, d'une « politique 60 », au moment où celle-ci est abandonnée dans les capitales qui l'ont pratiquée ?

On sait aujourd'hui que, dans les pays développés, les nouvelles dynamiques de création d'emplois se sont déplacées de l'industrie vers les services, et des grandes entreprises en direction des petites et des moyennes. Abandonnant toute logique de transfert, les politiques de stimulation du développement régional doivent donc se rapprocher du terrain pour espérer produire des effets positifs. Aux États-Unis, l'extension de la crise dans les régions les plus touchées par la désindustrialisation, dans la « ceinture de la rouille » (Michigan, Ohio, Illinois), a été combattue par des interventions vigoureuses et efficaces des États et des autres collectivités locales (9). Dans ses fonctions de gouverneur, M. Michael Dukakis a joué un rôle de pionnier dans la mise au point de ces nouvelles politiques, qui ont aussi produit des résultats tangibles dans des États comme le Michigan ou la Pennsylvanie, ne bénéficiant pas comme le Massachusetts des effets d'entraînement de Harvard et du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

(1) Voir Claude Julien, « Ambition », et Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché », *Le Monde diplomatique*, septembre 1988.

(2) Article 130 A de l'acte unique européen.

(3) Dans l'avant-projet de budget 1989, en millions d'ECU (MECU), les crédits de paiement sont les suivants : FEOGA orientation : 1 434; Fonds social : 2 970; FEDER : 3 920; au total : 8 324 MECU, soit 18 % d'un budget communautaire de 45 740 MECU (1 ECU = 7 F).

(4) Rapport entre la contribution versée par un État membre et les paiements qu'il obtient du Fonds considéré. En 1986, la France a participé à hauteur de 20 % au financement de la CEE. Elle a reçu 15 % des paiements des fonds structurels, mais 24,6 % des dépenses de soutien des marchés agricoles.

(5) Jusqu'à cette date la Commission était tenue de rembourser aux États membres une partie de leurs dépenses d'équipement dans les régions défavorisées, sans pour autant participer aux prises de décision.

(6) Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*, Paris, Flammarion, 1947.

(7) Voir Olivier Guichard, *Propositions pour l'aménagement du territoire. Rapport au ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des transports*, La Documentation française, Paris, 1986.

(8) Autorisation préalable exigée par les pouvoirs publics pour agrandir ou créer des établissements industriels ou commerciaux à Paris.

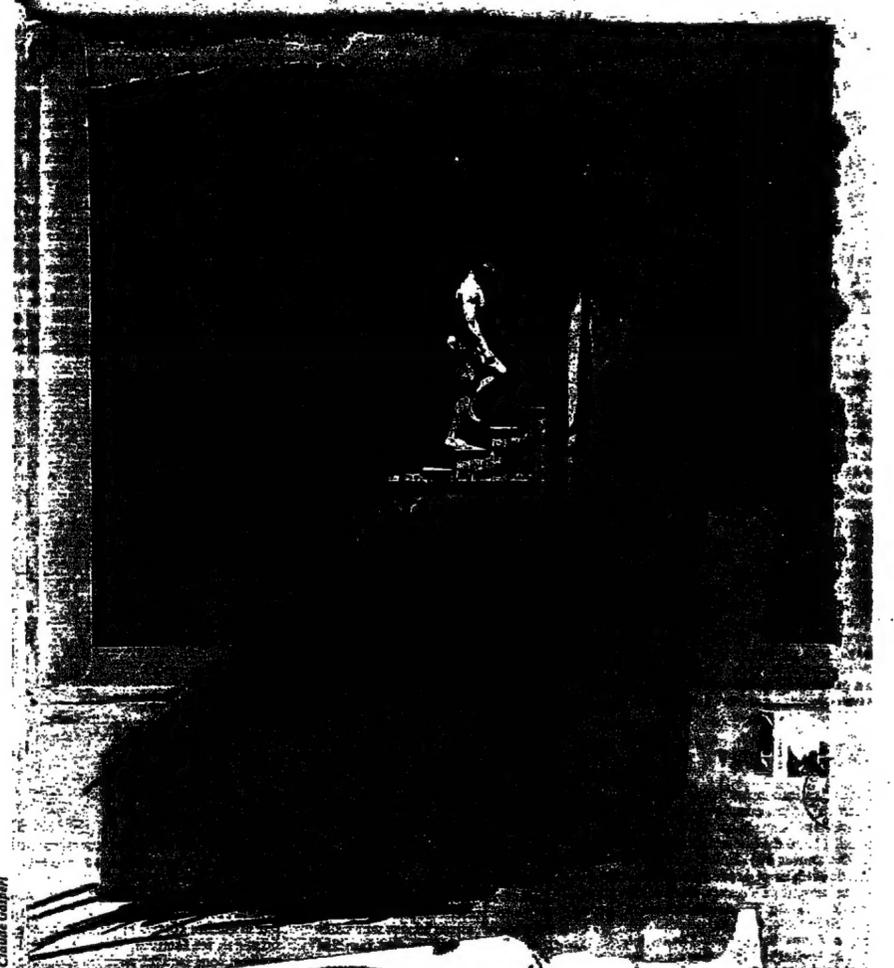
(9) Voir Pierre Dommergues, « Le Michigan, laboratoire de l'économie-territoire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986, et Pierre Dommergues (sous la direction de), *La Société de partenariat. Économie-territoire et revitalisation régionale aux États-Unis et en France*, AFNOR-Antropos, Paris, 1988.

Par JEAN-FRANÇOIS DREVET \*

CONSCIENTS des réactions de rejet d'une partie de l'Europe à la « jungle du grand marché » (1), les signataires de l'acte unique ont souhaité un « renforcement de la cohésion économique et sociale » de la Communauté (2), en vue notamment de la réduction de ses disparités régionales. Le texte prévoit à cet effet une réforme des instruments existants qui devrait aboutir à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Malgré tout ce qu'on a pu en dire, le budget communautaire n'est pas intégralement affecté au soutien des marchés agricoles. La CEE s'est d'abord dotée du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA), d'un Fonds social (FSE) et enfin, en 1975, du Fonds européen de développement régional (FEDER). En 1989, ces fonds structurels représenteront 18 % des dépenses de la CEE (3). Ils ont longtemps fonctionné de manière séparée et parfois peu communautaire, les gouvernements étant davantage soucieux de récupérer leur mise, les yeux fixés sur leur « taux de retour » (4), que de l'application des politiques communes proposées par la Commission. Celles-ci ont particulièrement fait défaut dans le secteur régional où - à l'intérieur de quotas préétablis - une mécanique de compensation budgétaire a prévalu jusqu'en 1985 (5).

C'est au moment où les écarts de revenu entre les régions ont atteint leur plus grande intensité depuis la création de la CEE (voir carte ci-contre) que la Commission entend se doter d'un dispositif efficace pour les réduire. Difficulté supplémentaire : la mise en place d'une politique régionale communautaire (PRC) intervient dans un contexte de mutations de ces mêmes politiques dans les États membres, ainsi que dans les autres grands pays de



VLADIMIR VELICKOVIC - Homme de Maybridge, variation.

\* Auteur de 1993-2000, les régions françaises entre l'Europe et le déclin, Souffles, Paris, 1988.

## En France : des structures inadaptées et des aides publiques dérisoires

Par PIERRE ROCQUOURT \*

LA France n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation dans les décisions publiques en matière économique. Alors qu'elles entrent en

concurrence avec des homologues bien rodées à l'action économique par des décennies de large autonomie, les collectivités locales françaises sont mal préparées à tirer parti de leurs nouvelles compétences.

Après les élections législatives de juin, plusieurs présidents de conseils régionaux, touchés par la loi antic-

mul, ont attesté de manière éclatante du peu de poids de cet échelon dans l'appareil politique français en lui préférant d'autres fonctions électorales. Alors qu'il est souvent reproché aux régions de l'Hexagone de ne pas disposer d'une taille suffisante pour se mesurer avec les Länder allemands, on s'aperçoit que la loi de décentralisation de 1982 a d'abord avantagé l'échelon départemental, et donc consolidé, suivant l'expression de M. Jacques Delors, la « France de papa » (1). Effectivement, la région ne dispose que du budget d'un petit département, et ne peut presque rien réaliser seule. Entre les niveaux municipal - caractérisé par un émiettement unique au monde - et national, il existe deux échelons de décision intermédiaires, et souvent concurrents. Comment, dans ces conditions, assurer à 1,7 million d'Alsaciens les moyens de coopérer à armes égales

avec près de 10 millions de Badois-Wurtembergeois ?

Le rapport Saglio, du nom de l'actuel directeur général de l'industrie, a bien mis en évidence les défaillances du régime des aides à l'industrie en France. On pourrait faire des constatations comparables pour les interventions publiques à finalité régionale : orientations défectueuses, règles de gestion désuètes et tracassières, et surtout insuffisance grandissante des moyens. Compte tenu de la variété des champs d'attribution, les comparaisons internationales sont difficiles, mais la réalité ne fait pas de doute : en descendant au-dessous de 2 milliards de francs, le budget de l'aménagement du territoire en France s'est rapproché de celui de la Suède, pourtant sept fois moins peuplée.

besoins des entreprises. Le parcours du combattant qu'on leur impose n'est pas une garantie de bon usage et décourage les plus petites, celles précisément qui ont le plus besoin des fonds publics. On est très loin des interventions « sur mesure » pratiquées par les autorités locales américaines, à la fois plus souples dans les conditions d'attribution, et plus exigeantes quant aux résultats demandés. Pour le soutien aux PME/PMI, dont dépend largement le renforcement du tissu économique régional, la France est très en retard par rapport à ses partenaires d'Europe du Nord.

(1) Voir *Le Monde*, 3 septembre 1988.  
(2) Voir *Le Monde*, 30 août 1988.

### Une lourde gestion administrative

EN ce qui concerne les aides versées par les États membres de la CEE à la localisation des entreprises, une étude réalisée par la Commission européenne a mis en évidence leur niveau dérisoire en France (cf. le tableau ci-contre). Et ces chiffres remontent à 1985, à un moment où la prime d'aménagement du territoire représentait 1 056 millions de francs, alors que la dotation pour 1989 ne dépassera pas 230 millions de francs. Quant aux 4 milliards de francs versés aux entre-

prises françaises par les collectivités locales, ils restent nettement au-dessous de ce qui est accordé par les Länder allemands, en collaboration avec le gouvernement fédéral ou isolément, et parfois clandestinement.

Un plaidoyer en faveur d'aides régionales plus importantes aurait évidemment davantage de succès si leur efficacité n'avait été contestée par de nombreux rapports de la Cour des comptes, se basant sur des cas précis. En fait, la gestion administrative par « guichets » n'est pas adaptée aux

#### AIDES RÉGIONALES ACCORDÉES AUX ENTREPRISES

Pays	Montant total (millions ECU)	Montant en ECU par habitant
Belgique	185,9	53,7
Danemark	11,7	9,5
RFA	1 419,3	55,3
Espagne	75,7	1,7
France	285,0	13,5
Grèce	(non disponible)	
Irlande	188,3	53,8
Italie	2 963,0	104,5
Luxembourg	18,0	49,2
Pays-Bas	219,0	39,8
Portugal	22,6	2,1
Royaume-Uni	1 139,0*	53,8*

\* (données de 1984).  
(Source : direction de la concurrence, Commission des Communautés européennes; chiffres de 1985).

(Publicité)

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

### FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Affaires - Commerce - Gestion - Communication

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES  
UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE  
BTS COMMERCE INTERNATIONAL  
ACTION COMMERCIALE  
BUREAUTIQUE ET SECRÉTARIAT

Ces examens sont ouverts à tous et se déroulent dans la plupart des grandes villes de France, et à l'étranger.  
Étudiants, cadres tous secteurs, ingénieurs, techniciens, secrétaires... peuvent en profiter pour compléter leur formation et augmenter leur compétence ou assurer leur avenir professionnel.  
Langues & Affaires assure par correspondance des cours tous niveaux et des préparations complètes à ces examens.  
Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix et à votre rythme.  
Documentation gratuite sur ces diplômes et sur les cours à :  
Langues & Affaires, service 4762. 33, rue Collange  
92303 Paris-Levallois (France). Tél. : (1) 42-70-81-88.  
Établissement privé fondé en 1947. Sous contrôle Éducation nationale.

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

CERTAINES IDEES regionales

DE L'EUROPE

qui minent la cohésion communautaire

Le changement de la carte d'Europe au Royaume-Uni, dissemblable à l'agrement (8), et l'annexion de territoire voit ses critères réduits.

On sait aujourd'hui que les pays développés, les nouvelles zones de création d'emplois et les déplaçants de l'industrie vers les services, et des grandes entreprises abandonnant toute logique de développement régional...

(1) Voir Claude Julien, « L'Europe de demain », Le Monde diplomatique, mai 1987.

(2) Article 130 A de l'Acte unique.

(3) Dans l'annexe du rapport de la Commission sur le développement régional...

(4) Rapport sur la situation de l'Europe de l'Est...

(5) Jean-François Drevet, « Les régions de l'Europe », Paris, Flammarion, 1987.

(6) Pierre Domergue, « L'Europe de demain », Paris, Flammarion, 1987.

(7) Les efforts du FEDER et les programmes intégrés méditerranéens (PIM) constituent déjà un apport déterminant dans ce sens.

(8) Les efforts du FEDER et les programmes intégrés méditerranéens (PIM) constituent déjà un apport déterminant dans ce sens.

(9) Les efforts du FEDER et les programmes intégrés méditerranéens (PIM) constituent déjà un apport déterminant dans ce sens.

(10) Rapport annuel du FEDER, 1986, Commission des communautés européennes, Bruxelles, 1987.

(11) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...

(12) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...

(13) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...

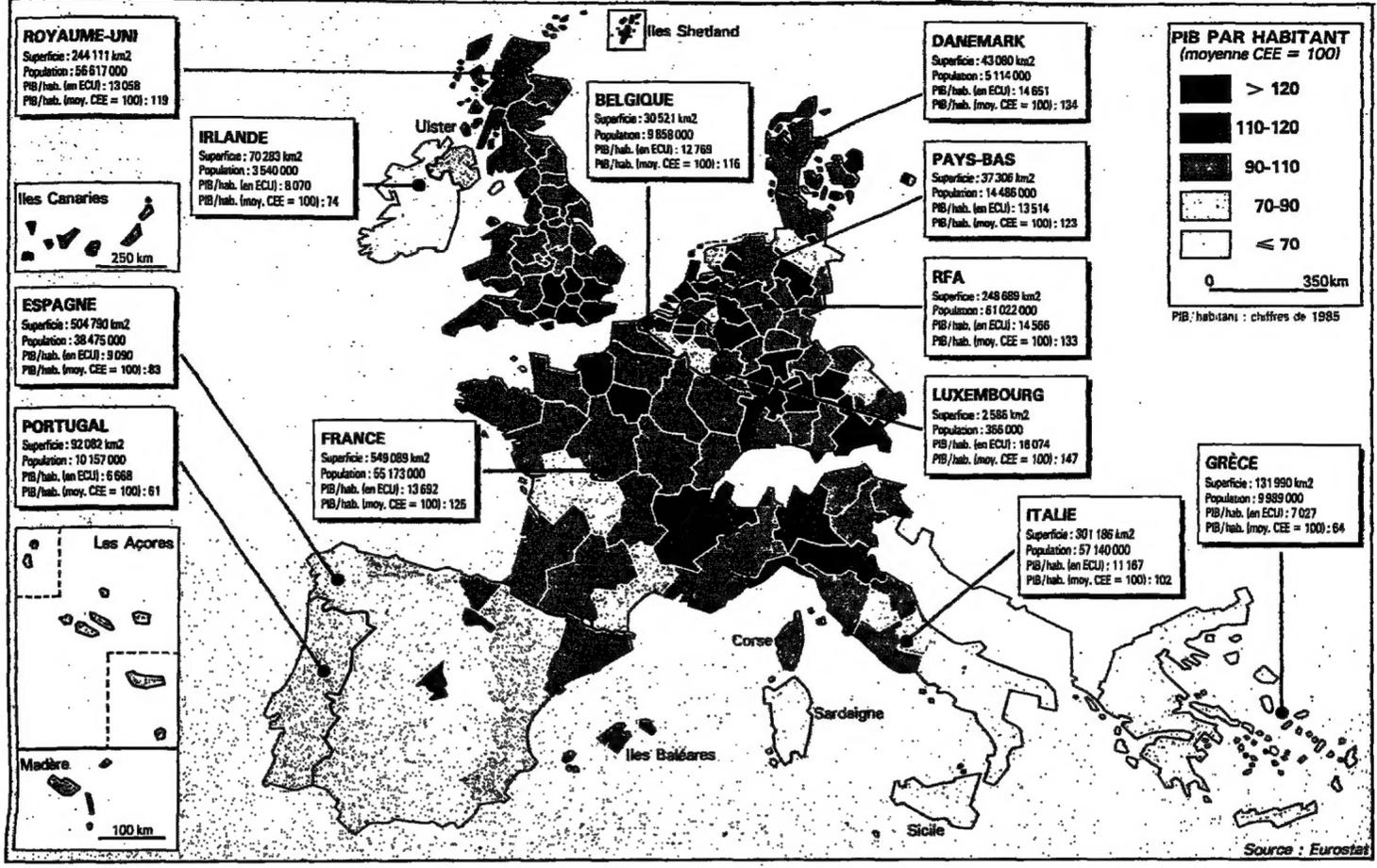
(14) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...

(15) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...

(16) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...

(17) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...

(18) On assiste actuellement à une multiplication des projets de coopération à l'échelle des régions...



LOCALISATION DES RÉGIONS PAVRES

A un moindre degré, les pays d'Europe du Nord ont fait de même, y compris quand les partis conservateurs ont repris le pouvoir, comme au Royaume-Uni et en RFA. Ni à Londres ni à Bonn on n'a souffert d'états d'âme en combinant interventions publiques et discours néolibéral.

Cette nouvelle politique de développement régional - fondée sur la stimulation de la croissance et de l'emploi, et non sur sa répartition - a représenté une composante essentielle de la reprise de 1983-1984 aux Etats-Unis, où elle continue d'apporter une contribution majeure à la baisse du taux de chômage.

mise en place par Ottawa, elle n'est pas relayée par un effort comparable du gouvernement fédéral. Considérant que la mobilité de la population active était le meilleur moyen de réduire les disparités de taux de chômage et de revenu entre les Etats, Washington a toujours refusé de s'engager dans cette voie.

ou agences de développement, instituts de participation), qui ont déjà fait leurs preuves aux Etats-Unis, afin de relayer les structures communautaires ou étatiques, trop éloignées du terrain. Le problème reste cependant aujourd'hui sans solution, faute de banque de développement au niveau européen.

apporter une réponse au problème de la réduction des disparités. Sans sous-estimer l'ampleur des dépenses actuelles, qui seront doublées d'ici 1993, il faut rappeler que le budget communautaire - moins de 1 % du produit intérieur brut (PIB) des Douze - pèse peu sur l'orientation de l'activité économique, sauf dans l'agriculture.

temps encore inaccessible. L'harmonisation des politiques macroéconomiques, la libre circulation des capitaux, auront des effets autrement plus importants dans un sens ou dans l'autre.

JEAN-FRANÇOIS DREVEY.

Dans notre prochain numéro : L'ESPACE JUDICIAIRE EUROPÉEN

Multiplier les laboratoires d'expérimentation

L'EUROPE, à la différence des Etats-Unis, n'est pas en mesure de résoudre ses problèmes régionaux par la mobilité de ses populations. Les compartimentages géographiques et linguistiques, les traditions culturelles, constituent autant d'obstacles difficiles à surmonter.

Cela fait maintenant une décennie que les experts encouragent le FEDER à glisser du financement des infrastructures à la stimulation directe de l'activité économique, mesurable en termes de création d'emplois.

Cette orientation, qui suppose une haute qualité de la collaboration entre la CEE et les bénéficiaires, est entravée par des carences administratives sur le terrain.

Les efforts du FEDER et les programmes intégrés méditerranéens (PIM) constituent déjà un apport déterminant dans ce sens. En Grèce et au Portugal, le Fonds régional a augmenté la capacité d'investissement public de 25 à 35 %, permettant ainsi d'accroître l'effort d'équipement et de résorber une partie du retard de la croissance des activités et du niveau de vie.

Les panneaux attestant du concours du FEDER sont maintenant nombreux dans les paysages d'Europe du Sud, et chacun peut y constater l'ampleur du mouvement de modernisation qu'il accompagne et stimule, à hauteur de 80 % de ses dotations (10).

Si la politique régionale de la CEE veut aussi apporter sa contribution à la construction d'un espace économique communautaire, au plein sens du terme, elle ne saurait limiter ses interventions aux régions qualifiées de « défavorisées » et, suivant l'expression de M. Enock Landaburu, directeur général de la politique régionale à la Commission, n'être que la « dame d'honneur » ou le « pompier de service » de la reconversion industrielle.

La politique régionale a cependant ses limites : elle ne saurait à elle seule

PLANTU La sélection de ses meilleurs dessins L'ALBUM 88 176 PAGES-250 DESSINS. Includes a form for ordering the album and contact information for Le Monde.

liques dérisoires

besoins des entreprises. Le premier constat est qu'en leur imposant une part de leur chiffre d'affaires...

(1) Voir Le Monde, 3 septembre 1987.

(2) Voir Le Monde, 30 août 1986.

Table: AIDES REGIONALES ACCORDEES AUX ENTREPRISES. Columns: Pays, Montants (en millions d'ECU), Evolution.

(données de 1984) (Source: direction de la coopération économique des Communautés européennes, Paris, 1985)

IMBROGLIO LIBANAIS, NOUVELLES VISÉES IRAKIENNES

La Syrie sur l'échiquier mouvant des ambitions régionales

COMMENT la Syrie se sortira-t-elle du nouvel imbroglio libanais ? A peine les États-Unis et la Syrie s'étaient-ils entendus pour soutenir la candidature à la présidence de la République libanaise d'un chrétien proche de Damas, que la création à Beyrouth, le 23 septembre dernier, d'un gouvernement légal dirigé par un militaire chrétien, doublant le gouvernement légitime de M. Sélim Hoss, est venue raviver le spectre de la partition. La Syrie, dont l'armée occupe les deux tiers du Liban, se trouve placée au pied du mur. Peut-elle, en effet, renoncer à assumer dans ce pays un rôle à la mesure de ses ambitions régionales, alors même que son rival irakien, débarrassé de la guerre du Golfe, s'affirme partie prenante dans le réaménagement des rapports de force au Proche-Orient (1) ?

Par ELIZABETH PICARD\*

Le Liban est le « fief » privilégié de la stratégie de Damas. Depuis le rejet du traité israélo-libanais de Nakoura et le départ de la Force multinationale en 1984, un consensus cynique prévaut qui unit Occidentaux, Soviétiques et même les Israéliens, « brûlés » par la coûteuse inefficacité de l'opération « Paix pour la Galilée » : l'imbroglio est inextricable mais au fond d'importance limitée, car la guerre joue bien son rôle d'abcès de fixation et les risques de contagion demeurent quasi nuls. La gestion de la crise est donc laissée à la Syrie, à charge pour elle de s'atteler à quelques tâches d'impératif régional et international : contenir les islamistes pro-iraniens, libérer les otages occidentaux et respecter, sur le territoire libanais, l'équilibre de dissuasion avec Jérusalem. On voit alors les émissaires américains se succéder à Damas tout au long de l'année 1988, à la recherche d'une formule constitutionnelle libanaise ou, à défaut, d'un candidat à la présidence de la République qui soit acceptable pour le protecteur syrien.

Mais, après treize années de présence au Liban, avec cinquante mille soldats, un équipement renouvelé, des services de renseignement multiples, le régime basiste ne parvient toujours pas à maîtriser la situation. L'armée syrienne a su mettre fin sans ménagement à la guerre des camps entre le mouvement chiite Amal et les Palestiniens, au printemps 1988 ; elle pourrait venir aisément à bout du dernier réduit du Hezbollah à Beyrouth - trois kilomètres carrés - ou même se lancer à l'assaut de la zone « chrétienne », qu'elle tient en tenailles. Mais le succès de telles opérations dépend de conditions politiques qui sont aujourd'hui loin d'être remplies : un consensus intérieur à Damas, l'acceptation des bellégérants et celle de leurs protecteurs.

\* Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques. Auteur de Liban, Etat de sécurité, Flammarion, Paris, 1988.

En Syrie, une crise économique sans précédent mine le moral de la population. Les difficultés s'accroissent : suspension des subventions des monarchies du Golfe, qui donnent la priorité à l'Irak ; poids écrasant des dépenses militaires, dont l'objectif reste la recherche d'une « parité stratégique » avec Israël ; résultats décevants de secourus de l'économie dans lesquels le pays a englouti des fortunes. L'équipe de M. Hafez El Assad affronte ces difficultés de manière peu convaincante. Le général lui-même est usé physiquement ; ses lieutenants sont occupés à

élargir leur clientèle en vue de la succession ; tactiques et projets personnels prennent le pas sur tout projet stratégique ambitieux.

Depuis des mois, les rues de Damas sont remplies du ballet incessant des voitures de dirigeants libanais négociant à longueur de nuit. Non seulement les « clients » de la Syrie sont là, comme le chef d'Amal, M. Nabih Berri, mais aussi des alliés difficiles comme M. Walid Joumblatt, ou des opposants : le cheikh Fadallah, autorité chiite proche du Hezbollah, et même le président sortant, M. Gemayel, le 21 septembre.

L'un après l'autre, les candidats à la présidence viennent présenter leur programme à M. Abdel Halim Khaddam, le vice-président syrien en charge du dossier libanais. Mais aucun candidat ne semble trouver grâce, et le blocage est complet : après quinze années de manipulation, de divisions, de manœuvres d'intimidation, de trahisons et d'attaques dirigées autant contre ses amis que contre ses ennemis, le « pacificateur » syrien a fait le vide autour de lui. Bien sûr, ces méthodes ont été dictées aux dirigeants basistes par la nature spécifique du système politique libanais - d'autant qu'elles sont le reflet de leur vision de la société syrienne. - mais le résultat est là : M. Assad n'accepte comme candidat que des alliés sûrs, M. Soleiman Frangijé, le chef du clan maronite du nord ou, à défaut, le député, lui aussi du nord, M. Daher dont la candidature a été entérinée par M. Reagan afin de faciliter la libération des otages.

Nouvelle donne dans le Golfe

MAIS la nouvelle conjoncture dans le Golfe pourrait pousser Washington, considéré avec Damas comme le *deus ex machina* de la scène libanaise, à faire moins de concessions. Le pays du Cèdre n'est en effet pas seulement un enjeu en soi, mais une carte majeure dans la partie régionale qui s'ouvre et s'annonce difficile pour le président Assad. En 1979, le soudain rapprochement entre les basistes syriens, arabes et laïques, et les khomeinistes iraniens, perses et islamistes, avait répondu à une inquiétude partagée devant les appétits de l'Irak.

Dans un Proche-Orient dominé par la présence américaine, chacun s'interrogeait sur la vraie nature de l'alliance syro-iranienne. Était-elle simplement tactique, pour s'opposer à l'Irak, ou stratégique, pour renverser les rapports de forces régionaux ? Le pacte devait passer son premier test, celui des pressions diplomatiques et financières des monarchies pétrolières cherchant à ramener le général Assad à l'unité arabe, première des professions de foi basistes. En 1987, la conférence islamique de Koweït, le sommet arabe d'Amman et deux médiations du roi Hussein de Jordanie, ont été autant d'occasions de lui demander, sinon de

rompre avec Téhéran, du moins d'adopter une position plus équilibrée dans la guerre du Golfe. Peine perdue. Le président Assad a jugé plus convaincantes les offres de la République islamique de renouveler ses fournitures de pétrole - 7 millions de tonnes de brut - à bas prix. Mieux, il a profité de l'atmosphère d'incertitude créée par l'extension du conflit dans les eaux du Golfe pour jouer les bons offices entre l'Irak et les monarchies de la péninsule, soucieuses de se démarquer de l'Irak.

Le deuxième défi pour l'alliance syro-iranienne fut la lutte qui mit aux prises, au Liban, l'armée de Damas et son allié Amal aux mouvements islamistes liés à Téhéran, Hezbollah en particulier, entre 1986 et 1988. Lors de certains épisodes, comme l'entrée des Syriens dans la banlieue sud au printemps 1988, des dignitaires de la République islamique dont M. Velayati, le ministre des affaires étrangères, manifestèrent leur désaccord avec Damas, et l'alliance stratégique parut sur le point de se rompre. Mais l'affrontement a tourné court et, depuis son acceptation de la résolution 598, l'Irak lâche pied au Liban, rapatrie ses missionnaires combattants, déserte la caserne de Baalbek et ses partisans fondent comme neige au soleil.

Mieux, certains des militants du Hezbollah - ceux qui ne rejoignent pas Amal - surmontent leur déception et, faisant preuve d'une flexibilité remarquable trop souvent occultée par leur discours dogmatique, prennent langue avec les militaires de Damas au nom de la fidélité à l'axe syro-iranien. Continons ensemble, proposent-ils en substance, la lutte contre les « arrogants » (les grandes puissances et Israël) et contre les dirigeants libanais « injustes ». A ce compte, l'alliance est sauve, mais suffira-t-elle à préserver le président Assad des accusations le présentant comme l'ennemi de l'islam et le complice d'Israël lancées par ses détracteurs ?

Soulagé d'une guerre qui a failli lui coûter le pouvoir, le président Saddam Hussein est maintenant libre d'élargir son soutien aux adversaires de son rival syrien. M. Yasser Arafat séjourne fréquemment à Bagdad, et le radio ne cesse d'encourager l'OLP. M. Karim Pakradouni, vice-président des Forces libanaises, se vante des « relations privilégiées » de sa milice avec un « certain Etat arabe » qui lui aurait fourni des armes en juin et en août de cette

année, contre la délivrance de quelques centaines de passeports libanais à l'OLP. Et dans la capitale irakienne, où bon nombre d'entre eux ont trouvé refuge après leur défaite de 1982 et le massacre de Hama, les militants islamistes syriens se préparent à lancer de nouvelles opérations tant à l'intérieur de la Syrie qu'au Liban, où le correspondant du Times leur a attribué, dès le 21 août, la responsabilité d'attentats à Beyrouth-Ouest contre les Forces spéciales.

Cette fois, le contentieux entre les présidents syrien et irakien est lourd : il ne s'agit pas seulement de trahison et d'ambitions contrariées, comme lors de

la spectaculaire brouille de juillet 1979, mais du viol d'un principe sacré que souvent bafoué, l'unité arabe. Le vice-président irakien, M. Taha Yassin Ramadan, n'a pas eu de mots assez durs, le 11 août dernier, pour condamner les « responsabilités négatives » du général Assad tant au Liban et envers les Palestiniens que dans la guerre du Golfe (2). En réponse, quatre jours plus tard, une réunion extraordinaire du commandement du Front national progressiste syrien se conclut par des encouragements au renversement de M. Saddam Hussein, assortis d'une ouverture vers la Jordanie et d'un appel à l'URSS.

L'enjeu palestinien

LA Syrie a de bonnes raisons de redouter l'après-guerre et le retour en force d'un Irak hypermilitarisé qui a échappé à la défaite et qui déploie ses efforts sur la scène arabe en direction aussi bien de l'OLP que de la Jordanie et de l'Égypte. Mais faut-il croire, comme le proclame M. Pakradouni, que « grâce à la victoire de l'Irak, l'ère syrienne a pris fin (3) » ?

Une fois de plus, le général Assad pourrait étonner par sa capacité à surmonter difficultés internes et menaces extérieures et par son habileté à exploiter l'évolution régionale, en particulier la montée en puissance de l'Arabie saoudite, bien décidée à ne plus laisser M. Saddam Hussein lui dicter ni guerre ni paix dans l'avenir. L'Irak sera maintenu hors du Conseil de coopération du Golfe, lequel s'emploie à réchauffer ses relations, jamais rompues, avec l'Iran. Or, pour contenter M. Saddam Hussein et ses appétits algambés, rien de tel qu'une Syrie forte, souterrainement par les monarchies pétrolières et alliée à l'Iran et à l'Union soviétique.

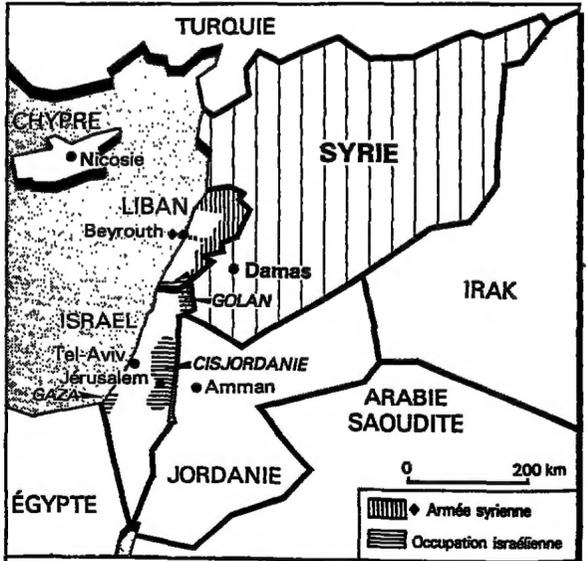
L'entente entre Moscou et Damas reste d'ailleurs la grande inconnue de l'équation proche-orientale. D'un côté, le port méditerranéen de Tartous serait en passe d'être transformé en base permanente pour la flotte soviétique, et l'aviation syrienne aurait reçu une quarantaine de Mig-29 (4). De l'autre, le général Assad craint de faire les frais de la « perestroïka » - et de la détente Est-Ouest, à l'heure où Moscou développe des relations consulaires avec Jérusalem et ne ménage pas son soutien aux efforts diplomatiques de M. Arafat.

Or, depuis l'« intifada » dans les territoires occupés et le cessez-le-feu dans le Golfe, la question palestinienne est redevenue l'enjeu central des affrontements et des négociations au Proche-Orient. Alors que, en Israël, certains responsables politiques insistent sur la menace syrienne (5), des commenta-

teurs, tirant les conclusions du désengagement jordanien, n'hésitent plus à évoquer l'« option syrienne » (6) : qui plus que la Syrie d'Assad a montré depuis cinq ans son efficacité pour combattre l'OLP ? Qui d'autre pourrait assurer la sécurité de la frontière nord d'Israël et respecter l'accord tacite de dissuasion mutuelle en vigueur depuis plus de dix ans (6) ? Qui peut mieux faire obstruction au retour de l'Irak dans le conflit israélo-arabe ?

Pourtant, les longs et coûteux efforts de Damas pour s'assurer le contrôle du Liban et des Palestiniens n'ont pas pour objectif de conclure des arrangements de sécurité avec Israël. Ils visent à obtenir une paix honorable et, en tout cas, la restitution de la province du Golan. Or, pour le président Assad, cette paix passe par une négociation globale israélo-arabe sur la base de la « parité stratégique », dont il fait sa priorité et qui exigerait une coopération militaire sans faille avec l'Union soviétique, une entente avec la Jordanie mais aussi avec l'Irak et l'Égypte, - une concertation avec l'OLP et un désengagement du Liban. Mais l'heure n'est pas venue d'un tel retrait. Pour conserver son atout principal dans la bataille régionale, le général Assad cherche encore, par les patientes manœuvres dont il a le secret, à ramener un Liban réunifié à ses côtés. Mais si la négociation politique restait bloquée, pourrait-il s'épargner les risques d'une intervention militaire ?

- (1) Cf. Ahmed Salamatin, Le Monde diplomatique, septembre 1988.
(2) Extrait avec Al Akhbar, Le Caire 11 août 1988.
(3) Al Manasir, Beyrouth 1<sup>er</sup> août 1988.
(4) International Herald Tribune, 5 septembre 1988. Cet appareil, qui n'a pas encore été fourni aux alliés du pacte de Vanovie, serait présent en Irak, en Syrie, en Yougoslavie, en Corée du Nord et en Inde.
(5) Cf. les déclarations du général Péléd à Ezer Israel, 2 août 1988.
(6) Dore Gold, « Now the Syrian Option », Jerusalem Post, 27 août 1988.



Evolution politique
Avril 1975 : Début de la guerre civile libanaise.
Juin 1976 : Intervention massive des troupes syriennes au Liban contre l'OLP et ses alliés de la gauche.
17 septembre 1978 : Signature des accords de Camp David entre l'Égypte, Israël et les États-Unis.
26 octobre 1978 : Charte commune syro-irakienne.
Février 1979 : Retour de l'imam Khomeiny à Téhéran.
28 juillet 1979 : Rupture syro-irakienne.
Septembre 1980 : Début du conflit irako-iranien.
14 décembre 1981 : Israël envahit le Liban (opération « Paix en Galilée »).
14-21 septembre 1982 : Assaut de Bachir Gemayel. Son frère Aminé est élu président du Liban.
17 mai 1983 : Accord de paix israélo-libanais à Nakoura.
7 mars 1984 : Abrogation de l'accord de Nakoura.
Printemps 1985 : Premiers épisodes de l'assaut d'Amal contre les camps palestiniens du Liban.
Juin 1985 : Fin du retrait des troupes israéliennes du Liban, à l'exception d'une bande frontalière au Sud.
13 juin 1986 : Début du retour des Syriens à Beyrouth-Ouest.
Août 1988 : Cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran.

REPLACEZ VOTRE RÉGION dans LA FRANCE D'AUJOURD'HUI
NOUVEAU
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
BON DE COMMANDE
Nom et adresse sociale:
Code postal:
Villes:
\* Cf. joint, en supplément, la somme de... P par: mandat [ ], chèques bancaires [ ], chèques postaux [ ], l'ordre de l'INSEE.

Édité par le SARL Le Monde
Gérant: André FONTAINE,
Directeur de la publication:
Administrateur général: Bernard WOUTS
Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS
Commission paritaire des journaux et publications: n° 57 438
ISSN: 0026-9395
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réimpression ou autres, veuillez nous adresser votre numéro de téléphone vers: (16) 1 85-36-11-11.

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

MASSACRÉS PAR LES ARMES CHIMIQUES ET DERNIÈRES VICTIMES DE LA GUERRE DU GOLFE

Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie

EN quelques semaines, plus de 100.000 Kurdes irakiens, fuyant les bombardements et les armes chimiques, ont trouvé refuge en Turquie. Cet afflux soudain risque de compliquer les relations délicates qu'Ankara entretient avec Bagdad et Téhéran. Il menace aussi de déstabiliser l'équilibre intérieur de la Turquie en apportant un encouragement et des renforts aux irrédentistes kurdes qui mènent depuis août 1984 des actions de guérilla dans les provinces de l'Est.

Par CHRISTIANE MORE

doments classiques et chimiques et au déplacement massif de populations. Cette pratique de la déportation n'était pas nouvelle, mais elle prit une dimension systématique sans précédent : il s'agissait à la fois de couper les « peshmergas » de la population et d'accélérer l'arabisation du Kurdistan. Ainsi, les paysans kurdes chassés de leurs villages ne peuvent habiter Kirkouk, tandis qu'un Arabe venant s'y installer recevait, en septembre 1987, l'équivalent de 600 000 francs pour construire une maison.

L'opinion internationale commença à s'émouvoir quand, en mars 1988, plus de cinq mille personnes, hommes, femmes et enfants, furent tués dans la ville de Halabja - qui venait d'être conquise par les « peshmergas » et leurs alliés iraniens - à la suite de l'utilisation massive de gaz. Bagdad affirma alors « son droit ainsi que sa détermination à avoir recours à tous les moyens à sa disposition pour contraindre l'invasion iranienne », y compris contre ses propres citoyens.

En septembre 1988, toutefois, le régime basiste a fermement nié toute utilisation d'armes chimiques et a organisé de grandes manifestations devant l'ambassade américaine pour protester contre les menaces de représailles économiques envisagées par le gouvernement et le Sénat à Washington. Et pendant ce temps la guerre continue : à la mi-septembre, l'armée irakienne avait repris le contrôle de la plupart des « zones libérées » kurdes et la frontière avec la Turquie était à nouveau sous contrôle gouvernemental.

L'avenir de l'opposition kurde irakienne paraît bien sombre ; davantage, en tout cas, que celui du PDK d'Irak. Le mouvement de M. Ghassemlou, qui combat la révolution islamique, a toujours refusé de coordonner ses actions avec l'armée irakienne, contrairement aux Moudjahidines de M. Massoud Radjavi : on ne peut l'accuser de trahison. De plus, tout en nouant une alliance politique avec M. Saddam Hussein, il a tenté de maintenir une autonomie suffisante lui permettant de faire face à un accord entre les deux régimes de Téhéran et de Bagdad.



SURVIVANTS D'HALABJA Des moyens « répressifs et inévitables ».

Plus de cent mille personnes se sont déjà réfugiées en Turquie, où elles rejoignent les nombreux Iraniens qui ont fui le régime de l'ayatollah Khomeiny. Le premier ministre, M. Ozal, a toutefois déclaré qu'il y avait « une limite au nombre de réfugiés que la Turquie pouvait accueillir ». Les autorités sont inquiètes des conséquences de ces migrations ; bien que reprochant le terrorisme du PKK, de nombreux Kurdes turcs sympathisent avec ses objectifs politiques et pourraient se radicaliser (5) au contact de leurs frères irakiens et redécouvrir une

culture dont Ankara a longtemps nié jusqu'à l'existence.

- (1) Le gouvernement de M. Jacques Chirac lui interdira toutefois l'entrée sur le territoire français.
(2) Voir Christiane More, « Les Kurdes, un enjeu oublié au Proche-Orient », le Monde diplomatique, octobre 1988.
(3) Dévoilé en grande partie dans Village Voice, New-York, 16 et 23 février 1976. Voir William Blum, The CIA, The Forgotten History, Zed, Londres, 1986.
(4) Voir William Blum, op. cit., page 278.
(5) Sur les Kurdes de Turquie, voir Christiane More, « Kurdistan : un incident prévisible », le Monde diplomatique, novembre 1987.

Fin avril 1987, les organisations kurdes irakiennes remettaient aux ambassadeurs des grandes puissances à Damas la liste des villages kurdes que le gouvernement de Bagdad avait décidé de détruire ou de faire évacuer. Elles faisaient aussi mention de l'emploi d'armes chimiques dans la mise en œuvre de ce plan, entamé au début avril. Lors d'une tournée en Europe (1) et aux Etats-Unis, au printemps 1988, M. Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mouvement d'opposition à M. Saddam Hussein, dénonça « le génocide dont est victime [son] peuple depuis plusieurs mois » et dressait un parallèle avec l'extermination des Arméniens durant la première guerre mondiale.

Alertés par leurs diplomates et par diverses organisations humanitaires, les gouvernements de l'Est comme de l'Ouest fermèrent les yeux. Les médias eux-mêmes, obnubilés par le sort des combats sur le front sud entre l'armée de la République islamique et celle du régime basiste, négligèrent de rendre compte des événements dramatiques se déroulant au nord.

Depuis le cessez-le-feu d'août 1988, qui a pour l'instant, mis un terme au conflit du Golfe et rassuré les diverses capitales sur le sort de l'Irak, et après les récentes offensives irakiennes accompagnées de l'emploi d'armes chimiques au Kurdistan, la communauté internationale a commencé à s'ébranler. Le 7 septembre, le président François Mitterrand exprimait son « inquiétude » ; le 8, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, déclarait que l'emploi de ces moyens « répugnants et injustifiables » pourrait remettre en cause les relations des Etats-Unis avec Bagdad.

Ces prises de position étaient facilitées par l'arrêt des combats sur le front irakien et la survie inespérée du régime basiste, qu'avait soutenu, contre Téhéran, la quasi-totalité de la communauté internationale. La France avait fourni des armes sophistiquées ; de nombreux pays - dont la France, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas - ont contribué, directement ou non, à la mise sur pied d'unités d'armes chimiques ; les Etats-Unis ont procuré des produits alimentaires ; la RFA, du matériel industriel ; tandis que la Chine coopérait dans le domaine des grands travaux. Bien que principal fournisseur d'armes conventionnelles à Bagdad, l'URSS a conduit une politique subtile, gardant de bonnes relations avec les deux belligérants et conservant son prestige parmi les Kurdes. Le régime basiste a aujourd'hui les moyens de mettre en œuvre sa « solution finale » du problème kurde.

Ivre de sa victoire, surarmé, il reproche aux Kurdes de s'être alliés à l'« ennemi pers ». Une fois de plus, la

population civile paie les alliances des partis kurdes irakiens avec les dirigeants de Téhéran. Comme en 1975, lors de l'accord d'Alger signé entre M. Saddam Hussein et le chah d'Irak le 6 mars ; en échange de l'arrêt de l'aide de Téhéran à la rébellion de Moustapha Barzani dans le Kurdistan irakien, Bagdad acceptait que la frontière sud entre les deux pays soit fixée sur le thalweg du Chatt-Al-Arab. Privés d'une aide dont ils s'étaient rendus totalement dépendants, les autonomistes kurdes subirent une rapide et cuisante débâcle.

L'histoire semble se répéter, même si les détails varient. Partagés principalement entre trois pays - l'Irak, l'Iran, la Turquie, - totalement enclavés, les Kurdes ont souvent cherché l'aide des ennemis de leur gouvernement, même si cet allié opprimait ses propres citoyens kurdes (2).

Les puissances extérieures ne sont évidemment pas absentes de ce jeu. Après la première guerre mondiale, elles ont profondément marqué l'histoire du Kurdistan moderne : le Royaume-Uni, par sa politique pétrolière de 1920 à la révolution de 1958, et même jusqu'à la nationalisation du pétrole irakien en 1972 ; la France, pour contourner la « perle d'Albion » ; l'Union soviétique, en aidant, en 1946, la première République kurde de Mahabad ou par son appui intermittent à la lutte de Moustapha Barzani au Kurdistan d'Irak entre 1961 et 1975.

Les règles du jeu ont toutefois changé avec la prédominance de l'influence américaine en Iran et en Turquie durant les années 60 et 70. Les objectifs stratégiques ont pris le pas sur les préoccupations économiques, le régime de Bagdad étant lié, depuis 1972, à l'URSS par un traité d'amitié et de coopération.

Le rapport secret Pike (3), datant de 1975, éclaire d'une lumière peu connue cette période de l'histoire : en envoyant des armes au mouvement de Barzani, Washington - comme Téhéran d'ailleurs - ne cherchait pas la victoire des rebelles, mais voulait maintenir « un degré d'hostilité juste assez élevé » pour affaiblir le régime basiste et le dissuader de tout aventurisme international. Au moment de la guerre d'octobre 1973, sur des conseils des Israéliens, les Kurdes étaient prêts à lancer une offensive contre l'armée irakienne, mais M. Henry Kissinger les dissuada fermement, et les « peshmergas » (guérilleros) obtinrent, laissant ainsi passer une occasion. En mars 1974, c'est aussi sur l'avis des Etats-Unis et de l'Irak que Barzani refusa un compromis proposé par Bagdad. Après l'effondrement de 1975, 200 000 Kurdes se réfugièrent en Iran. Interrogé sur les conséquences de sa politique, M. Kissinger répondit : « Les actions clandestines ne peuvent se confondre avec une œuvre missionnaire (4). »

« Recourir à tous les moyens »

DEPUIS le déclenchement de la guerre du Golfe en septembre 1980, le mouvement nationaliste kurde a connu un nouveau souffle, aussi bien en Irak qu'en Iran. Pourtant, une fois encore, ses alliances ont fluctué au gré des circonstances. Face à la recrudescence des attaques iraniennes en 1983, le régime basiste prit langue avec l'UPK et avec son dirigeant, M. Talabani, qui venait de suspendre son alliance avec la République islamique.

Estimant l'Iran plus dangereux pour les Kurdes que l'Irak, l'UPK accepta un cessez-le-feu et la médiation de M. Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), allié de Bagdad. L'autre grande composante de l'opposition kurde irakienne, le Parti démocratique kurde (PDK), d'Irak, de M. Massoud Barzani, fils du prestigieux Moustapha Barzani, resta lié au régime islamique.

L'échec des négociations, dû en grande partie aux pressions des Etats-Unis et de la Turquie - alors que Paris et Moscou encourageaient au contraire un accord, - conduisit progressivement l'UPK à retourner dans le giron irakien et à renouer ses alliances avec

le PDK d'Irak et le PCI. On revenait ainsi à une situation plus classique : chacun des deux mouvements nationaux kurdes, irakien et irakien, se retrouvait allié avec l'ennemi de leur gouvernement.

Les dirigeants de l'UPK, conscients des erreurs de Moustapha Barzani en 1975, étaient néanmoins convaincus que l'ayatollah Khomeiny ne traiterait jamais avec le « traître Saddam Hussein ». Ils ont joué la défaite de celui-ci - sous-estimant l'appui international dont l'Irak bénéficiait.

Poussé par Téhéran, M. Talabani effectua, au début de 1988, des démarches auprès d'Ankara ; mais les autorités turques, qui ont toujours refusé d'utiliser les Kurdes contre leurs voisins, rejetèrent ces avances. L'UPK s'est tourné alors vers le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la guérilla dans l'est de la Turquie. Un accord a été signé le 1er mai 1988 à Damas entre les deux organisations.

L'entente kurdo-iranienne, qui mettait en danger les installations pétrolières de Kirkouk, Bagdad répondit avec une extrême brutalité. En avril 1987, l'armée lançait plusieurs offensives au nord, procédant à des bombar-

LIENNES

Evolution régionale

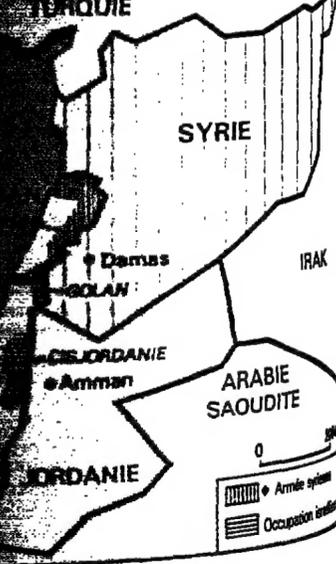
La spectaculaire brochette de... 1979, mais du viol d'un... sacré que souvent... Le vice-président irakien... Yassin Ramadan, a pu en... assez dur, le 11 août... coodamer les « responsabilités... rives » du général Amal... et envers les Palestiniens... guerre du Golfe (2). En... tre jours plus tard, un... dinaire ou commandement... national progressiste... par des encouragements... ment de M. Saddam Hussein... d'une ouverture vers la... appel à l'URSS.

L'enjeu palestinien

leurs, tirant les conclusions de... gement jordanien, a... que l'« option syrienne »... que la Syrie d'Assad (4)... cinq ans son efficacité... l'OLP ? Qui d'autre pour... respecter l'accord tacite de... mutuelle en vigueur depuis... ans (6) ? Qui peut mener... truction au retour de l'Etat... conflit israélo-arabe ?

Pourtant, les longs et... de Damas pour s'assurer le... Liban et des Palestiniens... pour objectif de conclure des... ments de sécurité avec Israël... à obtenir une paix honnête... cas, la restitution de la... Golan. Or, pour le président... cette paix passe par une... globale israélo-arabe sur la... « parité stratégique », dans la... priorité et qui exigent une... tion militaire sans faille... souveraineté une entente avec... ne mais aussi avec l'Irak et... - une conciliation avec l'OLP... désengagement du Liban. Mais... n'est pas venue d'un tel... conserver son statut principal... bataille régionale, le... cherche encore, par les... manœuvres dont il a le... der au Liban renforcé à... si la négociation palestinienne... quée, pourrait-il s'opposer... d'une intervention militaire ?

- (1) Cf Ahmad Salahuddin, le... d'octobre 1988, septembre 1988.
(2) Extrait de Al-Ahram, le... août 1982.
(3) Al-Masira, Beyrouth, 21...
(4) International Herald Trib... novembre 1988. Cet accord, qui... été fourni aux alliés du... serait présent en Irak, en... ve, en Jordanie et en... (5) Cf les déclarations de... Kof Israel, 2 août 1988.
(6) Don Gold, « Now the Sp... Jerusalem Post, 27 août 1988.

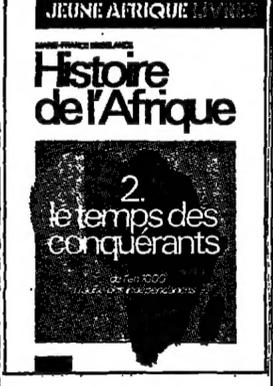


Evolution politique

Le mouvement des... des camps de Camp David... les pressions des... de Téhéran... le système du Golan... « Paix en Galilée »... de Shimon Peres... à Nebouza... d'Assad contre les... libanaises du Liban, à l'exception... à Beyrouth-Ouest... et l'Irak.

HISTOIRE DE L'AFRIQUE

par Marie-France Briselance
Tome 1. "LES GRANDS ROYAUMES"
Tome 2. "LE TEMPS DES CONQUÉRANTS"



Une histoire de l'Afrique, des origines de l'homme à l'aube des indépendances, en deux tomes reliés de 200 pages, abondamment illustrés. Une nouvelle conception de l'histoire de l'Afrique qui ne sépare pas à priori celle du nord du continent et celle du sud : l'Afrique est vue comme un tout. Traité d'une manière rigoureuse et précise au plan historique, le contenu de l'ouvrage se veut également aussi facile et agréable à lire qu'un roman. L'auteur a déjà consacré à l'Afrique de nombreux textes et documentaires de vulgarisation.

Jeune Afrique Livres a déjà publié : Mandela l'indomptable, par F. Soudan. Sankara le rebelle, par S. Andriamirado. Sâkou touré, le héros et le tyran, par I. Baba Kabé. Trente ans de Coupe d'Afrique des nations, le football africain, par Fouzi Mahjoub. Kaddafi, la CIA et les marchandises de mort, par F. Soudan et J. Gouliard. Bourguiba, Tome 1. A la conquête d'un destin, par S. Bessis et S. Bethassen. A paraître : Bourguiba, Tome 2. Un si long règne, par S. Bessis et S. Bethassen.

BON DE COMMANDE

A RETOURNER ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÉGLEMENT A DIFFRESS - 3, RUE ROQUEPINE - 75008 PARIS (FRANCE) - TÉL. : (1) 42.65.69.30.
JE DESIRE RECEVOIR:
..... VOLUMES DE L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE, TOME 1, "LES GRANDS ROYAUMES",
..... VOLUMES DE L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE, TOME 2, "LE TEMPS DES CONQUÉRANTS", AU PRIX UNITAIRE, FRANCO DE PORT, POUR LA FRANCE ET L'EUROPE DE 77 FF, ET POUR LES AUTRES PAYS DE 100 FF (ENVOI RECOMMANDÉ).
..... LES DEUX TOMES DE L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE AU PRIX UNITAIRE, FRANCO DE PORT, POUR LA FRANCE ET L'EUROPE DE 140 FF, ET POUR LES AUTRES PAYS DE 170 FF. RÉGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE (ACCEPTÉ UNIQUEMENT POUR LA FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS), A L'ORDRE DE DIFFRESS.
NOM ..... PRÉNOM .....
ADRESSE .....
BOÎTE POSTALE ..... VILLE ..... PAYS .....

DROIT A LA DIFFÉRENCE CONTRE DROITS DE L'ENFANT

La blessure de l'excision

P RATIQUÉE dans vingt-six Etats africains ainsi qu'en Indonésie et en Malaisie, l'excision ou ablation du clitoris a été importée en France au début des années 60 par certains ressortissants de ces pays venus trouver accueil et travail.

Par DOMINIQUE VERNIER

- Nous sommes bien mal placés pour donner des leçons, nous qui avons offert au monde le spectacle de barbaries organisées, lors de la seconde guerre mondiale, expliquait récemment M. Jean-Marie Somy, un magistrat de Pontoise.

- Refuser un rite, c'est rejeter la société dans ce qu'elle a de plus profond, de plus évident, dit le sociologue Henri Mendras (1), nous invitent ainsi, avant que de juger, à essayer de comprendre.

Mais lorsque l'on sait que l'excision se pratique maintenant dès les premières semaines de la vie (contre huit à treize ans, auparavant, selon les ethnies) pour éviter les traumatismes psychiques, il est nécessaire de trouver d'autres explications.

Se situant au carrefour de l'anthropologie et de la psychanalyse, Bruno

Bettelheim « a l'impression que l'excision a été imposée à la fille par les hommes » et pense qu'elle scelle le moment où l'enfant est définitivement identifié à un sexe.

Ces rites, le fondateur de l'école d'orthogénie de Chicago les considère comme « des tentatives mâles d'acquiescer le contrôle des fonctions sexuelles féminines ».

La première traductrice de Freud, Marie Bonaparte (4), soutient l'idée que « les hommes se sentent menacés par ce qui aurait une apparence phallique chez la femme, c'est pourquoi ils insistent pour que le clitoris soit enlevé ».

On est loin des arguments des associations féministes qui, si elles ont eu l'immense mérite de révéler la gravité du problème, ont recouru à des explications parfois limitées sur la volonté des hommes de maintenir sur les femmes leur « cruelle domination ».

Mais accepter le relativisme des cultures ne signifie pas défendre n'importe quelle tradition, au nom d'un confortable mais aveuglant droit à la différence.

La médicalisation, une fausse solution

DANS une société qui, en partie, prône l'enrichissement mutuel des cultures, l'excision pose une question éthique d'importance: jusqu'où pouvons-nous accepter les valeurs des autres, sans renoncer à nos propres valeurs?

Juridiquement, la France a répondu clairement à cette question dans un arrêt de la Cour de cassation du 20 août 1983: l'ablation du clitoris est une mutilation au sens de l'article 312 du code pénal (6).

Plusieurs associations dont Enfance et Partage et SOS femmes alternatives ont mené un combat en France pour que l'excision soit, bien qu'on ne puisse établir l'intention de nuire des parents, considérée comme un crime et non comme un délit.

M<sup>e</sup> Catherine Zviloff, avocate d'Enfance et Partage, s'en explique: « C'était une question capitale. Ent-ce qu'un fait culturel (une coutume) peut justifier d'un acte contraire à l'ordre public? L'accepter signifierait l'intégration dans le droit français d'éléments d'une législation étrangère qui lui seraient incompatibles. Il y aurait là une perte d'autorité de l'Etat. Imaginez que l'on acquitte un mari jaloux ayant lapidé sa femme, au prétexte que c'est la tradition dans son pays ».

L'avis qu'a rendu, le 30 juin, la commission consultative des droits de l'homme, présidée par M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (président également de la LICRA), va dans ce sens: « Nul droit à la différence, nul respect d'une identité culturelle ne saurait légitimer des atteintes à l'intégrité physique de la personne, telle l'excision, qui ont le caractère de traitements criminels ».

Actuellement en France, une dizaine d'affaires d'excisions sont pendantes. Deux d'entre elles devraient être jugées fin 1988 devant les assises de Paris, avec, sur le banc de la défense,

M<sup>e</sup> Mamadou Sawadogo, un avocat burkinabé.

Il s'agit des époux Koulibaly, originaires du Mali, qui ont fait exciser leurs six petites filles, âgées de seize mois à huit ans, et d'un autre couple de Maliens, les Traoré, dont la petite fille Bobo, âgée de trois mois, est décédée d'une excision.

Jusqu'à présent, un seul cas est venu devant les assises, à Pontoise, en mai 1988: un homme et ses deux épouses, tous trois maliens, ont été condamnés à trois ans de prison avec sursis pour avoir excisé (ou fait exciser, plus probablement) leur petite fille Mantessa, cinq semaines, morte vingt-quatre heures après l'opération.

« Pour être efface, soutient M<sup>e</sup> Zviloff, une sanction doit être juste et compréhensible, donc en rapport avec l'état sociologique de l'opinion française et des accusés. » Aujourd'hui, estime-t-elle, il serait prématuré et dangereux d'envoyer en prison les auteurs de tels actes car cela ne ferait que les braquer et les condamner à la clandestinité.

Face à une telle situation, la médicalisation de l'excision, c'est-à-dire sa réalisation en milieu hospitalier, peut paraître un compromis acceptable. Elle évite certes la septicoémie, ou d'autres séquelles physiologiques. Mais elle comporte l'inconvénient majeur de cautionner le rite par ailleurs dénoncé. M<sup>e</sup> Sawadogo y est hostile: « Cela perpétue la tradition plus que cela ne l'aide à disparaître », de même que M<sup>e</sup> Zviloff: « La médicalisation est une façon commode et confortable de se débarrasser du problème. » Pour le Pr Léon Schwartzberg, venu témoigner devant la cour d'assises de Pontoise, « la torture, même quand elle est faite proprement, reste une torture ».

Pourant, la médicalisation tente certains pays occidentaux, comme l'Italie où le secrétaire d'Etat à la santé, M<sup>e</sup> Elena Marinucci, a confirmé (7) l'existence de dispensaires et d'hôpitaux du système national de santé qui pratiquent la clitoridectomie sur des fillettes africaines. En France, une telle pratique est officiellement impensable. Le code de déontologie médicale sti-

pule, dans un décret du 28 juin 1979, qu'aucune mutilation ne peut être pratiquée sans motif médical sérieux et, sauf urgence ou impossibilité, qu'après information des intéressés et avec leur consentement.

Quant au Conseil de l'ordre, dans un texte adopté en 1982, il rappelle à ses membres « qu'une loi les autorise à dénoncer les auteurs des mutilations auprès des autorités compétentes. Mais il faut éviter que les conditions maladroites d'une dénonciation n'aboutissent à priver l'enfant de tout secours médical ».

Alors cette pratique, gênante tant pour les magistrats que pour les médecins, comment peut-elle être combattue dans les pays où elle perdure?

Depuis plusieurs années, l'excision ou sa forme la plus sévère, l'infibulation (cf. encadré), sont condamnées, voire interdites, dans bon nombre de pays d'Afrique. Au Soudan, une loi de 1946 interdit de « couper délibérément les organes génitaux externes de la femme » mais exclut du champ des infractions l'ablation du clitoris. L'Egypte s'est dotée en 1978 d'une loi prohibant les circoncisions féminines dans les services de santé publique. Une législation analogue a été adoptée par le Kenya en septembre 1982. L'ancien président du Burkina Faso, Thomas Sankara, a dénoncé en décembre 1983 l'excision comme « une tentative d'inférioriser la femme en lui faisant porter cette marque qui la diminue ».

Le 5 avril 1984, le président sénégalais, M. Abdou Diouf, s'est proposé d'agir en vue « d'accélérer le dépassement de cette survivance qu'est l'excision par l'éducation et non par l'anathème ». Depuis 1977, plusieurs conférences et séminaires internationaux (Khartoum, 1979; Alexandrie,

1980; Dakar, 1980; Nairobi et Conakry, 1985) avaient déjà œuvré en ce sens.

« L'excision est un élément d'un tout, affirme M<sup>e</sup> Sawadogo. On ne peut prétendre le combattre en s'y attaquant de manière isolée. Pour que cette pratique cesse, il faut une transformation de la mentalité des hommes. Cela ne peut se faire du jour au lendemain ».

Au-delà de la prise de conscience du facteur « temps », il est indispensable de réfléchir aux moyens les plus efficaces de lutter pour accélérer le dépassement de cette coutume.

Rappelant que « toutes les tentatives d'abolition de ces pratiques, notamment celle de l'Eglise de la mission écossaise au Kenya en 1929, se sont soldées par un échec », M. Awa Thiam estime (8) que « sans observer une rupture radicale avec les hommes les femmes ont à travailler avec eux dans

La perspective d'une libération des femmes et des hommes ».

De fait, un des succès sur lesquels bute le combat actuel est que la majeure partie du travail de terrain est réalisée par des femmes - sages-femmes, infirmières, médecins - et associations de femmes. Or les hommes possèdent une clé essentielle du problème: ce sont eux qui peuvent accepter ou non d'épouser des femmes non excisées, de même que ce sont eux qui décident de faire exciser leurs fillettes.

Lorsque des gouvernements de pays africains ont eu l'initiative, ils ne sont parvenus, bien souvent, à toucher que l'élite citadine intellectuelle. Dans Carrefour africain (9), un journaliste déplorait que « l'on tente de combattre cette pratique souvent par des lois et des campagnes d'information mal conçues. Une nouvelle approche devrait être amorcée dans la recherche de méthodes adéquates et moins rébarbatives ».

Une pratique qu'aucune religion ne préconise

ENFIN, troisième facteur de l'excision, le travail d'information, là où il est le plus nécessaire, c'est-à-dire dans les villages isolés, se heurte à l'absence d'instruction des populations et nécessite donc un travail préalable d'alphabétisation.

En tout cas, l'excision n'est préconisée par aucune religion. Seule la circoncision des garçons l'est, tant dans la religion hébraïque que musulmane, à travers ces paroles de Dieu à Abraham: « Vous serez circoncire le chair de votre prépuce et ce sera le signe de l'alliance entre moi et vous ».

En Guinée, dès 1969, Mme Toucarra, déléguée de l'organisation Semblées (10), a lancé avec des groupes de parents et de sages-femmes, la prati-

que des excisions symboliques qui consiste à faire saigner légèrement le clitoris, tout en préservant les cérémonies accompagnant ce rite. Depuis 1985, la diffusion de ce simulateur - également pratiqué à Djibouti - est assurée grâce à des conférences dans les écoles.

Cette expérience dont la portée est encore limitée ne doit pas empêcher la poursuite du travail d'explication et de prise de conscience sur le caractère dangereux et mutilant de la coutume.

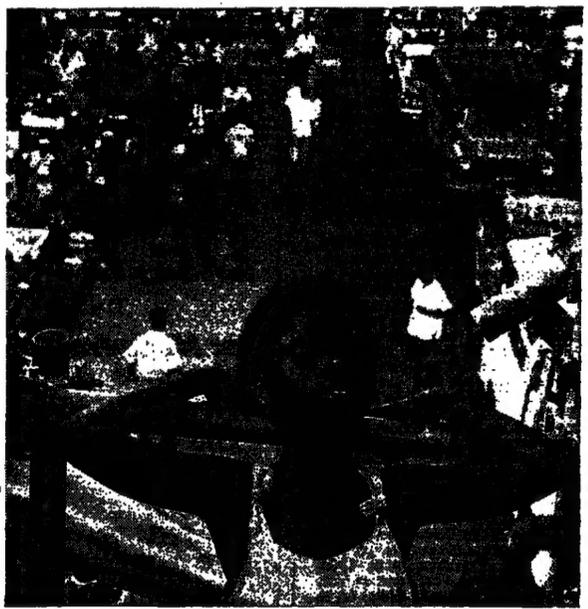
En France, ce travail peut se faire dans les centres de protection maternelle et infantile mais aussi dans les écoles où les échanges entre enfants africains et français permettent d'espérer la régression de l'excision pour une partie des générations suivantes.

En Afrique, les campagnes d'information n'ont eu encore que peu d'effets. « Le combat se situe, selon M<sup>e</sup> Sawadogo, entre les anciens, défenseurs d'un ensemble cohérent de valeurs, et les modernes, capables de critiquer une de ces valeurs ».

Dés maintenant, suggère Renée Sauré (11), « nous pourrions diffuser, dans les maternités, des cassettes en sarakole, bambara et autres langues vernaculaires sur les différents problèmes posés par l'excision ».

« Blessure symbolique », selon l'expression de Bruno Bettelheim. Mais blessure tout aussi bien réelle, physique, psychologique, l'excision doit être combattue activement. La traduction en justice n'est pas nécessairement la bonne solution, regrette M<sup>e</sup> Sawadogo, qui aurait préféré d'autres méthodes, par exemple la suppression temporaire des allocations familiales.

« Pendant que nous affirmons des évidences, explique M<sup>e</sup> Sawadogo, fondées pour nous sur la science, eux continuent de marcher sur des mystères. Mais l'argument scientifique n'est pas plus compréhensible pour eux que le mystère ne l'est pour nous. Quand l'ignorance - ignorance du corps, de l'anatomie, de la naissance - est une valeur sociale, alors beaucoup de temps est nécessaire pour transformer les mentalités. Mais rappelez-vous que quelques années - moins d'une génération - ont suffi pour que les femmes africaines trouvent ridicules les scarifications qu'elles portaient au visage ».



DANS UNE VILLE AFRICAINE

Il faut beaucoup de temps pour transformer les mentalités

Les mutilations sexuelles féminines

- Origine: les mutilations sexuelles féminines apparaissent, selon Bruno Bettelheim, dans les sociétés sans écriture. Les premières traces écrites remontent au II<sup>e</sup> siècle avant J.-C. et se trouvent sur le 15<sup>e</sup> papyrus grec du British Museum, selon Michel Erlich (1).
- Localisation: l'excision, sous ses diverses formes, est présente dans 26 pays d'Afrique (Mali, Sénégal, Guinée, Burkina-Faso, Djibouti, Bénin, Egypte, Ethiopie, Kenya, Tanzanie, Mauritanie...) mais aussi au Yémen du Sud et dans le sultanat d'Oman. Sur les autres continents, on ne la retrouve qu'en Malaisie, en Indonésie et ponctuellement en Amazonie péruvienne.
- Population touchée: le chiffre varie entre 75 millions de femmes et fillettes (2) et 85 millions (3). En France, selon l'estimation d'un groupe de travail en 1982 (4), la population concernée serait de 23 000 femmes et enfants, parmi les 112 779 ressortissants des pays concernés.
- Trois types d'excision: - Type I, dit Sunna: ablation du capuchon du clitoris; - Type II: ablation du clitoris et des petites lèvres; - Type III (dit pharaonique ou infibulation): ablation du clitoris, des petites et des grandes lèvres. Cas des dernières seules autrécées. Seul subsiste un petit orifice, pour laisser couler l'urine et les règles (ce type d'excision se pratique surtout au Mali, au Soudan et en Somalie).
- Séquences: l'excision peut perturber soit la menstruation, soit l'accouchement, soit la sexualité. On note en particulier des dysménorrhées, l'hématocolpos (rétention des règles), des déchirures périméales, des infections vaginales ou urinaires. Les cas de frigidité ou d'inhibition dans les rapports sexuels sont fréquents.

(1) Michel Erlich, La Femme blessée, L'Harmattan, 1986. (2) Commission des droits de l'homme des Nations unies, rapport du groupe de travail sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, sous la présidence de M<sup>e</sup> Halima Embarek Warzazi, 1985. (3) Fran Hosken, Les Mutilations sexuelles féminines, Denoel-Gonthier, 1983. (4) Ouvrage collectif, Les Mutilations du sexe en France, Ed. Tierce, 1984.

UNE... Appel de Vézelay... des états généraux... This is a vertical strip of text on the right side of the page, partially cut off. It includes the word 'UNE' at the top, followed by 'Appel de Vézelay' and 'des états généraux'. The text is dense and appears to be part of a larger document or advertisement.

Handwritten text in Arabic script at the bottom center of the page.

# UNE PLANÈTE MISE A SAC



GRAVURE DE NORIDA (1983)  
Un avertissement auquel qui n'a pas été écouté

est dévastée, ses terres sont dégradées, s'épuisent et, dans certaines régions, ne pourront plus rien produire dans quatre-vingts ans. C'est-à-dire demain (1).

Aucun recoin du globe n'est désormais épargné par cette mise à sac faustienne. Et cependant, parce qu'il « faut » être « moderne », et que ce qui tient lieu de raison étrangle de ses sarcasmes qui refuse l'idolâtrie de l'époque, de sinistres lendemains s'élaborent pour les générations à venir. Pis encore : les systèmes d'enseignement coulent les esprits dans le moule où la science, qualifiée d'objective, est mise au service d'un économicisme sans frein.

Parole de riche, alors que la faim, la malnutrition, l'ignorance continuent de blesser une bonne part de l'humanité ? L'argument porterait si le type de développement dominant n'était, justement, celui-là même qui est en train d'interdire à tous les peuples en détresse l'espoir de sortir de leur inhumaine condition.

L'année 1989 sera l'occasion, en France et ailleurs, de mille discours sur les droits de l'homme. Peut-être est-il encore temps d'inscrire au programme une réflexion sur le premier de ses devoirs : celui d'aménager une planète qui ne ressemble pas à un grand cimetière sous la Lame.

J. D.

(1) Lire à ce sujet « The Wasting of a Continent », Far Eastern Economic Review (Hongkong), 22 septembre 1988.

## La survie de l'humanité en grand péril

Soudain, un jour de septembre, M. Bush, candidat à la présidence des États-Unis, découvrit que l'environnement pouvait être un thème de campagne. Ce fut un des temps forts, puis spectaculaires, de sa quête de suffrages : il se fit photographier dans le port de Boston, dont il dénonça les nuisances. Responsable : M. Dukakis, qui a négligé son propre fief. Or, M. Bush a, pendant huit ans, approuvé la politique la plus rétrograde que la Maison Blanche ait jamais menée dans ce domaine.

Le « coup » de Boston ne doit pas faire illusion : si la rapide destruction de la planète est en marche, la révolution culturelle qu'impliquerait un renversement de situation n'est en rien déclenchée — car il s'agirait bien d'une véritable mutation, ainsi que l'expriment cédessous René Dumont, Giorgio Ruffolo et les signataires de l'« appel de Vézelay ». Comment baptiser autrement la remise en cause d'un type de développement qui alimente l'idéologie dominante de l'époque ?

Les avertissements comme les études n'ont pourtant pas manqué depuis deux décennies, mais la foi est telle en la vertu de l'accumulation et tellement puissants sont les intérêts en jeu qu'il faut une accélération des catastrophes pour que le drame commence à entrer dans le champ du débat démocratique. Un exemple : l'Australie, un continent. Un inépuisable grenier capable, sous-peuplé qu'il est, de nourrir nombre d'autres pays. Du moins le disait-on. Erreur majeure : l'Australie commence à ouvrir les yeux : elle

« Nous empruntons un capital écologique aux générations à venir en sachant parfaitement que nous ne pourrions jamais le leur rembourser. Ils auront beau nous mander d'avoir été si dépensiers, ils ne pourront jamais récupérer ce que nous leur devons. Nous agissons de la sorte parce que nous n'avons pas de comptes à rendre ; les générations futures ne votent pas, elles n'ont aucun pouvoir politique ou financier, elles ne peuvent s'élever contre nos décisions. »  
(Notre avenir à tous, 1988.)

diolo sur l'environnement et le développement. Formée de dix-neuf autres commissaires (six venant des pays occidentaux riches, trois des pays de l'Est et douze des pays dits « en voie de développement », dont la Chine), cette commission a, pendant trois années, sollicité les avis de milliers d'instituts, d'organisations et de particuliers représentant la majorité de la communauté scientifique mondiale, des économistes, des juristes et même des « politiques », mais tous indépendants de leurs gouvernements. Elle a présenté, au vu de les faire discuter, ses premières conclusions dans de nombreuses audiences publiques (public hearings) réalisées en Indonésie, au Zimbabwe, au Kenya, au Brésil, en URSS, en Allemagne fédérale, au Japon, en Norvège et au Canada. Le plus extraordinaire est que ces milliers de chercheurs et de politiques sont arrivés à un accord sur une conclusion dramatique, en sachant bien qu'ils mettaient ainsi en cause toute notre civilisation, jusqu'ici fondée sur le mythe d'une croissance économique ne tenant aucun compte de l'environnement, base de sa croissance. Le rapport de cette commission, publié en anglais en avril 1987 sous le titre *Our Common Future* (1), a eu un grand retentissement en Amérique du Nord, mais est resté à peu près ignoré en Europe consti-

consécutif des masses d'eau de mer va les gonfler ; en y ajoutant la fonte des glaces polaires, cela élèvera le niveau des océans, menaçant toutes les installations portuaires du monde, toutes les basses vallées et toutes les zones côtières, où vit le tiers de la population mondiale.

Le trop rapide recul des forêts tropicales (11 millions d'hectares en moins par an) va faire disparaître des centaines de milliers d'espèces végétales et animales dont on pourrait tirer grand parti ; tout en accentuant les sécheresses et les inondations. De son côté, l'explosion démographique, généralisée dans le tiers-monde, plus accentuée en Afrique, accélère ce recul des forêts, tout comme elle contribue à détruire des pâturages et à dégrader des sols : on compte déjà 6 millions d'hectares de déserts et en plus chaque année dans le monde ; et le rythme risque fort de s'accroître.

Si les géologues estiment que la « civilisation des dinosaures » a dominé notre planète pendant cent soixante-dix millions d'années, il devient de plus en plus improbable que la civilisation de l'homme s'élève puisse se prolonger au-delà de quelques siècles, sinon de quelques millénaires. La seule chance d'une

survie plus prolongée exige impérieusement le rejet intégral de notre civilisation de gaspillage ; donc du libéralisme économique, sur lequel elle se fonde et par lequel elle se justifie.

(Lire la suite page 12.)

(1) *Our Common Future*, World Commission on Environment and Development, Oxford University Press, 1987.  
(2) *Notre avenir à tous*, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, éditions du Fleuve et Les Publications du Québec, Montréal, 1988.  
(3) Voir Habib Ayob, « Quand baignent les eaux du Nil », *Le Monde diplomatique*, août 1988.

la perspective d'une libération femmes et des hommes... De fait, un des succès les plus importants du mouvement féministe a été la conquête de la reconnaissance sociale et professionnelle. Cela ne signifie pas que les femmes aient obtenu l'égalité de traitement avec les hommes. Les femmes restent encore victimes de la discrimination sexuelle dans de nombreux domaines. Les femmes sont encore considérées comme des objets de consommation plutôt que comme des sujets de droits.

que des excisions symboliques... En France, ce travail se fait dans les centres de promotion sociale et infantile mais sont des lieux où les échanges sont très fréquents et français parvenant à faire reconnaître la valeur de leur travail. Une nouvelle approche de médiation adéquate et nécessaire.

En France, ce travail se fait dans les centres de promotion sociale et infantile mais sont des lieux où les échanges sont très fréquents et français parvenant à faire reconnaître la valeur de leur travail. Une nouvelle approche de médiation adéquate et nécessaire.

« Blessure symbolique », l'expression de Bruno Bettelheim... Pendant que nous discutons de la violence, nous ne devons pas oublier que la violence est une valeur sociale. Elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale.

« Pendant que nous discutons de la violence, nous ne devons pas oublier que la violence est une valeur sociale. Elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale. »

« Pendant que nous discutons de la violence, nous ne devons pas oublier que la violence est une valeur sociale. Elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale. »

« Pendant que nous discutons de la violence, nous ne devons pas oublier que la violence est une valeur sociale. Elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale, elle est une valeur sociale. »

**E** Par RENÉ DUMONT  
N 1970, les Nations unies, déjà inquiètes de la pollution croissante, du gaspillage des ressources rares non renouvelables, de l'explosion démographique et de l'avancée des déserts, avaient commandé une étude qui fut coordonnée par les très regrettés Barbara Ward et René Dumont. Ce premier avertissement avait abouti à la création du Programme des Nations unies pour l'environnement, qui siège à Nairobi. En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies confia à M<sup>me</sup> Gro Harlem Brundtland (premier ministre travailliste de Norvège) et à M. Mansour Khalid, du Soudan, la direction d'une seconde étude qui allait être menée par la Commission mondiale

### L'APPEL DE VÉZELAY

#### « Pour des états généraux de la planète »

Le groupe de Vézelay (1) a pour vocation de mener une réflexion collective sur les problèmes essentiels de notre temps. En 1987-1988, il a pris pour thème les risques technologiques majeurs. A l'aide de rapports établis par des experts, d'avis recueillis auprès de personnes qualifiées et des conclusions des Journées de Vézelay de fin mars 1988, il a formulé un constat, assorti d'une déclaration sur la gravité et l'ampleur des problèmes de l'environnement. Avec des dizaines d'autres personnalités, il a aussi lancé un appel « pour des états généraux de la planète ».

Constatant qu'il est essentiel d'agir à l'échelle du globe pour reprendre les commandes du progrès, il propose que, « deux siècles après la déclaration des droits de l'homme, des états généraux de la planète » réunissent l'ensemble des forces vives, affirmant de façon solennelle les droits de l'humanité.

Ces états généraux seront l'occasion d'une réflexion collective — source de nouvelles impulsions — sur les solutions les plus efficaces pour sauver les équilibres vitaux de la planète, sur les formes de développement susceptibles d'assurer à tous les hommes et aux générations à venir les conditions d'une existence digne et harmonieuse, et sur l'établissement de relations équitables entre les pays les plus industrialisés et les autres. Par la prise en compte ligée de ces trois enjeux pourront être tracées de nouvelles perspectives pour l'avenir humain (2).

(1) En sont membres : M<sup>me</sup> Calippe Beaud, coordinatrice des Journées, et M. Michel Beaud, économiste ; MM. Pierre Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'homme, qui soutient les Journées de Vézelay ; Casanovary, juriste ; Yvan Caschy, président de la Fédération internationale des sociétés de philosophie ; Maurice Comandry, ancien président du conseil des écoles polytechniques fédérales, Solenn ; Joseph Ki Zerbo, historien africain, et René Loubet, dirigeant d'un groupe industriel.

(2) Parmi les signataires de cet appel : M<sup>me</sup> René Dumont, Thierry Gaudin, Stéphane Hessel, Albert Jacquard, Jean-Marie Lévy-Lobland, Michel Moricono, Edgard Pisani, Alain Renouard, Marcel Robitoux, René Lenoir, Edgar Morin (France), Samir Amis (Égypte), Mohamed Ali Abrouqui (Tunisie), Djibo Lali Ka (Sénégal), Jacques Chouchof (Chili), Tarcicio M. Padilla (Brésil), Xu Xia (Chine), Rajni Kohari (Inde). Déclaration et appel disponibles à : Journées de Vézelay, rue Bonnet, 89450 Vézelay.

mentale et notamment en France. Ce sont des écoliers québécois qui viennent enfin de le publier en français sous le titre *Notre avenir à tous* (2). La France, qui avait été trop peu impliquée dans cette commission — on se demande pourquoi, — se serait honorée en faisant paraître cette traduction. Une fois de plus, elle a manqué le coche.

La situation est bien autrement dramatique qu'en 1970. Aux menaces déjà reconnues de pollutions multiples, de pluies acides et d'épuisement des ressources rares non renouvelables, s'ajoutent deux altérations mondiales qui mettent en jeu, dans un délai limité, l'existence même de l'humanité. L'ozone de haute altitude nous protège des rayons ultra-violettes capables, si on les laisse passer, de provoquer des cancers généralisés et même de menacer toute forme de vie. Or voici que cette couche protectrice diminue dangereusement. A Montréal, en septembre 1987, on a constaté une élévation de plus en plus rapide de cette teneur. Or ce CO<sub>2</sub> accru, allié à d'autres gaz, comme le méthane, provoque un effet de serre : les rayons du soleil le traversent, mais pas les rayons réfléchis par la terre. Le résultat est un réchauffement global de l'atmosphère, qui a déjà commencé aux environs de 1970. Sur les six années les plus chaudes (en moyenne mondiale) observées depuis qu'on mesure les températures, quatre se situent entre 1980 et 1987. La sécheresse se généralise, de l'ensemble de l'Afrique à l'Inde et à l'ouest des États-Unis et du Canada. La disparition des forêts éthiopiennes compromet la vie de l'Égypte en réduisant le débit du Nil (3). Et tous les fleuves du monde, du Niger au Mississippi, du Gange au fleuve Jaune, voient leur débit diminuer dangereusement...

#### Accaparement et gaspillage

Si les tendances actuelles se prolongent, si nous n'arrivons pas à réduire rapidement nos gaspillages d'énergie, nous savons maintenant en toute certitude que la température sans cesse accrue va perturber tous nos climats, donc toute l'agriculture ; tandis que les pluies acides menaceront de plus en plus nos écosystèmes aquatiques et forestiers. Le réchauffement

**ALTERNATIVES ECONOMIQUES** n° 60 octobre

**Immigrés L'AVENIR ENSEMBLE**

Notre dossier du mois : L'immigration est irréversible. Comment préparer au mieux notre avenir commun (emploi, chômage, protection sociale, délinquance, Europe, ...)?

Et aussi : le bilan Reagan — le krach boursier, 1 an après — La crise est-elle finie ?

ALTERNATIVES ECONOMIQUES 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON  
Tél : 80 30 97 76  
SPECIMEN GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE

# La survie de l'humanité en grand péril

(Suite de la page 11.)

Ce gaspillage n'est possible, nous le rappelions dès 1973 (4), que parce que les pays pauvres n'ont pas les « moyens » d'en utiliser autant, en proportion de leur population : ils ne peuvent même pas en disposer pour couvrir leurs besoins les plus élémentaires. Comme il n'est pas généralisable à l'échelle mondiale, notre *american way of life* est donc profondément immoral. Et pour ceux qui refusent d'inclure la morale dans l'économie, disons qu'ils nous conduisent à la mort.

Certes, les automobiles ne dépendent, en carburants, que de 20% de l'énergie consommée dans les pays industrialisés. Mais les préfaciers canadiens de l'édition française de *Notre avenir à tous* soulignent à juste titre que ce calcul ne tient compte que des carburants versés dans les réservoirs des véhicules. Si l'on y ajoute l'énergie consommée dans la fabrication et l'entretien des véhicules (minerais, fonderies, assemblage et distribution des pièces, etc.) ; si l'on tient compte, aussi, de l'énergie dépensée pour créer et entretenir tout le réseau des transports automobiles et, également, du fait que l'automobile a encouragé la dispersion urbaine de faible intensité, etc., alors on peut estimer que l'automobile, et surtout la voiture particulière, est responsable de la moitié de la consommation énergétique d'Amérique du Nord et des pays riches d'Europe. Luc Gagnon et Harvey Mead, préfaciers de l'édition française, concluent donc : « Dans les pays occidentaux, il n'existe pas de scénario de basse consommation d'énergie sans réduction de l'utilisation de l'automobile privée. » Je préciserais, pour ma part, réduction massive et rapide comme condition de notre survie. Il faudrait d'abord que nos politiques nous disent quelle priorité ils accordent à cette survie à long terme, que nous n'avons pas réussie, depuis 1974, à introduire dans les préoccupations électo-

## Le libéralisme, voilà l'ennemi

BIEN d'autres gaspillages caractérisent notre civilisation, comme nos multiples produits d'utilité douteuse et de nocivité certaine, nos gadgets, nos suremballages, nos gazons à coupe motorisée, etc. Tout cela aboutit à des montagnes d'ordures, plus ou moins toxiques, qu'il va nous falloir vite trier et recycler, à défaut de pouvoir les déverser, comme certains ont récemment essayé de le faire, dans les pays les plus pauvres qui ont espéré destiner ainsi le carcan de leurs dettes (5). Les tenants du libéralisme prétendent généralement, aujourd'hui encore, et contre toute évidence, ignorer tout ce qui concerne l'environnement et les menaces que comporte sa dégradation. En 1700, le pays le plus prospère de la planète n'était que deux fois plus riche que le pays le plus pauvre. L'économie libérale a, depuis, permis et favorisé la croissance monstrueuse des inégalités. C'est par le « pillage du tiers-monde » que nous avons pu accroître à un niveau désormais intolérable tous nos gaspillages : et voici qu'ils menacent l'humanité tout entière. Compter sur

l'« infailibilité » des mécanismes économiques du marché ou sur la générosité et les bons sentiments des riches et des puissants pour résoudre ces graves problèmes, voilà bien ce qui a conduit là où nous sommes : « Au bord de l'Apocalypse », comme le titrait le *Devoir de Montréal* en rendant compte de la réunion de Toronto de la fin juin. Pas celle des chefs d'Etat, mais celle, bien plus importante pour l'avenir de la planète, qui, une semaine plus tard, discutait de ce rapport Brundtland et des menaces climatiques mondiales.

Réduire la consommation des combustibles fossiles est donc devenu un impératif de survie. Le meilleur moyen d'y arriver est d'en augmenter, progressivement certes, mais rapidement et très fortement, le prix. Ce qui, combiné à des vignettes aux tarifs vite prohibitifs, obligera à renoncer aux voitures d'orgueil, puissantes et mortelles ; puis, finalement, à toutes les voitures particulières. Les courses d'autos, les rallies du type Paris-Dakar devront bientôt

manquer scientifique mondiale. De ce fait, les voici disqualifiés en tant qu'enseignants.

D'autres disqualifications s'imposent, comme ceux des « écologistes » qui disent croire à l'astrologie ou diffuser des thèses antisémitiques sur l'influence des astres et la prétendue « science de l'invisible », celle des disciples du charlatan Steiner. N'oublions pas, enfin, que la dégradation de l'environnement est au moins aussi marquée dans les pays de l'Est, des démocraties populaires de l'URSS et à la Chine. Le prétendu socialisme (sa réalité économico-dogmatique) qui y règne n'a pas apporté, jusqu'ici du moins, des solutions valables.

Avec l'explosion du gaspillage, dit « productiviste », des pays développés, la seconde menace sur l'avenir de l'humanité est l'explosion démographique du tiers-monde. Rostow leur disait en 1961 : « Suivez notre modèle de politique économique, et vous arriverez à l'abondance. » Or, nous dit Lester

Reagan a dû finir par rechercher un accord avec ce qu'il appelait l'empire du mal. Claude Julien rappelle récemment (7) que Moscou et Washington disposent de 26 000 fois la puissance de tous les explosifs utilisés pendant la seconde guerre mondiale. Ces deux superpuissances voient leurs économies toutes deux menacées par l'excès défilant de leurs dépenses militaires : le moment est propice pour les ramener à la raison.

Si nous mettons en face toutes les dépenses que vont exiger les nouvelles formes d'un développement « susceptible de se prolonger sur une longue période et sans dégâts » (*sustainable development*), on voit qu'il ne pourra être réalisé, être financé, sans une réduction massive et rapide de toutes les dépenses d'armements. L'économie « viable à long terme », les nouvelles énergies, la protection de l'environne-

ment, les innovations technologiques, l'immense effort de recyclage, exigent un gigantesque effort d'investissement totalement repensé, et d'abord de recherche. Or une proportion excessive de chercheurs - entre le tiers et la moitié - sont obligés de se consacrer, directement ou indirectement, aux recherches militaires. Les dépenses d'armements ont aussi contribué à l'endettement du tiers-monde. La sécurité de l'humanité, de nos pays, ne peut plus être assurée, ne peut plus être recherchée, par un accroissement exorbitant des dépenses consacrées, par exemple, à ce qu'on appelle la « guerre des étoiles ». Seule la protection de l'environnement nous assure la vraie sécurité, celle de la vie.

## A problème mondial, autorité mondiale

TOUTS ces problèmes ne peuvent plus être vraiment résolus qu'à l'échelle mondiale. Comme ils ont d'énormes répercussions économiques, et politiques, ils ne peuvent plus être abordés efficacement en l'absence d'une autorité politique et économique établie à l'échelle de notre planète. Nous sommes passés de la famille au clan, puis aux duchés, aux nations, aux empires ; et nous voici déjà en présence d'une Communauté, et finalement de deux blocs : l'Est et l'Ouest. Il nous faut franchir une « nouvelle frontière » par la réalisation, étape par étape, par dialogues, erreurs et rectifications, d'une forme d'autorité mondiale ayant les moyens d'imposer les politiques et les économies désormais indispensables à la survie prolongée de l'humanité. Nous lui fixerions cette tâche comme son objectif absolument prioritaire. Tâche éminemment complexe et difficile, mais l'enjeu en vaut la peine.

L'humanité tout entière se trouve, pour la première fois de son histoire, en présence d'une série de décisions qui commandent tout son avenir. Il ne s'agit plus de choisir entre Moscou et Washington, ni même entre le Nord et le Sud. Le problème est en quelque sorte plus simple, il se situe entre la vie et la mort, pour nos descendants. Mais le choix de la vie entraînera, pour les privilégiés abusifs que nous sommes, une série de contraintes : il nous faut renoncer à tous les gaspillages qui ne servent qu'à nous faire orgueil. Il nous faut rebâtir une société où la solidarité respectera la dignité de l'autre et de nos descendants, pas seulement en paroles mais économiquement, politiquement et écologiquement (8).

RENÉ DUMONT.

(4) René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, éditions du Seuil, Paris, 1973.  
(5) Voir Anne Mueschick et Gérard de Selys, « Le cri d'alarme des pays-pauvres », *Le Monde diplomatique*, août 1988.  
(6) Du Worldwatch Institute, Washington.  
(7) Claude Julien, « Le prix des armes », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.  
(8) René Dumont (avec la collaboration de Charles Paquet) fait paraître aux éditions du Seuil, à la mi-octobre 1988, un livre qui développe ces idées, avec plus d'appui sur le tiers-monde, sous le titre *Un monde intolérable, le libéralisme en question*, (288 pages, 110 F).



LA CÔTE BRETONNE EN MARS 1988. Un environnement menacé par la felle humaine.

être interdits. Ce qui nous amènera à développer tous les transports en commun de la convivialité, puis à repenser notre urbanisme ; et finalement toute notre civilisation. Cette élévation des prix rendra « rentables » toutes les mesures d'économie d'énergie, comme des maisons mieux isolées, et toutes les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire (la plus abondante), celle du vent, des petites chutes d'eau, des marées, etc.

Quant les nouveaux prophètes du libéralisme, comme M. Guy Sorman, ignorent tout de l'environnement mais prétendent résoudre tous les problèmes économiques par le « moins d'Etat », et même proclament très haut, sans essayer de la prouver, la « défaite de Malthus », ils sont désormais ridiculisés par ce rapport sur l'environnement et le développement - approuvé, rappelons-le, par l'ensemble de la com-

Brown (6), c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'un continent entier, l'Afrique, voit son niveau de vie diminuer depuis quinze ans, en temps de paix mondiale. Aucun espoir donc de réduire assez vite la natalité, comme nous l'avons fait, par le relèvement du niveau de vie - et « le lit de la misère est fécond », disait José de Castro. Un espoir subsiste cependant : le Sri-Lanka et le Kérala, en Inde, ont fortement réduit leur natalité en généralisant l'éducation des fillettes, rurales incluses.

Mais les « prêts d'ajustement structurel » du Fonds monétaire international exigent la réduction des dépenses publiques, et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a montré que cela touche aussi les budgets d'éducation et de santé. Le tiers-monde endetté (il l'est aussi par le mécanisme du sous-paiement de ses dettes agricoles et minières d'exportation)

Si nous mettons en face toutes les dépenses que vont exiger les nouvelles formes d'un développement « susceptible de se prolonger sur une longue période et sans dégâts » (*sustainable development*), on voit qu'il ne pourra être réalisé, être financé, sans une réduction massive et rapide de toutes les dépenses d'armements. L'économie « viable à long terme », les nouvelles énergies, la protection de l'environne-

## Dans la presse étrangère

### Boomerang

La Chine n'est pas épargnée, ni les « nouveaux pays industrialisés ». A Taiwan, le gouvernement commence à enregistrer les violentes récriminations de mouvements populaires excités par une effrayante pollution : « Taiwan est probablement un des pays les plus pollués du monde » (*Far Eastern Economic Review*, 25 février). Débat de fond : « Le gouvernement (...) déclare que la protection de l'environnement est un luxe ; on ne pourra se l'offrir que lorsque Taiwan aura atteint un niveau de développement tel qu'il pourra mener à bien le contrôle coûteux de la pollution et des opérations de nettoyage... » Comme le Japon voisin, où M<sup>me</sup> Shigeru Ishimoto, responsable de la « division pollution » du parti libéral démocrate (au pouvoir), écrit curieusement : « Bien que la prospérité économique soit en un sens incompatible avec la protection de la nature, notre première tâche doit consister à ouvrir durablement afin d'harmoniser l'un et l'autre » (*Liberal Star*, 10 août). Autre cause du mal : la destruction des forêts. Ne faut-il pas toujours plus de bois ? Amazonie, Philippines, Indonésie... D'une des dernières pages, l'île de Kalimantan (Bornéo) est mise en coupe réglée. Des dizaines de millions d'hectares (63 millions, selon les officiels, beaucoup plus selon la Banque mondiale) ont été concédés (*International Herald Tribune*, 5 septembre). Il faut répondre aux besoins des pays industrialisés et alimenter le budget national. Politique à courte vue : la catastrophe est pour demain si...

Lois des les « écologistes », le Yellowstone a brûlé. Une des gloires de l'Amérique « naturelle ». Victime notamment de la négligence abusive du système Reagan qui a, libéralisme budgétaire oblige, traité l'environnement avec le plus grand mépris. Un parc, fil-à-fil terrassé, ne vit que s'il est agrandi, protégé, « environné ». Or - priorité au déve-

loppement - ce ne sont, autour des réserves de faunes et de flores, que constructions spéculatives, extractions de minerais (*US News and World Report*, 29 août - 5 septembre ; *Newsweek*, 29 août). Quant au débat sur l'ozone et la pollution de l'air, il ne fait que commencer et le pourrissement est tel qu'il est conseillé aux Américains voulant faire un vélo fixe à plutôt de courir à l'extérieur.

D'où, aussi, la relance des discussions sur le nucléaire : puisque l'usage d'énergie fossile est très polluant, mieux vaut faire confiance, disent des « experts », à l'atome, qui ne peut de toute façon, même si l'on « oublie » Tchernobyl (ce n'est pas le cas de la presse soviétique !), remplacer toutes les autres sources. D'où une réflexion sur le type même de développement qui est le nôtre, que proposent notamment les Verts suédois (*Financial Times*, 6 septembre). Ils ne nient pas que leur programme serait des répercussions sur certaines industries nationales, notamment l'automobile, mais que choisir : l'économie, ou « ce qui est bon à long terme pour notre survie » ? « Les jeunes comprennent qu'ils auront à payer le prix de notre style de vie d'aujourd'hui », dit un Vert suédois.

C'est pour les générations de demain que, cet été, le vieux dirigeant syndicaliste Cesar Chavez, le défenseur de toujours des travailleurs de la terre en Californie, a jeûné pendant un mois (*The Economist*, 20 août). Ce fut « peut-être son dernier combat ». Il s'insurgeait contre l'usage de cinq pesticides qui, selon lui, intoxiquent les ouvriers des vignobles et les consommateurs de raisin. Mais le syndicat a été affaibli par l'arrivée massive d'immigrants et la mécanisation, et l'administration républicaine de l'Etat a tout fait pour le casser. Intérêts politiques, intérêts économiques, environnement, mouvements populaires... Tout se tient. En attendant une issue, qui ne peut qu'être que supranationale, ce qu'il est convenu d'appeler le développement frappe fort - un boomerang à l'échelle planétaire.

JACQUES DECORNOY.

Et si la crise, d'était aussi, surtout cela : l'irréversible mise à sec d'une plaine, et qui a rompu le développement ? La légende nous assure que l'herbe ne repoussait pas après le passage des chevaux d'Attila. Du moins avaient-ils de l'herbe à fouler.

Cette destruction, consubstantielle à l'époque, est un phénomène universel que ne cesse de décrire, et parfois de juger, la presse mondiale. Le tour du monde des incendies, des pollutions, des contaminations toxiques, des émanations cancérogènes ignore frontières et régimes - quelques coups de sonde dans les journaux étrangers le montrent à l'évidence.

Titre de couverture : « N'approchez pas de l'eau. » « Les côtes du monde entier subissent le terrifiant assaut » des chimistes et dérivés en tous genres (*Newsweek*, 1<sup>er</sup> août). Vingt milliards de tonnes de rebuts pourrissent les mers. Pour remédier à la situation, il faudra notamment réexaminer l'usage des engrais, d'où « probablement des modifications importantes dans la manière de pratiquer l'agriculture » et des solutions ne seront éventuellement appliquées que « si la pression populaire peut influencer les décisions politiques ».

La Méditerranée est une des mers les plus polluées du monde, avec sa « cour » à l'Adriatique. Urgence à Venise : le ministre italien de l'environnement annonce qu'« avec 3 200 milliards de litres nos sous-marins Venise et sa lagune ». La Toscane « bouge », à l'approche du Kariz-B, ce bateau errant revenu du Nigéria avec sa cargaison mortelle (*La Repubblica*, 13 septembre). Quant à la mer d'Aral, en Asie centrale soviétique, elle... disparaît (*Les Nouvelles de Moscou*, 4 septembre). Son niveau a baissé de 11 mètres, « la mer s'est éloignée des côtes de 15 et, par endroits, de 65 kilomètres ». D'ici à l'an 2000, ne restera qu'« une petite mare de saumure qui disparaîtra à son tour vers l'an 2010 ». La cause ? « Un gaspillage irréductible et non rationnel de l'eau ». Pourquoi ? Pour pratiquer en Ouzbékistan la monoculture du coton. Timour Poutlov, écrivain ouzbek, estime que, si des mesures ne sont pas prises d'urgence, il faudra bientôt déplacer les Karapalka, une population locale.

The Economist

la Repubblica

Newsweek

Liberal Star

LES NOUVELLES DE MOSCOU

REVIEW

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.



AU-DELA DES CATASTROPHES « NATURELLES »

Le Bangladesh et sa misère rurale généralisée

CATASTROPHES à répétition et de plus en plus désastreuses... Le Bangladesh est-il condamné, la pression démographique s'accroissant, à patagner dans la misère ? Des facteurs locaux - politiques notamment - à la fois anciens et contemporains expliquent en partie la dégradation de la situation. Mais une coopération internationale - à peine esquissée - s'impose pour un meilleur contrôle des eaux et un plus grand respect de l'environnement, permettant de prévenir des drames qui réduisent à néant tout projet de développement.

Par ANNE WINTER \*

Pauvreté généralisée, cyclones, inondations... Dix-sept ans après sa guerre d'indépendance, avec un produit national brut moyen de 160 dollars par habitant, le Bangladesh se situe au niveau des plus pauvres pays du Sahel. Même lorsque la situation est « normale », environ deux mille cinq cents enfants de moins de cinq ans y meurent quotidiennement.

De cette catastrophe permanente, mille explications sont données, parmi lesquelles figure en bonne place une instabilité politique, chronique depuis 1971, qui aurait empêché le développement économique. Les derniers mois n'ont pas fait exception à la règle, et le gouvernement du président et ancien général Ershad a été de plus en plus durement soumis aux attaques des diverses « coalitions » d'opposition : d'une part, le Bangladesh Nationalist Party, dirigé par le bégum Khaleda Zia, veuve de l'ancien président (assassiné en 1981) Ziaur Rahman ; d'autre part, l'Awami League, présidée par Sheikh Hasina Wajed, fille du fondateur de la nation, Sheikh Mujibur Rahman, lui aussi assassiné (en 1975).

Le Bangladesh est en quête perpétuelle de démocratie. Bien que les changements de gouvernement aient été plus souvent l'œuvre des fusils que des urnes - quatre coups d'Etat en dix-sept ans - les présidents successifs ont ressenti le besoin d'une légitimité électorale. L'ambiguïté des relations entre factions civiles et militaires a incité le président Ershad, qui a lui-même gouverné dans le cadre de la loi martiale avant d'organiser l'élection d'un Parlement en mai 1986, à tenter d'intégrer ces deux forces dans la vie politique. Mais sa proposition d'accorder à l'armée un rôle dans le gouvernement a

fourni à l'opposition, traditionnellement très divisée, un thème d'unité.

Cependant, les alliances politiques demeurent fragiles. A la suite des nouvelles élections de mars 1988, que boycottèrent en majorité les adversaires du chef de l'Etat - comme ils avaient boycotté l'élection présidentielle d'octobre 1986 - les spéculations sont allées bon train au sujet de la collusion de tel ou tel parti (ou fraction de parti) d'opposition avec le pouvoir, les uns accusant les autres de rechercher pareille alliance pour mieux neutraliser l'adversaire. De son côté, le président Ershad, dont le propre parti est lui-même très divisé, a tenté de s'assurer le soutien de ce qui reste d'éléments pro-pakistais et des fondamentalistes islamiques (90 % des habitants sont musulmans). La confusion est totale ; plus encore que d'une impasse, il s'agit, pour parler comme un observateur local, d'un « cul-de-sac » politique.

Cette récente aggravation de la crise, accompagnée de vives tensions sociales, a bien sûr nui à l'économie. Avant ce remue-ménage, le Bangladesh semblait pourtant s'être trouvé dans la situation la plus favorable qu'il ait connue depuis le début de la décennie, et paraissait prêt à recueillir les fruits de sa politique de stabilisation : inflation mieux contrôlée, réduction des déficits du budget et de la balance des paiements à 7 % du PNB. Ce dernier croissait au rythme annuel de 4 % en termes réels. Au moment des élections, cependant, la Banque mondiale estimait que le développement industriel au cours de l'actuelle année budgétaire serait négligeable et que le PNB croîtrait de moins de deux points. Depuis lors, l'instabilité politique s'est à nouveau installée, à quoi s'ajoute l'actuelle catastrophe climatique.

dans l'amélioration de la productivité. D'autre part, la miniaturisation des exploitations et un mode d'héritage qui fragmente de plus en plus la propriété ont rendu les paysans plus vulnérables tout en réduisant la demande globale de main-d'œuvre agricole. Vu le nombre d'habitants dépendant de l'agriculture, ces facteurs ont compliqué le problème déjà sérieux de manque de terres. Car le Bangladesh est celui des grands pays qui est le plus densément peuplé (sept cents habitants au kilomètre carré). Sa population est de cent cinquante millions d'âmes et croît au rythme de deux cent mille personnes par mois.

Comme c'est le cas dans nombre de régions sous-développées, les efforts visant à augmenter la production agricole n'ont pas essentiellement bénéficié aux plus déshérités. La modernisation a souvent eu pour effet d'accroître les clivages sociaux, en raison notamment de la tendance à aider ceux qui semblent les plus aptes à obtenir les niveaux de production désirés. Un quart des dix millions d'exploitations ont une superficie inférieure à un demi-acre (soit moins d'un quart d'hectare), et la plupart de ces tout petits paysans

ne peuvent investir dans l'agriculture moderne. Résultat : la productivité est quatre fois moindre que chez les principaux producteurs de riz asiatiques. Et il est paradoxal de voir que, dans un pays où les eaux pendant plusieurs mois de l'année, l'irrigation ne touche qu'un cinquième des terres cultivées. En outre, l'usage des semences à haut rendement est très limité, les paysans optant plus volontiers pour des variétés à moindre rendement mais plus aptes à résister aux variations climatiques, souvent imprévisibles.

Les spécialistes s'inquiètent de cette stagnation des rendements. Car l'agriculture continue à jouer un rôle primordial dans l'économie. Le petit secteur industriel en dépend en grande partie : transformation des produits de la terre, usines d'engrais, etc. Le développement agricole doit donc devenir une priorité, et il est de plus en plus évident que les actions doivent se multiplier en direction des milieux ruraux les plus pauvres. Dans un pays où 80 % des habitants vivent à la campagne et où 80 % aussi des adultes sont analphabètes, 5 % seulement de la population disposent en quantité et en qualité d'une nourriture suffisante. Il est, dans ces conditions, futile de parler de développement si tout n'est pas mis en œuvre pour augmenter la productivité en luttant contre la malnutrition et la maladie. Ces efforts devraient en particulier bénéficier aux quelque 50 % des familles rurales qui sont dépourvues de terres.

Un des moyens utilisés jusqu'à présent pour améliorer le sort des populations campagnardes a consisté à développer les facilités d'emprunt. Des organismes tels que le Fonds international des Nations unies pour le développement agricole (IFAD) et la banque Grameen ont pris la décision - osée - d'accorder des prêts aux personnes sans

200 francs par an seulement, ces programmes permettent d'envisager une réduction de la pauvreté rurale.

Il existe assurément une volonté proclamée des organismes donateurs et du gouvernement de mettre fin à cette grave crise. Mais il conviendrait, pour passer des paroles à l'acte, de mettre en place une stratégie globale plus efficace et à long terme, et de miser sur un développement rapide des initiatives locales. Le Bangladesh ne peut continuer d'utiliser ses ressources pour répondre à des situations d'urgence. Il a besoin d'une aide à la mise en place d'infrastructures ; il faut investir dans un meilleur contrôle de l'eau et dans les systèmes de drainage, dans la création d'emplois et dans le secteur industriel. Plus que tout, ce pays doit faire fructifier ses ressources humaines, les seules qu'il possède en abondance, et améliorer rapidement le sort des indigents. Là est la clé du développement du Bangladesh.

D'autant que, pour dramatiques qu'ils soient, troubles politiques et inondations tuent moins que les maux dont souffrent les enfants. Or, dès 1982, le Bangladesh a été l'un des premiers pays à décider de mener une politique nationale dans le domaine des médicaments. Il se fondaient sur les règles édictées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon laquelle deux cent cinquante médicaments de base suffisent à satisfaire les besoins d'un peuple en voie de développement, alors que plusieurs milliers de produits sont en vente sur le marché ouest-européen. Cette nouvelle politique avait provoqué des polémiques partout dans le monde, et fut notamment dénoncée par les compagnies pharmaceutiques étrangères implantées au Bangladesh et qui craignaient beaucoup pour leurs profits.

Que s'est-il passé ? Dans une étude récente (1), l'OMS note que cette politique a permis d'abaisser fortement les prix, d'accroître la production des médicaments de base - du fait notamment des entreprises locales - et de retirer du marché les produits dangereux. Selon la Bangladesh Drug Administration, la valeur de la production nationale a plus que doublé depuis l'application de la nouvelle législation, et ces médicaments sont désormais disponibles partout. De plus, la fabrication a été réorientée afin de mieux satisfaire les besoins des secteurs pauvres de la population. Désormais, les quarante-cinq médicaments essentiels représentent plus de 70 % du total, contre 30 % en 1981.

Les multinationales n'ont pas pour autant été exclues du marché. Selon le docteur Zafurullah Chowdhury, l'un des architectes de cette politique et directeur d'un projet de soins primaires, qui a construit sa propre usine, bien que la part de marché contrôlée par les multinationales ait décliné, la production en volume de ces sociétés a augmenté en valeur absolue d'environ 50 % depuis 1982. Pendant cette même période, la part du marché des sociétés locales est passée de 35 % à presque 60 %, ce qui a permis une économie considérable de devises.

Des progrès devront encore être réalisés en ce qui concerne le contrôle de la qualité, la distribution, la production locale d'éléments constitutifs des médicaments. Mais, au milieu de tous ces drames, le Bangladesh a ouvert la voie dans ce domaine, et, dans un pays où environ 4 francs sont consacrés annuellement et par personne à la santé, cette politique a beaucoup contribué à éliminer le gaspillage de ressources fort maigres.

(1) OMS, The World Drug Situation, Genève, 1988.



PAYSANS DU DELTA. Une population qui vit de drames en drames

ne peuvent investir dans l'agriculture moderne. Résultat : la productivité est quatre fois moindre que chez les principaux producteurs de riz asiatiques. Et il est paradoxal de voir que, dans un pays où les eaux pendant plusieurs mois de l'année, l'irrigation ne touche qu'un cinquième des terres cultivées. En outre, l'usage des semences à haut rendement est très limité, les paysans optant plus volontiers pour des variétés à moindre rendement mais plus aptes à résister aux variations climatiques, souvent imprévisibles.

Les spécialistes s'inquiètent de cette stagnation des rendements. Car l'agriculture continue à jouer un rôle primordial dans l'économie. Le petit secteur industriel en dépend en grande partie : transformation des produits de la terre, usines d'engrais, etc. Le développement agricole doit donc devenir une priorité, et il est de plus en plus évident que les actions doivent se multiplier en direction des milieux ruraux les plus pauvres.

Du limon venu de l'Himalaya

EN juin 1987 déjà, les pires crues que le pays ait connues depuis trente ans avaient détruit une grande partie de la récolte de riz. Les dégâts furent estimés à 250 millions de dollars. Et, en septembre dernier, c'est la quasi-totalité du Bangladesh qui s'est retrouvée sous les eaux. L'inondation est un phénomène chronique dans ce delta, qui est le plus vaste du monde. L'arrivée normale des eaux a des effets positifs, puisqu'elle procure chaque année au pays plus de deux milliards de tonnes de limon venu de l'Himalaya, mais les flots peuvent tout aussi bien échapper à tout contrôle dans cette terre de boue et de marécages.

En 1987, l'action rapide des pouvoirs publics permit de pallier rapidement les conséquences les plus dévastatrices de l'inondation, et 90 % des terres furent replantées dès la décrue. Ce à quoi s'ajoute une intensification des cultures d'hiver et l'importation de plus

de trois millions de tonnes de céréales. Cette fois, le problème est plus sérieux puisque quelque trente millions de personnes sont sans abri. Une économie aussi fragile ne peut faire face de façon régulière à de pareils défis. Il est déjà certain que les crédits qui étaient destinés à des projets de développement devront être convertis en crédits d'assistance et de reconstruction, et ce pendant des mois. Sans qu'on sache si, l'an prochain...

Cependant, le drame actuel ne doit pas faire oublier que l'extrême instabilité du climat n'est qu'un des paramètres d'un jeu complexe de forces socio-économiques et d'éléments appartenant à l'environnement, qui explique l'extrême pauvreté rurale.

D'une part, la concentration de la propriété foncière remonte à la vieille pratique - sous l'empire britannique - des zamindars, ces collecteurs d'impôts qui s'assurèrent la possession de terres. Elle a été grandement aggravée par un système qui incite à faire le commerce de la terre plus qu'à investir

\* Membre du bureau de l'UNICEF à Genève.

REVUE des SCIENCES MORALES & POLITIQUES. Sommaire du n° 2 - 1988. Nicole Comarçon, La ville moyenne. François Choy, Vers un nouveau statut des signes de la ville. Jean Dokuveau, Le dossier des "bénédictions". Jean Dorst, Groupes humains et environnement. Pierre-François Moreau, Spinoza et l'écriture Sainte. Michel Stivignon, L'habitant et le poète. Luc Dokuveau, Le salut par le livre. Edmond Melinvaud, La compétitivité nationale. Vente au numéro: 100 F (France) - 125 F (Export). Par abonnement: 4 n° 360 F (France) - 485 F (Export). CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92548 Montrouge Cedex - France. gauthier-villars

GEO POLITIQUE AFRICAINE. L'AVERTISSEMENT SÉNÉGALAIS. Les médias du monde entier ont fait largement écho à la forte opposition à laquelle se heurte, aujourd'hui, la sempiternelle reconduction du parti dominant - au Mexique. En revanche, très rares sont ceux qui ont accordé, en France, une place comparable à la crise profonde et tout à fait analogue qui ébranle un pays très proche, le Sénégal, depuis le scrutin très contesté du 28 février. Est-ce parce que l'alternance démocratique est inconcevable en Afrique, bien que le pluralisme soit inscrit dans la Constitution sénégalaise? N'assiste-t-on pas, à Dakar, à la première « révolte constitutionnelle » du continent noir? Une tentative de réponse dans le n° IX de « Géopolitique africaine ». En librairies: 80 FF (diffusion: éditions Albin-Michel). Par correspondance: 100 FF fco, au « Livre Poste », 2, rue H.-Heine, 75016 Paris. Abon.: France et Europe: 300 FF. Afrique francophone: 350 FF. Règlement des abonnements: chèque bancaire ou postal à l'ordre de: Eurafrika News, à faire parvenir à: « Géopolitique africaine ». 6 & 8, square Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie - 75004 Paris

Déforestation. EST-CE le « destin », la « fatalité » qui en sont la cause? Il a beaucoup plu sur le massif himalayen, la mousson a gonflé les fleuves traversant le Bangladesh et le pays a vécu un nouveau drame. Or si drame il y a, l'homme en est en grande partie responsable. Voici ce qu'écrivait le correspondant à Decca de The Economist de Londres (10-18 septembre): « Au cours de la présente décennie, les inondations ont été de plus en plus graves. Les raisons de cette situation sont évidemment diverses, mais il en est une qui est évidente. Au Bangladesh, au Népal et en Assam, dans le nord-est de l'Inde, la population de plus en plus nombreuse et pauvre coupe les arbres pour faire du feu - ou parfois du fourrage - à un rythme très supérieur à celui de la reforestation. Comme il y a de moins en moins d'arbres, les eaux de la mousson descendent plus rapidement comme s'ensablent plus rapidement les canaux à des centaines de kilomètres plus bas. C'est au Népal que la déforestation est la plus avancée, mais c'est le Bangladesh qui en souffre le plus. »

L'Inde

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

ÉTERNEL SUCCÈS DU « RAMAYANA »

L'Inde sous le choc d'un feuilleton télévisé

UNE épopée qui fait recette ! Le Ramayana fascine, chaque semaine, toute l'Inde des téléspectateurs. Dans ce pays, la télévision, à l'échelle nationale, est encore un phénomène récent. Et le succès, à la fois religieux et sociologique, de ce feuilleton contribue à souder les citoyens autour de la représentation d'une immense histoire, et à les enrainer un peu plus dans leur passé. Dimension originale - et ambiguë - d'un moyen de communication dont l'impact est décidément un des aspects majeurs de notre temps.

Par VIJAY SINGH \*

Le Festival du film indien de Trivendrum tirait à sa fin. L'atmosphère était imprégnée de la nostalgie des derniers jours. Le hall de l'hôtel résonnait du bruit des valises. En bas de la colline, la plage de Kovalam s'éveillait de sa langueur nocturne, bercée encore par les vagues imbibées du soleil levant. A l'heure du petit déjeuner, le Dernier Empereur, film de Bernardo Bertolucci, devait marquer la clôture du Festival et soulever les passions. Je m'aperçus alors que M. Bhasin, un employé du festival, engloutissait littéralement son petit déjeuner. « Ne vous pressez pas, lui dis-je. Vous avez encore le temps. » Bhasin ignora d'abord ma réflexion, puis il rouspéta : « Qu'est-ce qui leur a pris de programmer le film à cette heure-là ? Je ne pourrais le voir ! » Cela m'étonna car je pensais que, pour l'Inde, un dimanche matin à 9 heures, et sans autre projection, il n'y avait pas mieux. M. Bhasin ajouta : « Personne ne va y aller. C'est l'heure du « Ramayana » ! C'est le feuilleton du siècle. L'avons-vous vu ? »

Le Ramayana est la plus grande épopée indienne. Elle raconte l'histoire de Rama, un roi d'origine aryenne qui régnait sur une partie de la vallée du Gange entre les dixième et huitième siècles avant Jésus-Christ. Son père, Dashratha, avait trois épouses. Rama, fils aîné de la première, était fabuleusement doué, plein de noblesse et d'une humanité incomparable. Il allait hériter de la couronne de son père quand sa belle-mère, qui voulait que son fils à elle règne, ait subitement l'idée d'évincer Rama. Elle s'était rappelé que Dashratha, son mari, lui avait une fois promis d'exaucer tous les vœux qu'elle formulerait. La veille du couronnement, elle exprima donc le souhait de voir Rama exilé pour quatorze ans. Dashratha n'avait qu'une parole : il accepta, et demanda à Rama de s'en aller. Rama obéit.

Il partit, accompagné de son épouse dévouée, Sita, et de Lakshmana, un frère loyal. Un jour, pendant cet exil, Sita fut enlevée par un emissaire de Ravana, le roi des démons, qui régnait

sur Lanka, au sud de l'Inde. Rama livra une longue bataille et défit les forces du mal. Ravana fut tué, et Rama, dont l'exil avait pris fin, revint dans son royaume, toujours accompagné de Sita. Par la suite, Rama devint le roi qui donna à la mythologie indienne son rayonnement le plus prospère et le plus heureux. Il se vit conférer la dignité de seigneur Rama, le plus révérent des dieux hindous : sa parole avait valeur d'évangile et, qui l'eût cru, l'histoire de sa vie allait inspirer le feuilleton télévisé le plus populaire du vingtième siècle.

Il y a deux ans, Ramanand Sagar, réalisateur connu du cinéma commercial, a tiré le leçon du succès fracassant des feuilletons télévisés. Et il a décidé de faire du Ramayana un feuilleton à épisodes multiples. L'idée a plu au gouvernement indien, car cette épopée comporte tous les ingrédients requis : loyauté, obéissance, soumission de la femme - ce qui, ordinairement, fait la force de ceux qui sont au pouvoir. D'ailleurs, le succès du Ramayana allait certainement rapporter d'énormes revenus publicitaires. Le feu vert fut donné, et on octroya au feuilleton la meilleure tranche horaire, le dimanche matin.

Du jour au lendemain, le Ramayana est devenu un succès hors du commun. Et aujourd'hui, en Inde, tout le monde - quel qu'il soit - possède un - passe ses dimanches matin en extase, à rire, à pleurer, à supplier devant la proverbiale « idiot box ». Des ministres, des officiers, des policiers, des chauffeurs de taxi, des chômeurs, et même les organisateurs du Festival de Trivendrum sacrifient à la grande épopée télévisée. Avec dix spectateurs par poste, il est fort probable que le Ramayana soit le seul feuilleton télévisé au monde à avoir suscité une audience aussi fidèle et assidue. On aurait pu s'attendre à un succès plus important. Mais il n'y a actuellement en Inde que quatre cent mille récepteurs, bien que quatre-vingt-dix pour cent du territoire national soient couverts par le nouveau satellite, INSAT-1F.

Un poste entre deux idoles

BIEN sûr, le Ramayana est regardé chaque semaine par près de quarante millions de personnes. Mais le plus important, c'est l'attitude révérente des téléspectateurs. Bien avant le début du feuilleton, on balait et on lave à grande eau la pièce dans laquelle se trouve la télévision. On décore le poste : des guirlandes de fleurs sont suspendues devant l'écran, et de l'encens parfumé monte en spirale, entremêlé aux images. Ceux qui vont assister au spectacle doivent enlever leurs chaussures, comme avant d'entrer dans un temple. A chaque bon mot du seigneur Rama, le public (les sujets du roi Rama) s'écrit en chœur : « Longue vie à Rama, longue vie à Rama ! ». Il n'est pas de meilleur exemple du succès du Ramayana que ce petit temple de la périphérie de New-Delhi. Tous les dimanches matin, on place un poste de télévision entre deux idoles, et toute l'assemblée, prêtres et fidèles, s'assied, bientôt hypnotisée par l'incarnation des dieux de pierre... C'est d'ailleurs ce même phénomène qui a aussi fait d'Arun Govil, l'acteur aux traits saaves qui tient le rôle de Rama, un demi-dieu. Quand il fait son jogging dans les rues de Bombay, les gens se prosternent et touchent ses pieds pour qu'il les bénisse. Une fois, un homme a même amené son fils aveugle pour lui faire toucher les pieds de Govil, dans l'espoir qu'il recouvrerait la vue (1). Quant à Dipika, qui incarne l'épouse soumise de Rama, elle n'a pas eu la même chance que Govil, car les spectateurs du Ramayana n'ont pas oublié son dernier film : la vierge la plus pure de l'épopée hindoue s'y exposait à demi-nue dans une baignoire.

Ce succès du Ramayana laisse entrevoir une dimension nouvelle de la \* Ecritain, auteur de La Nuit poignardée, les Sikhs (Flammarion, Paris, 1987).



RAMA, LAKSHMANA ET VISVANTRA (1750, MUSÉE DE DELHI) Quand la représentation n'était pas encore sponsorisée...

appréciable auprès du public - et particulièrement des femmes. Et Tamas, le feuilleton du fameux réalisateur de cinéma Govind Nihalani, qui a suscité une polémique des plus aiguës, raconte l'histoire d'une famille qui a quitté le Pakistan en 1947, lors de la partition. C'est, en réalité, une critique drastique des fondamentalismes hindou et musulman, et de la bigoterie sociale et religieuse responsable du massacre de cinq

cent mille personnes. Cette série a déclenché un débat extrêmement violent et provoqué des revendications énergiques pour la suppression du programme incriminé, à tel point que dans quatre villes importantes la police a même dû faire feu. « Arrêtez de programmer Tamas à la télé, me dit à Delhi un manifestant, sinon la guerre sainte contre le gouvernement va éclater... »

raffèle l'impact exercé par la télévision sur le cinéma. On ne dispose pas encore de données précises ; mais, c'est évident, les entrées dans les salles de cinéma ont enregistré une chute vertigineuse. De plus en plus de films sont réduits à compenser ses pertes par la vente de vidéo-cassettes. Si le cinéma le plus important au monde (avec plus de huit cent cinquante films produits chaque année, et plus de douze millions et demi de spectateurs par semaine) est déstabilisé par une télévision minuscule (moins de 0,5 % de la population possède un récepteur), on peut imaginer ce qu'il en sera quand il y aura autant de détenteurs de postes que dans les pays occidentaux...

Mais, en aidant à confirmer l'identité nationale, la télévision indienne a quand même rendu service. Si les chemins de fer et le téléphone ont constitué le premier réseau, vital, de communication dans le pays, c'est la télévision qui a donné à l'Inde le moyen d'établir un lien effectif entre des populations de régions, de couleurs et de langues différentes. Ce n'est pas que la télévision ait favorisé la solidarité nationale, car c'est précisément sous son empire que l'Union indienne a subi le plus grand nombre de pressions centrifuges. La télévision a quand même été le principal instrument grâce auquel les gens ont pu identifier, et accepter ou rejeter les expressions diverses de leur culture. La télévision a facilité l'identification de l'autre, et aussi de soi. Comme a dit un paysan naïf d'Andhra-Pradesh qui venait de voir le premier ministre indien à la télévision : « Je ne savais pas que Rajiv Gandhi était si jeune. On dirait un acteur de cinéma... »

(1) La popularité de Govil a induit le Parti du Congrès à l'utiliser lors de la dernière campagne électorale. Les gens ont su faire la différence entre dieux et politiciens, et le candidat du Congrès a été battu.  
(2) Ce qui explique sans doute la décision prise par le pouvoir d'interrompre au cours de l'été la diffusion du feuilleton. Les réactions ont été si vives qu'elle reprend en octobre...

Des fortunes grâce aux dieux

CES réactions fortes, et souvent contradictoires, des téléspectateurs s'expliquent par quelques choses qui est propre à la télévision indienne. La multiplicité des programmes et des chaînes des télévisions occidentales exercent sur le téléspectateur une espèce d'effet d'auto-annulation. Autrement dit, la télévision devient une habitude, un réflexe inconscient. Mais, dans des pays comme l'Inde, où la télévision n'est pas encore « avancée » et n'a qu'une véritable chance, le spectateur entretient une relation très étroite avec ce qu'il voit. C'est ce lien phénoménologique entre le public et l'image-message qui engendre l'hystérie de masse suscitée par les programmes télévisés.

En fait, si la télévision indienne s'est taillée une réputation de « machine à divertissement », c'est surtout grâce au cinéma. Quand elle ne programmait encore ni films, ni séquences chantées, ni feuilletons, la télévision ne servait qu'à répandre les opinions du gouvernement en place. Elle n'avait aucune crédibilité morale, car elle était réduite aux dimensions d'un écran sur lequel les politiciens figuraient comme autant de vedettes de cinéma. Sur le plan commercial, c'était un gouffre, même pour le gouvernement. Mais, au niveau social uniquement, la télévision avait valeur de bien de consommation désirable, car c'était un objet essentiel dans la dot d'une fille... Pour le reste, elle ne faisait que débiter de la propagande politique, des informations (toujours en retard sur les journaux du matin) et quelques émissions utilitaires pour les paysans qui, pour l'écrasante majorité d'entre eux, n'avaient même pas de poste.

Le cinéma a révolutionné la télévision indienne. Il y a environ cinq ans, elle a adopté une stratégie commerciale, vendant à des sponsors potentiels des tranches d'émission de trente minutes. Du jour au lendemain, les grandes entreprises ont acheté les créneaux horaires de la télévision : on proposait des feuilletons d'une durée de vingt-cinq minutes, et cinq minutes de publicité réservées à qui avait acheté le créneau. Les nouveaux sponsors ont fait appel à une flopée de jeunes metteurs en scène, qui avaient moins des années et des années dans le cinéma d'autour. Avec ce nouveau régime, la télévision s'est dotée de scénaristes et de réalisateurs compétents ; et les jeunes metteurs en scène, réduits à l'impuissance par le cinéma commercial à gros budget de Bombay, eurent tout à la fois l'occasion de faire la preuve de leur talent, et d'en vivre. La télévision, qui avait ainsi reçu un sérieux coup de fouet, était devenue tout à la fois profitable et populaire. De ce fait, le cinéma était quasiment réduit à néant. De jeunes réalisateurs,

qui avaient jusqu'alors été l'espoir du nouveau cinéma, s'étaient joints à la mêlée douteuse dans laquelle s'arrachaient les feuilletons-camelote. « C'est dégoûtant ! s'est exclamé Govind Nihalani, la télévision est le pire ennemi qu'il y ait jamais eu notre cinéma. Le mirage de l'argent facile a provoqué un tas de micmacs, des mises en scène grossières et des feuilletons à l'eau de rose. Plus, l'art du cinéma a perdu encore davantage. La télévision était prête à accepter n'importe quoi, pourvu que ça bouge. La technique de la caméra, de la composition des images et de l'éclairage, tout est flétri. Franchement, c'est comme la ruée vers l'or ; et ceux qui courent la plus vite, ce sont nos brillants jeunes gens ! » Deepti Nawal, une actrice indienne, a remarqué, l'air songeur : « La télévision ne faisait déjà pas du bien au cinéma. Mais, bien plus, les géants du cinéma de Bombay ont fait main basse sur la télévision. Ils ne respectent rien, sauf l'argent. Tenez, le Ramayana... Evidemment, les producteurs ont fait des millions ! Mais ils ne sont pas encore contents. Pour en faire encore plus, ils ont multiplié indéfiniment les épisodes. Par exemple, la bataille de l'épopée, il y a trente siècles, était bien plus courte que dans la série télévisée. Vendre des dieux, ça aussi c'est une histoire d'argent... »

La pénétration du réseau télévisé par les géants du cinéma commercial

Advertisement for 'LU' magazine, October issue. Includes text: 'AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'OCTOBRE', 'La France du 3<sup>e</sup> millénaire', 'Atlas de géopolitique', 'Atlas politique du XX<sup>e</sup> siècle', 'Histoire du Japon', 'Les DOM-TOM', 'UN DOSSIER: LES INDUSTRIES DE LA DÉFENSE', '10 fiches de lecture à découper', 'et les romans de: Hervé Bazin, Claude Faraggi, Margaret Drabble, Tadeusz Konwicki, etc.'

généralisée

200 francs par an seulement... grammes permettent d'obtenir... réduction de la pauvreté...

Il existe assurément une... clamée des organisations... gouvernement de notre...

D'autant que, pour des... qu'ils soient, troubles... inondations sont moins...

Que s'est-il passé ? Des... récente (11), l'OMS a... réécrite à permis d'abaisser...

Les multinationales ont... autant été exclues du marché... de la doctrine Zia'ullah Chowdhury...

Des progrès devront... être réalisés en ce qui concerne le... la qualité, la distribution, la...

DEForestation EST-CE le « docteur »... qui en sont la cause ? A... coup plus sur le massif...

Or si drama il y a, l'homme... en grande partie responsable... ce qu'ont le correspondant à...

SOUTIEN A UNE DÉMOCRATIE ÉLITAIRE

# Washington joue à fond le régime philippin

**D**E difficiles négociations ont eu lieu pendant l'été entre Manille et Washington, les Philippines demandant aux Etats-Unis d'augmenter considérablement le « loyer » de leurs bases militaires installées sur l'archipel. Un accord est cependant intervenu au sujet des conditions de stockage des armes nucléaires américaines. Et M<sup>me</sup> Aquino demeure assurée du soutien politique total du grand allié d'outre-Pacifique.

Par WALDEN BELLO \*

La stabilité du régime de M<sup>me</sup> Aquino s'explique en grande partie par le soutien américain. Cet appui à la politique de « démocratisation » engagée après l'assassinat, en août 1983, de Benigno Aquino est l'œuvre des fonctionnaires du département d'Etat, qui amorcèrent un changement radical par rapport à l'engagement long de quatorze ans aux côtés de Marcos. Alors que des idéologues de droite à la Maison Blanche et au Conseil national de sécurité s'en tenaient à cette ligne, en février 1985, soit un an avant la chute du dictateur, M. Stephen Bosworth, ambassadeur des Etats-Unis à Manille et diplomate de carrière, envoyait ce câble au secrétaire d'Etat, M. George Shultz : « Si l'opposition pouvait s'unir autour d'un seul candidat et si ce candidat devait être élu président (...), l'opposition, selon nous, agirait de façon responsable et les relations américano-philippines se développeraient positivement. » (1).

M. Bosworth a joué un rôle essentiel au cours des années de transition d'un régime à l'autre, de concert avec des diplomates chevronnés comme M.M. Michael Armacost, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, Paul Wolfowitz, secrétaire d'Etat adjoint, et John Meistr, responsable des questions philippines. Conservateurs ou libéraux, ils ont fait passer la *Realpolitik* avant l'idéologie, et ont façonné la politique américaine à Manille entre l'assassinat d'Aquino et la fuite de Marcos en février 1986. Ils ont lancé une campagne destinée à prendre de vitesse la gauche philippine en expansion en forçant Marcos à organiser des élections libres, prélude à son éviction. Et quand, à la fin de 1985, les milieux possédants d'opposition choisirent M<sup>me</sup> Aquino comme candidate à la présidence, les pragmatistes de Washington comprirent que son image de « centriste démocrate » était l'arme la plus puissante qu'ils pouvaient utiliser dans leur stratégie visant à prévenir une polarisation politique, à contourner la forte gauche locale et à stabiliser le pays.

En dépit de certains ratés — ainsi le soutien obstiné de M. Reagan à Marcos — cette stratégie a bien fonctionné, et

M<sup>me</sup> Aquino a toujours bénéficié de l'appui total de Washington. Une aide de plus de 1 milliard de dollars a été accordée au cours des deux dernières années. Les Etats-Unis n'ont certes rien fait pour alléger le paiement annuel de 2 milliards de dollars d'intérêts en remboursement d'une dette extérieure de 30 milliards. Mais ils ont fait campagne en faveur d'une assistance internationale accrue à Manille.

L'aide politique américaine n'a jamais fait défaut à M<sup>me</sup> Aquino, chaque fois notamment qu'elle a dû affronter ses adversaires de droite. En moins de deux ans, l'ambassade des Etats-Unis a joué un rôle décisif lors de cinq tentatives de coup d'Etat, intervenant directement auprès des putschistes liés à l'ancien ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile (2). Grâce à ce soutien, M<sup>me</sup> Aquino et la fraction de l'élite qu'elle incarne purent mener à bien le programme de rétablissement de la démocratie formelle : référendum constitutionnel de février 1987, élection du Congrès trois mois plus tard, élections locales et provinciales en janvier 1988. A la mi-1988, le désarroi régnait à la fois dans la gauche et dans les milieux militaires de droite, en grande partie en raison des appels du gouvernement à la population afin « que le centre démocratique soit sauvé des extrêmes de gauche et de droite ».

Cependant, si le département d'Etat donnait son plein appui au programme de contre-guérilla du gouvernement, le département américain de la défense a émis des réserves au sujet des tentatives de Manille de parvenir à un accord politique avec l'insurrection du Front national démocratique. Or, depuis la mi-1987, M<sup>me</sup> Aquino a agi dans le sens souhaité par le Pentagone : elle n'a pas relancé avec les insurgés les négociations, qui avaient échoué au début de la même année. Une grande publicité a été donnée à ses discours en faveur d'une victoire militaire « honorable ». Plus important encore : elle a conclu un *modus vivendi* avec les puissantes forces armées ; elle a obtenu leur loyauté conditionnelle à l'égard de la « suprématie du pouvoir civil » en échange d'un chèque en blanc dans le domaine de la sécurité intérieure.

## L'action des réseaux de droite

**E**N poussant M<sup>me</sup> Aquino à rejeter la paix avec l'insurrection tout en concluant avec l'armée, le Pentagone n'entre pas en conflit avec le département d'Etat. Son souci principal est de faire de l'armée une force contre-insurrectionnelle efficace qui use de la répression de façon sélective, au lieu de lancer au hasard et sans discrimination des actions violentes, tactique qui rendit les militaires si impopulaires au temps de Marcos. Ce qui implique un système de renseignements efficace jumelé avec des opérations, clandestines ou non, planifiées avec soin.

« Gagner les cœurs et les esprits » : ce projet est au centre du programme de contre-insurrection qui a provoqué le déploiement des « équipes spéciales d'intervention ». Leur mission : l'« action civique » et les programmes de travaux ruraux. Comme l'a dit le ministre de la défense, le général Fidel Ramos, proche allié des Américains et de M<sup>me</sup> Aquino, « l'insurrection est d'abord politique et incidemment seulement militaire » (3).

Les services officiels américains ne sont cependant pas les seules forces extérieures à influencer la politique du pouvoir dans ce domaine. Plusieurs personnalités et organisations sont très actives, qui partagent les vues des réseaux de droite américains et internationaux.

L'une de ces personnalités est le général en retraite John Singlaub, qui a beaucoup fait pour fournir en armes, notamment, la Contra du Nicaragua (4). Figure-clé de la Ligue anticommuniste mondiale, il est souvent présent aux Philippines depuis deux

« Chercheur spécialisé dans les questions du Pacifique à l'Institute for Food and Development Policy de San-Francisco. Auteur notamment de *U.S. Sponsored Low-Intensity Conflict in the Philippines*, 1987.

ans, officiellement pour rechercher des trésors qui auraient été enterrés dans l'archipel par le général japonais Yamashita à la fin de la seconde guerre mondiale. M. Singlaub a noué des contacts avec plusieurs responsables de droite connus, parmi lesquels son ami Luis Villareal, qui a, pendant une courte période de 1987, dirigé les services de renseignements, l'ancien ministre de la défense, le sénateur Enrile, et Eva Estrada Kalaw, personnalité-clé de la branche philippine de la Ligue anticommuniste. M. Singlaub aurait essayé de vendre des armes et offert une aide financière à des groupes de droite parmi lesquels les planteurs de caoutchouc à sucre, qui constituent des armées privées dans l'Ile de Negros, où les tensions sont vives (5).

Il faut aussi signaler l'action des adeptes de l'Eglise de l'Unification du révérend Sun Myung Moon, dont les options de droite sont connues (6). Elle a recruté M<sup>me</sup> Celia Diaz-Laurel, femme du vice-président Laurel, qui dirige la branche locale de Causa, « bras » politique de l'Eglise. La doctrine de Causa est diffusée dans tout l'archipel (7), et l'idéologie mooniste semble de plus en plus influente dans l'armée (8). Les moonistes financent aussi des conférences anticommunistes qui facilitent les contacts entre, d'une part, généraux et politiciens philippins et, d'autre part, des hommes de droite américains tels M. Ray Cline, ancien directeur-adjoint de la CIA, et le général Richard Stilwell (CR), ancien sous-secrétaire à la défense.

Agissent aussi des organismes d'aide liés à la droite religieuse. Christian Aid accorde une assistance humanitaire à nombre de groupes fondamentalistes. Américains, qui reçoit 10 % de ses fonds de l'évangéliste Pat Robertson et

de son organisation, le Christian Broadcasting Network, distribue son aide via les Chevaliers de Malte des Philippines, qui regroupent des catholiques réactionnaires (9). Le Pentagone facilite de telles actions grâce à ses moyens de transport.

Il faut aussi mentionner, parmi d'autres, l'organisation Christian Anti-Communist Crusade (CAAC), basée en Australie, et l'Heritage Foundation de Washington (10). Ces deux groupes ont des liens étroits avec les militaires de droite et ont agi sur le plan international pour discréditer les institutions progressistes philippines, notamment un organisme fort respecté, la Task Force for Detainees, qui n'a pas craint de dénoncer les exactions des militaires sous la présidence de Mme Aquino.

Les réseaux étrangers d'extrême droite ont beaucoup applaudi la création, appuyée par l'armée, de groupes d'autodéfense paramilitaires, qui se sont multipliés depuis 1987, et sont maintenant plus de deux cents. Ils ont été condamnés par Amnesty International et par le Lawyers Committee on Human Rights de New-York pour avoir commis des assassinats et mutilé des centaines de personnes, pour le plupart des dirigeants paysans, des syndicalistes et des individus « soupçonnés

des réseaux privés de droite, ces hommes ont lancé un programme contre-révolutionnaire qui a fini par échapper à tout contrôle et qui, par ses excès, a empêché tout jugement réaliste et tout compromis. Dans le secteur asiatique en revanche, des diplomates de métier comme M. Armacost ont pris les choses en mains. Parce qu'ils plaçaient la raison d'Etat et la souplesse avant l'idéologie et l'immobilité, ces professionnels à la fois discrets et effi-

caces ont été les architectes des deux « triomphes » de l'administration Reagan dans le tiers-monde : la transition vers un système plus libéral aux Philippines et en Corée du Sud. Dans les deux cas, les Etats-Unis ont « collé » à des initiatives venues d'élites locales et ils ont soutenu une stratégie de libéralisation et de « démocratisation » considérée comme le meilleur moyen de manœuvrer la gauche, prévenir la polarisation et assurer la stabilité.

## Le traité sur les bases militaires

**C**ETTE politique peut-elle réussir aux Philippines ? Washington s'appuie sur l'expérience de démocratie formelle à l'américaine qu'a connue l'archipel depuis soixante-dix ans et qui fut interrompue par les quatorze années de dictature de Marcos. Ce système généra un certain équilibre social dans un pays dominé par une élite baroque et où la distribution de la richesse et la répartition du pouvoir étaient très inégalitaires. Cette élite assimila volontiers cette idéologie, et la mise en pratique de la démocratie électorale permit aux diverses factions de concourir aux fonctions officielles sans trop de violence. L'organisation d'élec-

Les responsables américains ont parfaitement compris l'importance de ce phénomène.

Il existe cependant des limites à la capacité du gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino de stabiliser la situation (14). L'un des obstacles s'appelle l'armée. Car il existe une différence fondamentale entre le système actuel et celui qui prévalait avant Marcos : les responsables élus doivent désormais partager le pouvoir politique avec l'établissement militaire que Marcos a légué à ses successeurs. Les militaires ne souffrent aucune ingérence dans les affaires de sécurité et ils ont un pouvoir de veto dans d'autres domaines. Ils ne respectent pas le droit dans leurs rapports avec les civils et ils ont été à l'origine de la création de groupes paramilitaires. Si M<sup>me</sup> Aquino ne parvient pas à les placer sous son contrôle, il y aura, du fait de l'armée, érosion de la stabilité durablement gagnée grâce à la mise en place d'institutions démocratiques représentatives.

Le second obstacle est l'absence de réelles réformes sociales et économiques. La paralysie risquée de gagner un système qui ne déciderait pas une réforme agraire et ne redistribuerait pas plus justement les richesses.

Marcos et ses amis locaux de la droite autoritaire sont discrédités, mais la gauche demeure puissante et apte à exploiter les points faibles du régime. Si les réformes devaient se faire attendre, les

Philippines seraient de plus en plus nombreux à la suivre et à placer les programmes de classe au cœur de la vie politique.

Se pose enfin le problème de la contradiction entre la stratégie libérale des Etats-Unis aux fins de stabiliser le pays, et leur campagne, dénuée de finesse, destinée à maintenir les gigantesques bases militaires. Alors qu'on approche de 1991, année où expirera le traité sur les bases, M<sup>me</sup> Aquino est de plus en plus coincée entre un mouvement nationaliste en rapide développement et les pressions de Washington en faveur d'un nouveau traité. La présidente et l'élite philippine savent que le soutien américain est essentiel pour leur maintien au pouvoir. Mais il n'est pas exclu que, dans les rangs du groupe dominant, des voix se fassent entendre pour lesquelles la rupture de « cordons ombilical » avec les Etats-Unis serait préférable à la dure atteinte à la crédibilité, à la légitimité et à la stabilité que constituerait, aux yeux de la population, la reddition de la nation à propos de l'avenir des bases.



PEINTURE MURALE A LA MEMOIRE D'AQUINO, A ZAMBOANGA. La dictature est tombée, les assassinats continuent.

d'être de gauche » (11). Le lien entre les groupes d'autodéfense paramilitaires et la droite internationale est à l'occasion direct ; par exemple, Jun Pala, commentateur de droite connu de la radio de Davao, et qui est lié aux responsables de plusieurs groupes paramilitaires, utilise la propagande de Causa dans ses émissions (12).

Il est cependant peu probable que les activités de ces mouvements privés de droite soient coordonnées par des responsables américains, si l'on met à part les exemples de transports aériens d'aide humanitaire — organisés par le Pentagone. Alors que le département d'Etat et le département de la défense soutiennent M<sup>me</sup> Aquino, les organismes privés de droite ont accusé la présidente de se montrer conciliante envers les communistes et ont noué des relations avec ses pires ennemis, M.M. Enrile et Laurel. Alors, d'autre part, que Washington soutient le ministre de la défense, le général Ramos, diplômé de West Point et bras droit de M<sup>me</sup> Aquino, le général Singlaub a publiquement demandé son renvoi pour « incompétence ». Les groupes de droite pensent que les organisations paramilitaires constituent la solution au problème de la guérilla, mais les officiels américains ne cachent pas leur appréciation de voir défendre pareilles thèses.

La prudence du département d'Etat s'explique fort bien : au Salvador, les activités des escadrons de la mort et des groupes paramilitaires ont renforcé la gauche plus qu'ils n'ont contribué à l'éliminer, contraignant les Etats-Unis à les mettre au pas en 1983.

Quant à la CIA, nul ne sait avec précision ce qu'elle fait. En 1987, elle a obtenu un budget de 10 millions de dollars pour ses actions aux Philippines et une augmentation de 10 % de ses effectifs à l'ambassade de Manille (13). Elle est sûrement en contact avec les groupes paramilitaires et leurs alliés au sein de l'armée, mais rien n'indique qu'elle les soutienne activement.

La politique concernant la Contra a été menée par des idéologues tels le lieutenant-colonel North au Conseil national de sécurité, et le secrétaire d'Etat adjoint, M. Elliott Abrams. S'appuyant sur des réseaux officiels et

tions permettait aussi de donner quelque peu les clivages sociaux et économiques, d'autant qu'elles étaient l'occasion d'une « redistribution des revenus », les candidats dépensant des millions de pesos pour acheter les voix, et les élus récompensant leurs partisans pauvres avec des postes administratifs. Aux élections suivantes, on chassait les « cameliers » au pouvoir, et le cycle se poursuivait. Marcos le rompit en décrétant la loi martiale en 1972 jusqu'à ce qu'émerge une vaste alliance interclassiste qui l'a contrainit à la démission en 1986.

On a assisté depuis lors partout dans le pays à la résurgence de l'ancienne vie démocratique fondée sur les élections et la domination d'une élite. Même dans les secteurs ruraux où la Nouvelle armée du peuple était puissante, les « politiciens traditionnels » ont souvent battu les candidats appuyés par la guérilla, car les programmes fondés sur une analyse de classe ont eu moins d'impact que les discours démagogiques de personnalités et de factions représentant l'élite.

(1) « The opposition : Untying or Progressing », câble de M. Bosworth au département d'Etat, février 1985.  
(2) « Aquino Regime Nearly Toppled », *New York Times*, 7 septembre 1987, et « Allegations of Coup Tie Lik Manila », *Washington Post*, 27 octobre 1987.  
(3) Citation fournie par Sara Miles, à l'Institute for Food and Development Policy, San-Francisco, 11 juin 1987.  
(4) Voir le *Monde diplomatique* d'avril 1986 (« Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », par Pierre Abramovici) et de septembre 1987 (« Trois trêves, deux, nobles croisés et un croisé », par Pierre Abramovici et Jacques Doornoy).  
(5) Voir Joel Fricar, « Les ravages de la crise (du sucre) aux Philippines », *le Monde diplomatique* de mars 1988.  
(6) Voir « Une puissance au service de l'anticommunisme : l'Internationale Moon », par Jean-François Boyer et Alejandro Alem, *le Monde diplomatique*, février 1985.  
(7) Seth Mydans, « Right Wing Vigilantes Spread in the Philippines », *New York Times*, 4 avril 1987.  
(8) James Claid, « The Soldiers of God », *Far Eastern Economic Review*, 12 mai 1987.  
(9) Marites Danguilan-Ving, « Medicines Over Bullets : New U.S. Tack in R.P. Counterinsurgency », *The Financial Post* (Manille), 14 octobre 1987, et Howard Goldenthal, « The

Religious Right in the Philippines », *Covered Actions*, n° 28, hiver 1987. An sujet de l'action des Chevaliers de Malte, lire, par Martin A. Lee et Kevin Cogan, « En Angola et au Nicaragua, la croisade des Chevaliers de Malte », *le Monde diplomatique* d'octobre 1986 ; sur celle de M. Pat Robertson, lire, par Ingrid Carlander, « La foire aux miracles des télévangélistes américains », *le Monde diplomatique*, de juin 1988.  
(10) A propos de l'Heritage Foundation et de son action contre le système des Nations unies et notamment de l'UNESCO, voir notamment le *Monde diplomatique* de janvier, avril, octobre 1985 et mai 1986.  
(11) Lire Amnesty International, *Philippines : armée assassine hier et encore, Paris*, 1988, 83 pages, 17 F et *Vigilantes in the Philippines*, Lawyers Committee for Human Rights, New-York, 1988.  
(12) *New York Times*, 4 avril 1987.  
(13) *New York Times*, 17 avril 1987. Pala dit prendre modèle sur Goebbels (*Lead, Power and Politics in the Philippines*, 1988, Catholic Institute for International Relations, Londres).  
(14) *le Monde diplomatique* de mai 1987 a publié un dossier sur « les fragilités de la jeune démocratie philippine ». Lire aussi dans *le Monde diplomatique* de septembre 1986, « L'écroulement philippin dans le combat contre l'insurrection », par Francisco Sheff Jost.

سازمان اطلاعات

CHILI : LA DICTATURE ASSIÉGÉE

Qui a peur du général Pinochet ?

LE Chili vient de connaître, au cours des semaines précédant le plébiscite du 5 octobre, un insolite vent de liberté. Les seize partis politiques d'opposition, groupés au sein du Comité national pour le « non », ont contraint la dictature - très isolée sur le plan international - à de nombreuses concessions. Les citoyens, le temps d'une campagne, semblent s'être soudain libérés de la peur. Mais le régime militaire reste fort ; d'autant plus qu'il se vante de quelques contestables « succès » économiques.

Par notre envoyé spécial IGNACIO RAMONET

La rue est déserte, mal éclairée. Il fait nuit. Une femme - robe noire, cheveux longs, la quarantaine - sort soudain d'un petit immeuble. Elle s'avance jusqu'au milieu de la chaussée, se retourne, lève la tête : « Fort, le son ! », crie-t-elle. Des enfants installent, sur le rebord d'une fenêtre, un haut-parleur. Et la musique éclate, puissante, tonitruante, envahissant la nuit. C'est, sur l'air du *Beau Danube bleu*, la *Valse du « non »*, l'hymne drolatique des adversaires de la dictature chilienne. Un homme, entre-temps, sort à son tour ; il enlace la femme et l'entraîne dans le tourbillon de cette valse-protestation. Ils dansent seuls dans la nuit, au cœur de Santiago, applaudis par leurs enfants ; et ils rient, surpris par leur audace, comme s'ils voulaient par leur geste insolite effacer quinze longues années de peur et de silence.

De moins de soixante ans (le général Pinochet en a soixante-deux). Et que l'Eglise, quelques jours plus tôt, dans une déclaration largement diffusée, avait recommandé le choix d'une « personnalité de consensus ». C'est pourquoi, sans surprise, la désignation du général Pinochet a provoqué déception et colère.

Dès l'après-midi du 30 août, des milliers de jeunes opposants occupent le centre de la ville et, malgré l'intervention violente des forces de l'ordre, empêchent la concentration des partisans du dictateur sur la place de la Moneda. *El Mercurio*, journal proche du pouvoir, avait annoncé un rassemblement de trois cent mille personnes pour acclamer le candidat désigné ; huit mille à peine parviendront à se réunir, fortement protégés par des carabinieri, dans une atmosphère de camp retranché, cernées par les nuages de gaz lacrymogène. Les journaux télévisés du soir auront bien du mal à présenter des images de « foule en délire » acclamant le chef de l'Etat.

Le revirement de Washington

CE plébiscite est prévu par la Constitution de 1980, approuvée par référendum il y a huit ans. Elle n'entrera effectivement en vigueur que le 11 mars 1989, et les dispositions transitoires prévoient la désignation par la junte militaire, six mois avant cette date, d'un candidat à la présidence pour un mandat, non renouvelable, de huit ans. Cette candidature est soumise à plébiscite. Si, le 5 octobre, le « oui » l'emporte, le général Pinochet reste au pouvoir et organise des élections législatives avant la fin de 1989. Si le « non » gagne, le dictateur demeure encore à la tête de l'Etat jusqu'au 11 mars 1990, et organise, fin 1989, une élection présidentielle (à laquelle il pourrait théoriquement se présenter) et des élections législatives.

La télévision elle-même - très contrôlée par le pouvoir - a été contrainte de donner la parole aux leaders de l'opposition. Et cela bien avant le début de la campagne officielle pour le plébiscite, au cours de laquelle le Comité pour le « non » a pu diffuser des émissions de quinze minutes sur les trois chaînes nationales. Dès janvier 1988 - et pour la première fois depuis quatorze ans, - des émissions de débats politiques, donnant la parole à des partisans du régime et à des représentants de l'opposition, ont commencé à être diffusées : « Corrientes de opinion » sur la chaîne 11 ; « De cara al país » sur la chaîne 13 ; et « Derecho a respuesta » sur la chaîne 5 (4). C'est au cours d'une de ces émissions que M. Ricardo Lagos, chef du Parti pour la démocratie (PPD, socialiste), est devenu célèbre du jour au lendemain en interpellant en direct, l'index pointé vers la caméra, le dictateur : « Je vais vous rappeler, général Pinochet, vos promesses non tenues... » Tout le pays retint ce soir-là son souffle, interloqué par tant d'audace (5). Et l'opposition trouvait d'un coup le leader charismatique dont elle avait tant besoin.

Dans tous les cas de figure, et quel que soit le résultat de la consultation du 5 octobre, le général Pinochet reste donc, en principe, à la tête du Chili au moins jusqu'au 11 mars 1990. Pour faire accepter à l'opposition cette contraignante règle du jeu et une Constitution fort peu démocratique, le régime a dû faire des concessions politiques. Il a légalisé les partis d'opposition (à quelques exceptions près, en particulier celle du puissant Parti communiste interdit en vertu de l'article 6 de la Constitution, qui déclare illégal tout « groupement fondé sur la lutte de classes »). Le 2 février dernier, seize partis (dont le Parti démocrate-socialiste) se rassemblèrent dans une sorte de Front du refus et constituèrent le Comité national pour le « non ». Soutenu par l'Eglise et appuyé par les Internationalistes socialistes, démocrate-chrétien et libérale, ce Comité n'a cessé, en toute égalité, de harceler le pouvoir, réclamant sans cesse plus de liberté pour faire normalement campagne en faveur de ses thèses. Le dictateur a été contraint de céder, craignant un boycottage de l'opposition qui rappellerait, aux yeux de l'opinion internationale, le caractère odieux du régime.

La perspective de voir le général Pinochet demeurer au pouvoir jusqu'en 1997 a fait disparaître, chez beaucoup de citoyens, la peur. Depuis ce 30 août 1988, l'opposition occupe la rue et, sans craindre les risques (2), se comporte comme si les conditions d'une pleine démocratie étaient réunies. Elle prend ainsi le pouvoir au piège de ses propres promesses, puisqu'il a donné l'assurance que la campagne pour le plébiscite du 5 octobre se déroulerait dans le respect des règles démocratiques.

démocratique. C'était une conséquence de la politique de Washington en Amérique centrale ; les attaques contre les sandinistes au Nicaragua et contre le général Noriega au Panama, au nom de la démocratie, ne pouvaient être créditées que si Washington prenait également ses distances avec le symbole même de la dictature en Amérique latine, le général Pinochet. Dès juillet 1986, après qu'un jeune photographe chilien, Rodrigo Rojas, résident à Washington, eut été brûlé vif par des militaires à Santiago, la nouvelle attitude des Etats-Unis à l'égard du régime va devenir manifeste.

L'ambassadeur Barnes dénonce le comportement des forces de l'ordre, rappelle que le régime militaire a été maintes fois condamné par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, et assiste à la messe de funérailles au milieu de centaines de participants qui seront dispersés brutalement par la police à l'aide de gaz lacrymogène. M. Barnes reçoit les dirigeants de l'opposition et les responsables des organisations qui - comme le Vicariat de la solidarité - défendent les droits de l'homme.

Autre signe du changement américain : le Congrès a accordé, en 1987, 2,2 milliards de dollars à l'opposition démocratique pour l'aider dans sa campagne électorale. Cela a mis en fureur le dictateur qui, dans son message à la nation, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, dénonçait « cet agresseur étranger qui aide ceux

qui » et a publié plusieurs documents - dont un *Bilan économique et social du régime militaire* (9) - soulignant l'appauvrissement général de la population, la baisse des salaires réels (les plus bas d'Amérique latine, à l'exception de la Bolivie). Le pouvoir d'achat a diminué, depuis 1970, de 17 % ; les dépenses en matière sociale ont été réduites de 20 % et quatre Chiliens sur dix demeurent privés de sécurité sociale. Plus d'un tiers de la population active occupe des « petits boulots » (gardiens de voitures, cirqueurs, vendeurs ambulants...) (10). L'opposition reproche enfin de vendre à l'étranger, par le biais des privatisations et sous le pré-

texte de réduire le poids de la dette, une part de l'industrie et des richesses nationales. Un échec social est aussi un échec économique. Les seize partis du Comité pour le « non » ont publié, le 10 mai dernier, une sorte de projet commun de gouvernement, l'« Engagement économique et social ». Ils y formulent vingt et une propositions pour mettre l'économie au service de la nation et des citoyens (11). Il n'y est pas question de nationalisation ou de réforme agraire ; et on remarque une réconciliation avec l'entreprise privée, dont le « rôle trans-cendental dans le développement national est reconnu ».

Trois scénarios pour une crise

Le principal argument du pouvoir, au cours de sa campagne pour le « oui », a consisté à dire que le triomphe du « non » signifierait un retour au « chaos de l'Unité populaire ». En laissant revenir, à la veille du scrutin, des personnalités emblématiques proches de Salvador Allende, il a cherché à renforcer cet argument. Il n'ignore pas, en effet, que l'image de l'Unité populaire est négative pour beaucoup de Chiliens. Mais la simplicité et la brutalité d'un tel slogan ne semblent pas avoir convaincu. Les citoyens savent - et le pouvoir l'a assez dit naguère pour faire accepter sa Constitution - que le succès du « non » ne place pas automa-

L'opposition a pris de nombreuses mesures pour rendre la fraude pratiquement impossible (13) ; elle a placé des observateurs dans tous les bureaux de vote ; a mis sur pied - avec l'aide d'instituts de sondage étrangers - un système de vérification parallèle ; et a invité des personnalités de renom international à venir à Santiago le jour du plébiscite pour garantir l'impartialité du scrutin.

Restent les deux autres scénarios : le pire, l'optimiste, et l'optimiste, l'urgente. C'est sur ce dernier que mise l'opposition. Elle estime que, battu, le général Pinochet n'aurait plus la même représentativité au sein de son propre régime. Le camp du pouvoir peut alors se fracturer. Et une négociation deviendrait possible avec les forces armées pour établir les formes d'une transition pacifique vers la démocratie, comme cela a été récemment le cas en Argentine et au Brésil.

Si - en usant de la fraude - le dictateur s'entretient à vouloir conserver le pouvoir, ce serait le retour à la stratégie de la peur. L'opposition démocratique, fondée, se retirerait du jeu. Sonnerait alors l'heure de ceux qui, depuis longtemps, ont choisi la voie de l'affrontement contre le régime militaire et le recours aux armes ; par exemple, le MIR (Front patriotique) ou, surtout, le Front patriotique Manuel Rodríguez, que rejoindraient sans doute, sur le sentier de la guerre, des milliers de jeunes sans espoir venus du fond de leurs quartiers de misère.

LA GRAN TAPA NACIONAL



UN TRACT DE L'OPPOSITION, FIN AOUT 1988 (« LE GRAND CHABUT NATIONAL ») Comme si les conditions d'une pleine démocratie étaient réunies

qui trahissent leur patrie. Et qui dépense des millions de dollars pour s'ingérer de manière inacceptable dans nos affaires (6).

Le régime, dans sa campagne en faveur du « oui », a mis l'accent sur la « réussite » économique, sur la modernisation du pays et sur les « succès » en matière de développement. Il cite des indicateurs économiques toujours contestables parce que fondés sur des moyennes statistiques qui cachent les zones de pauvreté. L'économie se trouve dans sa cinquième année consécutif d'expansion. Le taux d'inflation, un des plus faibles d'Amérique latine, ne dépasse pas 20 %. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 5,7 %. L'activité a été stimulée par le dynamisme de nouveaux pôles de développement comme les zones de Copiapo (fruits), de Temuco (industrie) et de Puerto-Montt (forêt et pêche) ; et le bâtiment a connu une croissance considérable grâce à la construction de logements. Le taux de chômage est tombé à 7,9 % à la fin de 1987, « le niveau le plus bas de ces quinze dernières années (7) ». La valeur des exportations, en 1987, a augmenté de 24,4 % en raison de l'augmentation des ventes de cuivre stimulées par la hausse actuelle du cours mondial de ce métal et de l'accroissement du volume des exportations de fruits frais, de produits forestiers et de produits de la pêche. Le cuivre ne représente plus que 40 % de la valeur des exportations contre 80 % naguère. Le volume de la dette extérieure a été réduit, mais, par habitant, le montant de la dette reste parmi les plus élevés du continent. Au 31 mars 1988, le montant total de la dette était de 20,1 milliards de dollars. Les paiements d'intérêts de la dette, comme coefficient des exportations, sont tombés de 43 % à 26 % entre 1985 et 1987 (8).

L'opposition dénonce, de son côté, « les mythes de la campagne économi-

qui trahissent leur patrie. Et qui dépense des millions de dollars pour s'ingérer de manière inacceptable dans nos affaires (6).

Le régime, dans sa campagne en faveur du « oui », a mis l'accent sur la « réussite » économique, sur la modernisation du pays et sur les « succès » en matière de développement. Il cite des indicateurs économiques toujours contestables parce que fondés sur des moyennes statistiques qui cachent les zones de pauvreté. L'économie se trouve dans sa cinquième année consécutif d'expansion. Le taux d'inflation, un des plus faibles d'Amérique latine, ne dépasse pas 20 %. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 5,7 %. L'activité a été stimulée par le dynamisme de nouveaux pôles de développement comme les zones de Copiapo (fruits), de Temuco (industrie) et de Puerto-Montt (forêt et pêche) ; et le bâtiment a connu une croissance considérable grâce à la construction de logements. Le taux de chômage est tombé à 7,9 % à la fin de 1987, « le niveau le plus bas de ces quinze dernières années (7) ». La valeur des exportations, en 1987, a augmenté de 24,4 % en raison de l'augmentation des ventes de cuivre stimulées par la hausse actuelle du cours mondial de ce métal et de l'accroissement du volume des exportations de fruits frais, de produits forestiers et de produits de la pêche. Le cuivre ne représente plus que 40 % de la valeur des exportations contre 80 % naguère. Le volume de la dette extérieure a été réduit, mais, par habitant, le montant de la dette reste parmi les plus élevés du continent. Au 31 mars 1988, le montant total de la dette était de 20,1 milliards de dollars. Les paiements d'intérêts de la dette, comme coefficient des exportations, sont tombés de 43 % à 26 % entre 1985 et 1987 (8).

L'opposition dénonce, de son côté, « les mythes de la campagne économi-

LA COMETE AU RISQUE. LA COMETE REPASSE. N° 2 EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES. Aussi souvent que nécessaire.

Le philippin

ces ont été les architectes du « triomphe » de l'administration dans le tiers-monde... vers un système plus libéral... pines et en Corée du Sud... deux cas, les Etats-Unis ont... des initiatives venues d'Elm... ils ont soutenu une stratégie de... sation et de « démocratisation... dérer comme le meilleur moyen... manœuvrer la gauche, prévenir... risation et assurer la stabilité.

Placé sur les bases militaires

Les responsables américains ont... Il existe cependant des limites... capacité du gouvernement... M. Aquino de stabiliser la... (14). L'un des obstacles à... l'armée. Car il existe une... fondamentale entre le système... et celui qui prévaut dans... responsables élus dans... partageant le pouvoir politique... blissement militaire que... légué à son successeur. Les... souffrent aucune importance... affaires de sécurité et de... de veto dans d'autres... respecter les... dans leur... avec les... ont été à l'origine... la création de... par... M. Aquino... vient pas à la... sous son... aura, de... l'armée, l'armée... stabilité... gaude... mise, en plus... tions... représentations.



Philippines seraient de plus en plus...

Philippines seraient de plus en plus... de la suivre et à planer... grammes de classe no... politiques... Se pose enfin le problème... contradiction entre la stratégie... des Etats-Unis aux fins de... pays, et leur campagne, dans... finesse, destinée à couvrir les... tesques bases militaires. A... approche de 1991, année d'ap... par les bases, M. Aquino a... plus en plus coincée entre un... ment nationaliste et rapide... ment et les pressions de Washing... faveur d'un nouveau traité... soutien et l'élite philippine... s'opposent au pouvoir. Mais... leur maintien au pouvoir. Mais... pas exclu que, dans les... dominant, des voix se... pour lesquelles la rupture de... ambivalent » avec les Etats-Un... préférable à la dure... bilité, à la légitimité et à la... que constituerait, aux yeux de... lation, la reddition de la... propos de l'avenir des bases.

Religion Right in the Philippines... (10) A propos de l'Heritage... de son action comme le... et notamment de l'Heritage... novembre 1988 et l'Heritage... novembre 1988 et l'Heritage... (11) Lire Amnesty... place : armée... 1988, 11 pages, 17 F et... (12) New York Times, 19... (13) New York Times, 17... de prendre modèle sur... Catholic Institute for International... (14) Le Monde diplomatique... a publié un dossier sur... une démission philippine... le Monde diplomatique... L'Heritage philippin... l'Heritage philippin... par Francisco...

# La diplomatie américaine

(Suite de la première page.)

Le volume du rapport conjoint du Sénat et de la Chambre sur le budget du Pentagone a déçu entre 1970 et 1985. Si la Chambre consacrait seulement - en moyenne - une journée à l'examen du budget militaire dans les années 60, la durée des débats a tourné autour de sept jours de 1980 à 1986. Pendant cette même période, les amendements des élus ont été multipliés par douze.

Les présidents sont moins élus pour leur programme que parce que l'électorat, frustré et mécontent, rejette l'adversaire, ce qui provoque des tensions entre l'exécutif et le Congrès, et fait de l'instabilité un facteur constituant au système politique américain. Ce fut, à l'évidence, le cas en 1980 et en 1984 : M. Reagan à chaque fois l'a emporté facilement, alors que 45 % des électeurs potentiels ne s'étaient pas déplacés, mais les démocrates ont, en même temps, conservé le contrôle de la Chambre.

En dépit d'une incontestable popularité personnelle, le président n'a pu constituer une coalition stable pour appuyer ses projets à l'intérieur et à

l'extérieur, et moins encore pour triompher du scepticisme croissant de l'opinion à l'égard de son programme alors que, depuis 1953, ses prédécesseurs républicains avaient su imposer leurs vues grâce à l'alliance des élus de leur parti et des démocrates du Sud, mécontents de cette conjonction jusqu'en 1982; elle s'est ensuite progressivement désintégrée, en raison de son refus d'aider les industries textiles du Sud et de protéger les intérêts agricoles de la concurrence mondiale.

L'affaiblissement, sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de ce bloc conservateur a provoqué un conflit de plus en plus aigu entre l'exécutif et le législatif. Le Congrès a vivement résisté en 1984 à la volonté de M. Reagan d'augmenter les dépenses militaires. En 1986, les démocrates ont retrouvé le contrôle du Sénat et renforcé leur majorité à la Chambre. Ce fut la mort du reaganisme, de ses options conservatrices et floues à l'intérieur, de ses choix internationaux extrémistes. Aucun président ne pourra tenter pareille expérience à l'avenir (1).

## La fin du consensus populaire et le scandale de l'« Irangate »

La fin du consensus populaire qui, après 1946, permit aux présidents successifs de mener une politique extérieure agressive, sans se préoccuper de l'opinion, a toutes chances de peser lourdement sur les choix du futur gouvernement. La guerre du Vietnam a rendu les Américains hostiles aux inter-

ventions militaires; la volonté de MM. Carter et Reagan d'augmenter le budget de la défense a certes obtenu l'appui de l'opinion en 1980 et en 1981, car elle était soutenue par les deux partis, mais déjà, à partir de 1982, les Américains estimaient à trois contre un que ces dépenses étaient trop élevées.

Fin 1982, les sondages ont traduit l'opposition, à quatre contre un, à l'envoi d'un corps expéditionnaire au Salvador, le recours à l'usage des troupes n'étant approuvé dans pratiquement aucun cas. Au début de 1988, 58 % des Américains interrogés refusaient l'octroi d'une aide à la Contre-nicaraguayenne (2). Le Pentagone a bien compris que la force de tels courants d'opinion hypothèque sa liberté de s'impliquer à l'avenir dans des guerres locales (3).

Incapable d'innover, l'administration Reagan a aggravé les problèmes politiques, économiques et militaires qui sont ceux de la puissance américaine depuis plus de dix ans. Cet échec était prévisible dès le départ puisque, comme le souligna plus tard le directeur du budget, M. David Stockman, l'ancien gouverneur de Californie « n'avait qu'une idée des plus floues de ce que signifiait la politique économique de l'offre (4) ». Comme tous les chefs de l'exécutif, M. Reagan avait d'abord des électeurs à récompenser.

Jamais la volonté affirmée de s'en tenir à « la liberté du marché » ne fut violée de façon aussi flagrante que par le programme de soutien à l'agriculture dont bénéficièrent les Etats agricoles constituant le noyau dur parlementaire de l'appui au gouvernement Reagan. En 1983, 38 milliards de dollars furent débloqués principalement au profit du tiers le plus riche des fermiers, soit sept fois plus que la moyenne des années antérieures à la présidence Reagan. Depuis lors, les aides aux agriculteurs ont encore augmenté.

En 1983, un déficit budgétaire de 210 milliards de dollars, le refus présidentiel d'augmenter les impôts et de diminuer les dépenses, provoquèrent



LES RESPONSABLES DE L'ENQUÊTE SUR LES VENTES D'ARMES ILLÉGALES  
Une affaire montée par des aventuriers sans scrupules

une crise financière, interdisant tout accroissement du budget du Pentagone. Entre 1983 et 1988, le Congrès a voté des dépenses militaires inférieures de 130 milliards de dollars aux demandes de l'exécutif.

Il est prévisible que les déficits budgétaires resteront énormes au cours des prochaines années (162 milliards de dollars au moins en 1989) - ce qui laisse présager de nouveaux heurts sérieux entre la Maison Blanche et un Congrès dont l'électorat est prioritairement préoccupé par les problèmes intérieurs. Or, sauf exception, il n'a guère à attendre d'une augmentation des dépenses militaires ou de politique étrangère, celles-là mêmes que le président est le plus enclin à favoriser.

Il y a peu de risques que les futurs présidents commettent les mêmes erreurs diplomatiques que M. Reagan. Le poste de conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale fut créé en 1953; il a eu 16 titulaires dont 6 pendant les deux mandats de M. Reagan, témoignage accablant des luttes intestines incessantes qui ont agité la Maison Blanche. De plus, jamais depuis la seconde guerre mondiale un secrétaire d'Etat et un secrétaire à la défense ne s'étaient autant opposés que ne l'ont fait MM. Shultz et Weinberger. A la fin de 1986, l'affaire de l'« Irangate » et celle du « Contragate » ont fait chuter la crédibilité du gouvernement auprès du Congrès à son plus bas niveau.

Cet exemple étonnant de concentration du pouvoir en même temps que d'incapacité chez les conseillers du président n'a pas seulement renforcé la volonté d'autonomie du Congrès; il a surtout accru la méfiance de l'opinion à

l'égard des objectifs gouvernementaux et de la compétence de l'équipe au pouvoir. Ce scepticisme vis-à-vis de la classe politique fera partie de l'héritage du nouveau président. Le scandale du « Watergate », en 1973-1974, avait provoqué une crise constitutionnelle mettant en cause le pouvoir du président et ses relations avec le Congrès; l'abus de pouvoir se situait, aux Etats-Unis même, bien plus que dans le domaine des relations extérieures. En revanche, l'« Irangate » a privé de toute légitimité les instances où se décident la politique étrangère et les objectifs qu'elles poursuivent; ce nouveau scandale a mis au jour des appareils secrets, le mensonge, le détournement de principes et pris en main par des aventuriers.

Cette affaire a signifié l'arrêt de mort de la doctrine reaganienne selon laquelle il faut faire reculer partout le communisme et les mouvements révolutionnaires, chaque fois que cela est possible, en aidant toute force locale utilisable à cette fin. Depuis 1953, Washington avait le plus souvent mené des actions clandestines, moins coûteuses et plus efficaces que l'envoi de troupes conventionnelles, bien plus simples aussi à mettre en œuvre, des démentis restant toujours possibles en cas de divulgation ou d'échec. Alors que l'administration Reagan a prôné l'usage de la guerre clandestine bien plus que les gouvernements précédents, elle n'a pas davantage mis à contribution la CIA que la plupart d'entre eux. Mais la combinaison d'un discours belliqueux et d'une stratégie désastreuse diminuera la marge de manœuvre du prochain président en matière d'action clandestine.

## Les frustrations du Pentagone

Le futur gouvernement devra également trancher dans le vif de la querelle qui a opposé MM. Shultz et Weinberger, le premier étant favorable à un plus grand usage des troupes et à une application plus active de la doctrine Reagan. Des questions vieilles de trente ans. Mais l'important, en l'occurrence, est que M. Weinberger reflétait les convictions profondes des militaires.

Le Pentagone avait certes approuvé, en rechignant, la décision d'envahir la Grenade en 1983 et de bombarder la Libye en 1986, mais il s'est régulièrement opposé à l'utilisation des forces armées lorsqu'il n'était pas assuré de pouvoir ensuite les dégager rapidement. Depuis 1982, M. Weinberger et les chefs d'état-major se sont fermement prononcés contre l'envoi de troupes en Amérique centrale; ils hésitèrent à dépêcher des « marines » au Liban en 1982 et demandèrent ensuite leur retrait rapide. De fait, lorsque la Maison Blanche envoya 3 200 soldats au Honduras en mars 1988, elle ne consulta même pas M. Frank Carlucci, qui avait succédé à M. Weinberger en novembre 1987, pas plus que les chefs d'état-major. Et le Pentagone s'est résolument montré hostile à toute intervention dans la crise de Panama (5).

Dans un discours prononcé le 28 novembre 1984 et qui eut peu de retentissement à l'époque, M. Weinberger déclarait que les forces américaines devaient seulement être utilisées lorsque des intérêts vitaux des Etats-Unis étaient en jeu, et jamais à des fins symboliques et accidentelles; il minimisait de la sorte la crédibilité d'actions diplomatiques. Aucun engagement ne devrait être « décidé » en dehors d'une assurance raisonnable [du soutien du peuple américain et de ses représentants élus au Congrès (...)] pendant tout le temps nécessaire à la

victoire (6). Au cas où un tel accord existerait, il faudrait, soulignait-il, que les forces américaines fussent engagées au combat avec des effectifs et une puissance de feu suffisants pour l'emporter, après une claire définition des objectifs militaires et politiques.

En dépit des critiques constantes de M. Shultz à propos de la prudence des militaires et de l'accord donné par l'administration à l'aide clandestine aux mouvements appliquant la doctrine Reagan, il existe une différence fondamentale entre la livraison d'armes à l'UNITA angolaise et l'utilisation directe, bien plus dangereuse, de soldats américains.

La position de M. Weinberger devint celle du gouvernement à la fin de 1984, quand elle fut adoptée par le Conseil national de sécurité et par le président. Le désir d'éviter un nouveau borborygme - le « syndrome vietnamien » - imprégné encore en profondeur la pensée des militaires, et le futur président devra aussi tenir compte du frein que constitue la doctrine Weinberger - car ni le Congrès ni l'opinion publique ne sont prêts à accorder les pouvoirs illimités que les militaires estiment essentiels.

Avant même que le Congrès ne réduisît les demandes de crédits de

(1) Congressional Quarterly Weekly Report, 16 janvier 1988.  
(2) Andrew Kohut, « What Americans Want », Foreign Policy, printemps 1988.  
(3) Rand Corporation, Casualties, Public Opinion and Presidential Policy, R-3060, mars 1983.  
(4) David A. Stockman, The Triumph of Politics: Why the Reagan Revolution Failed, Harper and Row, New York, 1986, page 46.  
(5) International Herald Tribune, 18 mars 1988, New York Times, 14 avril 1988.  
(6) « The Use of Military Power », 28 novembre 1984, communiqué de presse du département de la défense. Voir aussi, lieutenant-colonel David T. Twining, Regulators, Journal of the US Army War College, vol. XV, n° 4, 1985.

« Un ouvrage de référence indispensable »

Le Monde

L'ETAT DU MONDE  
1988-1989

Annuaire économique  
et géopolitique mondial

L'ETAT  
DU MONDE  
1988-1989

Texte inédit

Relié, 640 pages, 130 F.

Le seul annuaire  
économique  
et géopolitique  
mondial !

Un panorama complet des événements économiques, politiques, diplomatiques les plus récents dans 170 Etats souverains et 27 territoires non indépendants.

LA DÉCOUVERTE

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

1988

NOUVEAU PRÉSIDENT

moins libre de ses choix

M. Reagan, le Conseil national de sécurité et le Pentagone tentèrent, en 1982, de donner la priorité aux engagements majeurs. Ils reconnaissent ainsi leur incapacité de mener à bien simultanément toutes leurs missions en cas de conflit régional d'importance, et a fortiori en cas de conflit avec l'URSS. La décision fut prise de privilégier l'Europe occidentale, tout en accordant une place essentielle à la défense des routes du pétrole dans le Golfe. Mais la liste des priorités du Conseil national de sécurité laissait ouverte la possibilité d'actions n'importe où dans le tiers-monde, chacune d'entre elles pouvant, comme en Indochine, immobiliser la machine de guerre américaine et donc bouleverser tous les plans et la capacité de les mener à bien. L'administration n'a toujours pas tranché cette question fondamentale de planification, et les hauts responsables ont publiquement avoué leur trouble à cet égard.

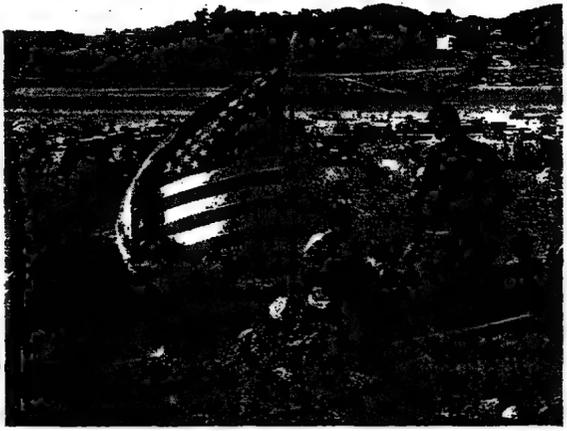
réflétant le conflit entre ressources limitées et objectifs illimités ont agité les planificateurs militaires depuis l'impatte de la guerre de Corée. Au début de 1983, au vu de l'énorme déficit budgétaire, des républicains, pourtant « loyalistes », s'insurgèrent contre les demandes présidentielles d'augmentation des crédits militaires. Idéologiquement, les élus étaient prêts à voter un budget qui, de 5,3 % du PNB en 1981, est passé à 6,4 % aujourd'hui, mais les pressions financières et politiques en ont cependant freiné l'expansion. Le Pentagone s'est ainsi retrouvé isolé et risqué de le demeurer. Le scandale des pots-de-vin, révélé en juin dernier, et dans lequel sont impliqués des dizaines de firmes et des centaines de

responsables passés et actuels est le plus grand de toute l'histoire du ministère de la défense. Enquêtes et procès vont durer des années, ternissant l'image des militaires et minant leur capacité à obtenir un appui financier identique à celui de l'après-1981. Une telle situation réduit bien sûr les possibilités de choix stratégiques du Pentagone et renforce son opposition à des interventions militaires à haut risque (8). En février 1988, ce dernier a décidé de réduire de 110 000 unités son personnel civil et militaire et de supprimer ou de différer un certain nombre de programmes d'armement. En 1986, il prévoyait, pour 1991, un budget de 400 milliards de dollars; aujourd'hui il parle de 334 milliards.

Un cercle fermé d'experts

DEPUIS 1948, rares sont les postulants à la présidence qui se sont aussi peu clairement exprimés sur les problèmes de politique étrangère que les actuels candidats. Leur seule ambition est la victoire. Les programmes des partis sont, comme à l'ordinaire, de peu d'utilité pour prédire ce que sera la diplomatie américaine. D'où l'importance d'une évaluation des facteurs politiques, économiques et diplomatiques qui ont pesé sur l'action des présidents pendant deux décennies. M. Bush a été un membre à part entière des gouvernements Nixon et Reagan; s'il est élu, il conservera le même personnel sans être capable de modifier réellement leurs idées et leur manière d'agir sur le plan extérieur. M. Dukakis a soutenu les principales initiatives de M. Reagan en matière de désarmement, mais il a demandé une augmentation des dépenses en armements conventionnels pour la défense de l'Europe. Soulignant l'importance

de l'OTAN, il a clairement dit son souhait de voir les partenaires des Etats-Unis renforcer leur potentiel militaire afin d'alléger le fardeau pesant sur le budget américain, qu'il voudrait voir diminuer de 3 %. Il a critiqué la politique de M. Reagan en Amérique centrale, mais ses idées de rechange sont vagues. A vrai dire, rien n'a été proposé par lui qui constitue une alternative à la politique de MM. Reagan et Bush. M. Dukakis est très dépendant de Harvard, qui lui fournit ses experts en questions intérieures et internationales. Il se trouve de la sorte intégré dans le plus important des groupes composant l'univers restreint où s'élabore la politique étrangère. Un groupe qui a tenu la plupart des postes-clés depuis que Kennedy fit venir à Washington en 1960 de nombreux professeurs de Harvard. Même dans l'entourage de M. Reagan, nombreux sont les idéologues néo-conservateurs qui ont fait partie de cette élite au cours de leur carrière et



L'INVASION DE LA GRENADE EN 1983. Une opération acceptée par l'armée parce que peu risquée.

qui vont la retrouver. Le groupe de « faucons » composant la commission sur la stratégie intégrée à long terme (Commission on Integrated Long-Term Strategy), qui, en janvier dernier, réclama des dépenses militaires accrues, avait notamment pour membres deux des principaux conseillers de M. Carter, MM. Zbigniew Brzezinski et Samuel Huntington, ainsi que M. Kissinger (9). M. Joseph S. Nye Jr., ancien sous-secrétaire d'Etat adjoint de M. Carter, qui a dirigé l'un des centres d'études internationales de Harvard et qui passe pour le plus influent conseiller de politique étrangère de M. Dukakis, est, depuis des années, membre de cet establishment soudé et il a travaillé avec M. Huntington et des républicains. M. Nye a souligné l'importance de l'OTAN, qui, selon lui, doit constituer une préoccupation plus importante que le tiers-monde; il a approuvé le programme d'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan, ainsi que la politique menée dans le Golfe et à l'égard de la Libye, en faisant seulement de modestes réserves sur certains aspects de l'actuelle diplomatie américaine.

ques qu'il fait courir à l'économie américaine et au monde entier. Et, dans la mesure où la diplomatie américaine reflète moins les vœux du président que les possibilités du pays, les relations entre la Maison Blanche et le Congrès s'annoncent tendues.

On voit mal comment l'élu de 1988, démocrate ou républicain, pourra faire face aux défis économiques, militaires, politiques que devront affronter les Etats-Unis après 1988. Et c'est le Congrès qui, plus que jamais, diagnostiquera et mettra en lumière ses échecs attendus. Ce dernier n'est que rarement désireux de modifier de façon significative ou d'empêcher l'action de l'exécutif - s'il le fait, c'est surtout lorsqu'il s'agit de comprimer les dépenses, - mais il peut grandement compliquer la tâche du président. Car c'est surtout au Congrès que s'expriment de nos jours les intérêts conflictuels de la société alors que la puissance américaine trébuche de plus en plus, en réaction à des forces économiques et politiques hors de son contrôle, que ce soit aux Etats-Unis ou à l'étranger.

GABRIEL KOLKO.

(7) Lieutenant-colonel John S. Fulton, Military Review, février 1986. Autres publications concernant les conflits de faible intensité: Military Review, août 1986, décembre 1987, mars 1988; Parameters, vol. XV, n° 3, 1985; et surtout D. Michael Shafer, Deadly Paradigms: The Failure of US Counterinsurgency Policy, Princeton University Press, 1988.

(8) Frederick H. Black, Military Review, décembre 1987.

(9) Lire Michael Klare, « Dissension sélective et vieilles recettes », le Monde diplomatique, mai 1988.

Les frustrations du Pentagone se manifestent dans de nombreux autres domaines, notamment à l'égard de la doctrine des « conflits de faible intensité », adoptée en 1986 par l'état-major. Depuis lors, de nombreux officiers ont critiqué ce concept dans des publications militaires officielles, soulignant son imprécision et le qualifiant de « famille adoptive doctrinale pour concepts orphelins de guerre » (« doctrinal foster home for orphaned warfare concepts »). Ils ont essentiellement présenté cette doctrine comme une nouvelle mouture de la confuse théorie de la contre-insurrection qui a entraîné les Etats-Unis au Vietnam et pourrait se révéler aussi dangereuse à l'avenir si elle n'était pas clarifiée, ou, comme beaucoup l'ont conseillé, rejetée (7).

Ceux qui ont eu la plus grande expérience du Vietnam sont aussi ceux qui la critiquent le plus. Des débats de ce genre, qui ébranlent la confiance, risquent de se poursuivre dans les milieux militaires. Des tensions semblables



La loi de Rambo

NOUS avions vu Rambo être la figure emblématique de l'Amérique libérale. Nous avions vu défiler sur nos écrans des justiciers à la Charles Bronson, nettoyant les villes de la pègre sans s'embarrasser de ces instances dédaignées que sont la loi et la justice. Nous ignorions pourtant que la réalité, une fois de plus, allait dépasser la fiction. Dans sa livraison du 12 septembre 1988, l'hebdomadaire américain US News and World Report retracé, dans le plus pur style des aventures de SAS, une étonnante aventure de « légitime défense » à l'échelle internationale. L'histoire commence en janvier 1986, dans le bureau ovale de la présidence. M. Ronald Reagan signe une directive secrète définissant une nouvelle stratégie antiterroriste: elle autorise la CIA à identifier les responsables de crimes commis contre des Américains à l'étranger et à « aider à les amener aux Etats-Unis pour passer en jugement ». Au nom de la même conviction antiterroriste, en octobre 1986, la France avait perébré le premier détournement d'avion de l'histoire, pour mettre la main sur les dirigeants du FLN algérien.

chés sains et saufs, mais la prise d'otage est un délit passible de poursuite devant les tribunaux américains. La mécanique s'enclenche. D'abord à Beyrouth, puis à Chypre où Younis s'est installé. Rien ne manque au scénario: corruption, manipulations, « sonorisation » d'apparements... activités bien sûr illégales mais revendiquées au nom de « principes supérieurs ». Younis, pourtant décrit par les autorités de Washington comme un terroriste important, est curieusement à court d'argent. Sous prétexte d'un rendez-vous sur un navire avec un collègue de la douane censé l'engager, il gagne la haute mer avec un agent double, dans la nuit du 12 septembre 1987: là, dans les eaux internationales - c'est du moins ce qu'affirment des officiers à US News and World Report, - il est arrêté. Et se retrouve les deux poignets césés. Enfermé à bord du bateau, interrogé pendant quatre jours, il passe ses heures complètes, mais se rétracte dès son arrivée aux Etats-Unis et sa prise de contact avec un avocat: il accusera ses ravisseurs de ne pas l'avoir soigné, de ne pas l'avoir laissé boire et de l'avoir interrogé dans une pièce étouffante. Le juge chargé de l'affaire ayant accépté ses plaintes, le procès est pour l'instant en attente.

« Vous pouvez vous enlever, pas vous cacher », avait lancé le président Reagan aux terroristes. En octobre 1987, le Congrès avait ordonné au Nicaragua un citoyen américain, M. Paul Fisher. Le prochain objectif de ces nouveaux Rambo sera-t-il de ramener aux Etats-Unis les responsables de ce crime ? ALAIN GRESH.

Vingt-neuf ans plus tard, en octobre 1985, Israël bombardait le quartier général de l'OLP à Tunis. En avril 1988 ses services secrets assailleraient, toujours en Tunisie, un de ses dirigeants, Abou Jihad.

Fort de l'autorisation de leur gouvernement, les agents de la CIA se mettent au travail et localisent, à Beyrouth, M. Fawaz Younis, un des responsables présumés du détournement d'un avion jordanien, le 11 juin 1985. Parmi les passagers figuraient trois Américains, qui avaient été relâ-

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

Advertisement for LE MONDE diplomatique magazine. Includes a table of subscription rates for various regions and a form to request a specimen copy.

Advertisement for ALTERNATIVES ECONOMIQUES magazine, issue n° 60, October. Features the article 'Immigrés L'AVENIR ENSEMBLE' and provides contact information for the publisher.

UN DÉFI POUR l'Amérique... (Vertical text on the left margin, partially obscured by a large graphic of a person's face).

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT

Le logement, vitrine des

**Localisation et qualité de l'habitat contribuent largement aux inégalités entre citoyens. Pendant plus d'un siècle les gouvernants ne se sont guère préoccupés de loger décentement les classes populaires. En France en particulier, où il a fallu attendre les années 50 pour qu'elles accèdent au confort « bourgeois » des grands ensembles des banlieues avant que l'accès à la propriété individuelle ne soit parée de toutes les vertus. Mais des millions de personnes vivent encore dans des conditions inacceptables.**

Par **CHRISTIAN ARNAUD**

La sélection par l'argent à la ségrégation urbaine, l'inégalité des conditions de logement est trop visible pour que les citoyens n'en aient pas conscience. Elle fait partie de leur vie quotidienne et n'est pas près de se tarir. Certes, les politiques volontaristes menées depuis des décennies, les aides directes et indirectes — plus de 100 milliards de francs par an (1) — apportées en France par la puissance publique parviennent à corriger les effets les plus brutaux de la loi du marché. Mais elles engendrent aussi privilèges et discriminations, qu'elles sont précisément censées combattre. Surtout, les mutations en cours et à venir modifient les besoins sociaux. Elles invitent à réfléchir autrement à l'avenir de la ville si l'on ne veut pas voir apparaître de nouveaux types d'exclusions.

Depuis les années 50, la France a connu une expansion urbaine tardive mais rapide et massive : près d'une personne sur deux vit aujourd'hui dans une agglomération de plus de 100 000 habitants (46,4 % en 1988 contre 27,3 % en 1954 (2)). Dans le même temps, les propriétaires (ou

\* Urbaniste, consultant en économie publique.

accédants à la propriété) occupent leur logement sont devenus majoritaires (51,2 % des ménages en 1984 et vraisemblablement 53 % en 1988, contre 15 % de locataires d'HLM et 20 % pour le secteur libre (3), et l'habitat en maison individuelle (54,5 % en 1984 contre 42,2 % en 1954) l'emporte désormais sur le collectif. Enfin, depuis 1985, ce n'est plus l'alimentation mais le logement qui occupe la première place dans le budget des ménages (4).

Le dessin planificateur ne s'est pas borné à urbaniser la France ni à encourager l'accès à la propriété. L'évaluation du coût de l'habitat qui en est résultée correspond aussi à un objectif initial. Avec la réforme du financement du logement en 1977, le législateur prônait appui sur l'idée, largement répandue dans la majorité conservatrice, que les Français ne dépensent pas assez pour se loger et que se développaient trop de rentes de situation parmi les locataires d'HLM. Les nouveaux locataires, beaucoup plus chers, obligent à consentir un effort représentant 24 % du revenu pour les personnes gagnant le SMIC ou moins (5). L'aide personnalisée au logement (APL) conçue comme la clé de voûte de l'ensemble du dispositif pour solvabiliser les ménages aux ressources les plus faibles favorise à la fois l'offre aux plus pauvres et à ceux qui approchent les plafonds de ressources qui conditionnent le verse-

ment (6). Paradoxalement, celui qui perçoit un revenu d'une fois et demie à deux fois le SMIC rencontre des difficultés toutes particulières pour se loger dans quelque secteur que ce soit. Quant aux accédants à la propriété bénéficiant d'une substantielle APL, ils consentent malgré tout un taux d'endettement critique qui les fragilise davantage, comme on le voit depuis 1986-1987, avec l'accumulation dramatique des difficultés de milliers d'entre eux, pouvant aller jusqu'à la saisie de la maison, elle-même insuffisante pour annuler l'endettement (7).

Les mécanismes d'exclusion incidents dans le secteur social ne résultent pas seulement des effets de la réforme de 1977. Sur l'ensemble du parc d'HLM règnent le désordre des loyers et des écarts de prix qui ne s'expliquent pas par une différence de service rendu. [Les fichiers départementaux et locaux des mal-logés ne démontrent pas (que l'on construise ou non)]. Les règles d'attribution varient considérablement entre les instances disposant d'un droit à cet égard : préfet, maire, entreprise (au titre du %) ; d'une ville ou d'un organisme à l'autre ; ici le locataire aura été choisi parce qu'il habitait depuis longtemps dans la commune ; là il aura été désigné de façon discrétionnaire par son patron ; ailleurs, il aura été placé dans le contingent des fonctionnaires, etc.

Car les classes dirigeantes, livrées à elles-mêmes, savent définir avec beaucoup de clarté les lieux respectifs du gotha et des ghettos. Le rejet des populations indésirables en périphérie, toutes catégories de travailleurs manuels confondues, va de pair avec la concentration dans les mêmes cités des familles dites « lourdes » et des cas sociaux. Ce traitement formidablement inégalitaire de l'espace urbain est une constante de l'urbanisme, de Haussmann à nos jours. Ses effets risquent d'être considérablement amplifiés à l'avenir, car la qualité de la ville, du milieu et des réseaux qu'elle offre est de plus en plus considérée en cette fin de siècle comme un facteur déterminant de développement des activités économiques et de la création d'emplois. Il faut un angélisme certain pour admettre que, à l'horizon 2000, l'allure du besoin annuel se tasserait à deux cent soixante mille logements, scénario minimal de l'INSEE.

Plus sensible à ce que signifie la notion de ménage aujourd'hui, [son mode de constitution dans le temps et dans l'espace urbain], l'Institut national d'études démographiques (INED)

(1) Principalement réparties, en 1987, entre les « aides à la pierre » : plus de 30 milliards de francs, les « aides à la personne » : environ 40 milliards de francs et les aides fiscales et bonifications d'intérêts : plus de 30 milliards de francs (*Le Monde*, 9 septembre 1988).

(2) INSEE, *Données sociales 1987*, page 316.

(3) INSEE, *Dossier habitat* (enquêtes sur le logement de 1963 et 1984). Pour 1984, la répartition par statut se présente ainsi (en pourcentage du nombre total de ménages) : propriétaires non accédants : 26,8 % ; accédants à la propriété : 24,4 % (dont 13,7 % en prêts aidés) ; locataires HLM : 14,4 % ; locataires bénéficiant de la loi de 1948 : 3,5 % ; locataires du secteur libre : 20,5 % ; logements gratuits : 8 % ; divers : 2,6 %.

(4) M. Mouzardier, « L'évolution du budget des ménages, le poids des dépenses d'habitat et de transport », *Economie et statistique*, n° 207, février 1988.

(5) Déclaration de M. Lair (président de la Fédération des SA d'HLM), rapportée par *Le Monde* du 10 juin 1988.

(6) De l'ordre de 11 000 F par mois selon la situation de famille.

(7) Les accédants aux prêts sociaux à la propriété (PAP) sont, en moyenne, de six ans plus jeunes que la génération précédente d'emprunteurs. Leurs remboursements progressent fortement et les exonérations disparaissent après la cinquième année. Cette échéance, déjà difficile en elle-même, coïncide

chiffre ainsi la montée des besoins annuels de construction : 365 000 logements entre 1986 et 1990 ; 387 000 logements entre 1990 et 1995 ; 402 000 logements entre 1996 et 2000.

L'ampleur de la demande à l'horizon 2010 ne résulte pas tant d'une expansion de la population totale (très modérée) que du nombre de nouveaux ménages (200 000 par an), correspondant lui-même à une réduction de leur taille moyenne (3,2 personnes en 1984 ; 2,7 personnes en 1982 ; 2,2 personnes en 2010 (13)). Cette montée des ménages d'une ou deux personnes seulement va certainement solliciter davantage le secteur locatif et un habitat bien situé en ville. Or, à une idée de la réalité de ce besoin en notant que, en 1986, 57 % des jeunes de vingt et un ans à vingt-quatre ans vivent toujours chez leurs parents, alors que cette proportion atteignait seulement 33 % au début de la décennie. Or, de 1978 à 1984, le nombre de logements privés loués libres accuse une baisse annuelle moyenne de 58 000, statistiquement compensée par la construction HLM pendant la même période.

Les objectifs quantitatifs restent plus que jamais tributaires d'une

sovent avec des charges complètement nouvelles ou imprévues (scolarisation des enfants, divorce, chômage) et qu'il est trop dur d'assurer simultanément.

(8) A titre d'exemple, l'offre d'un logement locatif neuf géré par une grande compagnie d'assurances dans un quartier excentré du Paris dit « populaire » (dans le jargon de la FNAIM, par opposition à « Paris classique », « Paris convoité, quatrième secteur ou emplacements exceptionnels ») en traitait l'an passé dans une fourchette de 90 F à 100 F le mètre carré (hors chauffage). Autrement dit, il fallait gagner 12 000 F par mois pour disposer d'un studio.

(9) La déréglémentation croissante permettrait (derniers trimestres 1988) de trouver des prêts conventionnés dans une fourchette de 9,5 % à 10,9 %, des prêts libres entre 9,6 % et 13,5 % (*Le Particulier Immobilier*, septembre 1988), tranches de 10 000 F, empruntés sur vingt ans, cela revient à des mensualités constantes de 93 F à 125 F hors assurance.

(10) *Le Marché de l'immobilier 1987-1988*, revue de l'habitat français, 20 mai 1988, page 241.

(11) *Le Marché Immobilier parisien en 1987*, revue de l'habitat français, 20 juillet 1988, page 361.

(12) Circulaire n° 88-30 du 29 mars 1988, (ministère de l'équipement).

(13) « Logement : les besoins des Français en l'an 2000, un essai de qualification des scénarios possibles pour l'habitat », Michel Mouzardier, *Le Monde*, 20 mai 1988.

Les lieux respectifs du gotha et des ghettos

S'AGISSANT du secteur libre, la sélection par le niveau de ressources reste le principe général quoique non exclusif. Sans relations locales, le candidat locataire ne peut rien espérer s'il n'écipe pas à la fois d'un revenu d'au moins quatre fois le loyer et d'un emploi garanti (8). S'il s'agit d'un renouvellement de bail, il doit s'attendre à un « dérapage » d'au moins 5 % à 20 %, selon l'estimation minimale de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM). Pour l'attribution de prêts non aidés destinés à l'achat d'un logement, les banques appliquent des ratios d'endettement maximal modulés par une sorte de coefficient de considération sociale (9). Pour la vente des logements neufs, « la FNAIM constate que la barre des 10 000 F le mètre carré est

atteinte dans toutes les capitales économiques de province (10) », avec des pointes de 13 000 F à 15 000 F (Lyon, Nîmes, etc.) ; à Paris, la moitié des transactions sur le parc ancien s'effectuent à plus de 10 000 F le mètre carré, et le prix de l'ancien confortable se rapproche de celui du neuf (11).

S'agissant enfin des personnes exclues, qui sont au moins un million et demi en comptant les chômeurs en fin de droits, les sans-ressources et les sans-abri, l'Etat commence seulement d'entreprendre de coordonner des moyens administratifs et financiers pour aider les organismes d'HLM à jouer un rôle social en offrant notamment des logements anciens, sommairement améliorés mais intégrés à un environnement urbain, point capital dans une optique de réinsertion (12).

La conquête inachevée

Par **ROGER-HENRI GUERRAND**

Alors dix-neuvième siècle la société industrielle a rendu au mot « travail » sa signification latine, celle d'un instrument de supplice. L'enfermement dans les usines a souvent dépassé les douze heures par jour, sans distinction de sexe ni d'âge pour l'ensemble de la population ouvrière. En sortant de ces bagnes — aux horloges parfois truquées, — les pires conditions de logement que l'Europe ait jamais connues attendaient les membres des classes souffrantes : la pièce unique fut le lot commun jusque bien après la première guerre mondiale (1).

Il faut attendre les dernières décennies du siècle pour voir se dessiner en Europe un mouvement, animé par des « philanthropes », qui entame un combat en faveur du bon logement destiné à tous. Ces « idéalistes » — tous issus des classes dirigeantes — sont fortement stimulés dans leur nouvelle vocation par une terrible menace : le socialisme, qui condamne la propriété privée sous toutes ses formes ; un contre-feu doit être allumé pour arrêter cette horrible doctrine. Il convient de prouver, sur le terrain social, que le libéralisme triomphant est aussi une idéologie du bonheur.

L'exemple des Pays-Bas

La loi du 30 novembre 1894, votée par une Chambre dont huit députés seulement pouvaient être considérés comme des prolétaires, fut la première pierre de l'édifice législatif français concernant le logement des masses. Préparée par les « philanthropes » de la Société française des habitations à bon marché (HBM), fondée en 1889 et qui ne dissimulait nullement leurs objectifs anti-collectivistes, elle contenait cependant de très intéressantes dispositions puisque la Caisse des dépôts et consignations — garant de l'épargne populaire — était autorisée à prêter des fonds destinés à construire des logements pour les petits salariés. Le conseil de surveillance de la Caisse fit aussitôt front contre une utopie aussi folle et l'argent ne fut avancé que très parcimonieusement : en 1905, 1 500 HBM à peine étaient sorties de terre.

L'année suivante, la première enquête sur les conditions de logement des Français portant sur 616 villes dépassant 5 000 habitants révélait une situation d'encombrement et d'insalubrité que les enquêteurs sociaux signalaient depuis plus d'un demi-siècle. A Paris, le conseiller municipal

\* Professeur à l'école d'architecture de Paris-Belleville.

Ambroise Rendu, pourtant inculpé de socialisme, faisait connaître à ses collègues les six premiers « îlots insalubres » qu'il venait de localiser ; en 1939 on en dénombra quinze dans la Ville Lumière.

A la veille de la première guerre mondiale, de semblables constats pouvaient être dressés dans toute l'Europe. Les principales villes de Grande-Bretagne renfermaient d'effrayantes *slums* décrits par Charles Dickens ou Jack London tandis qu'à Berlin, où le recensement de 1885 avait comptabilisé 163 000 logements composés d'une pièce et d'une cuisine et 24 088 caves abritant 91 426 personnes, certains travailleurs célibataires ne trouvaient à louer que la moitié d'un lit. Quant à la « fête impériale », à Vienne, il semble que le nombre des participants en soit assez limité : en 1900, 104 463 personnes vivaient en sous-location dans une pièce.



DES HLM A COLOMBES, DANS LES ANNEES 30  
L'accès progressif au confort « bourgeois »

Dans ces pays également, un effort législatif s'amorça — les travaillistes et les sociaux-démocrates commencèrent à donner de la voix — et des textes parurent. Ils sont remarquables à cause de l'importance des pouvoirs concédés aux autorités locales en matière de constructions réservées aux personnes de faibles revenus : de telles dispositions étaient alors impossibles en France par crainte du « socialisme municipal » prôné par les « possibilistes », disciples du docteur Paul Brousseau.

Le meilleur exemple de ce que peut donner le « municipalisme » quand il s'appuie sur de fortes traditions civiques peu à peu structurées depuis le Moyen Age reste incontestablement celui des Pays-Bas, au début du vingtième siècle. Ici, dès la prise de conscience du problème, l'élan a été à la fois philanthropique et associatif, les classes dirigeantes et le mouvement ouvrier agissant dans le même sens, les féministes jouant de leur côté un rôle unique en Europe dans la dénonciation des taudis.

En 1901, les Pays-Bas se dotent d'un texte capital qui confie à chaque commune une quasi-souveraineté sur tous les problèmes concernant l'urbanisme et le logement. A Amsterdam, le leader social-démocrate Marinus Wilbaut fait de sa ville la Mecque du logement social avant 1914. On chercherait en vain un architecte néerlandais de stature internationale — ainsi Berlage et Oud — qui n'ait pas construit un immeuble destiné au plus humble de ses concitoyens. En réalité, ce sont des milliers de logements — la municipalité d'Amsterdam les fait aujourd'hui visiter — qu'ils ont procurés à la classe ouvrière, non une contribution en forme d'aumône.

« Faire des conservateurs »

PENDANT ce temps, en France, on continue de « bricoler », les dirigeants socialistes, Jules Guesde et Paul Lafargue, préférant passer leur temps à faire l'exégèse des textes sacrés en renvoyant la solution des problèmes quotidiens aux lendemains du Grand Soir tout proche. Seuls les anarchistes luttent pratiquement contre les « proprios » par leurs opérations de démantèlement « à la cloche de bois », qui inquiètent la presse bourgeoise mais ces actions ponctuelles n'apportent aucune solution d'ensemble au problème.

La classe dirigeante croit toujours possible de mettre un terme aux luttes sociales en facilitant l'accès à la propriété : « Faire des citoyens des propriétaires, c'est aussi faire des conservateurs », déclare Alexandre Ribot, l'un des plus habiles politiciens de la droite. Il obtient, à l'unanimité, le vote de la loi du 10 avril 1908 : elle institue les sociétés de crédit immobilier permettant d'emprunter, à un taux n'excédant pas 3,50 %, la somme nécessaire à la construction d'un modeste pavillon. Là encore, une réforme : en un demi-siècle, les nouvelles caisses ne permettront pas la construction de plus de 400 000 logements, soit 8 000 par an. Il aurait peut-être fallu, conjointement, augmenter les salaires.

C'est dans l'immédiat après-première guerre mondiale que d'audacieuses politiques de logement vont être menées dans les principaux pays ayant participé au conflit mondial. Dans le discours du Trône du 11 avril 1919, le roi George V lance une vigoureuse attaque contre la maison maisaine et annonce une politique d'ensemble menée par l'Etat. Elle portera ses fruits. De 1919 à 1938, 3 665 014 maisons seront construites, soit 183 000 par an tandis qu'un tiers de l'habitat était rénové.

(1) Voir notre thèse, *Les origines du logement social en France, 1866*, complétée et rééditée en 1987 sous le titre *Propriétaires et locataires*, Editions Quilès, Paris.

DÉMOCRATIE  
agrégation  
un dro  
des spéculat



LA GRÈCE FACE AUX DÉFIS DE LA MODERNISATION

Blocages culturels et ajustements politiques à Athènes

RÉGION dont l'instabilité inquiète aussi bien Moscou que Washington, les Balkans bénéficient actuellement d'une réelle détente. Surtout après les rencontres, en janvier et en juin derniers, entre les premiers ministres de Grèce et de Turquie.

Mais de nombreuses hypothèques pèsent sur l'avenir de M. Papandréou, au pouvoir à Athènes depuis 1981, alors que son pays - qui assume jusqu'à la fin de 1988 la présidence de la Communauté européenne - ne parvient toujours pas à se doter d'une administration moderne.

Par JEAN CATSIAPIS \*

« République bananière ! » « Gouvernement de l'incapacité et de l'ignominie ! » C'est en ces termes peu aimables qu'une large fraction de la presse française a désigné la Grèce et ses dirigeants dans les semaines qui, en juillet dernier, ont suivi la tragédie du bateau City of Povoï, alors même que ce pays commençait à assumer pour la seconde fois depuis son adhésion au Marché commun, en 1981, la présidence semestrielle des Communautés européennes. Les accusations portées par Athènes, à l'évidence sur la base de fragiles témoignages, à l'encontre de touristes français eux-mêmes victimes du terrorisme international ont pu faire croire que l'Etat hellénique ne disposait ni d'hommes politiques véritablement responsables ni de services de police d'une grande efficacité.

A vrai dire, ce petit pays de 10 millions d'habitants n'a pas encore été en mesure, depuis la proclamation de son indépendance il y a un siècle et demi, de se doter d'une administration capable de répondre aux exigences de notre époque. Sans cesse, la formation de l'appareil d'Etat fut entravée par des guerres extérieures en vue de libérer des territoires à peuplement hellénique sous domination étrangère, ainsi que par une multitude de coups d'Etat et de dictatures, dont la dernière a duré plus de sept ans, de 1967 à 1974. L'armée a ainsi longtemps constitué la seule force organisée. Le pays fut d'abord soumis à un triple protectorat de droit, de la France, du Royaume-Uni et de la Russie, jusqu'à la première guerre mondiale; puis à un protectorat de fait, depuis près de quarante ans, de la part des Etats-Unis, dont le poids a été déterminant, du moins jusqu'à ces dernières années, sur l'évolution de sa politique intérieure. De sorte qu'il ne dispose toujours pas de rouages administratifs fonctionnant de façon cohérente.

Foncièrement individualistes, attirés par le commerce et les professions libérales, dépourvus de toute tradition de service public, les Grecs nourrissent à l'égard de l'Etat une rare méfiance. La fonction publique, dont le recrutement relève essentiellement du clientélisme, n'attire guère les élites et se caractérise par une médiocrité certaine. Le gouvernement du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) de M. Papandréou, au pouvoir depuis 1981, n'a pas su, plus que ses prédécesseurs, établir une administration moderne. A cet égard, toutes les tentatives entreprises depuis 1974 pour faire revenir au pays les milliers d'intellectuels grecs qui peuplent les universités d'Europe et des Etats-Unis depuis le début des années 60 ont échoué. Cette émigration forcée a vidé le pays de l'essentiel de ses forces vives, de sorte qu'il est encore privé aujourd'hui de cadres de haut niveau.

Les nombreuses réformes administratives ébauchées avec enthousiasme en 1981 par le pouvoir socialiste ont rapidement tourné court ou se sont lentement enlisées. Ainsi la mise en place d'un nouveau système de santé dans un pays qui compte, en Europe, l'un des plus forts pourcentages de médecins par rapport à la population, mais dont les malades atteints d'une affection grave préfèrent se faire soigner à l'étranger, n'a pas connu, faute de moyens financiers suffisants, le succès escompté. La décentralisation administrative, grâce à laquelle les municipalités exercent des compétences nouvelles, semble piétiner depuis les succès de la Nouvelle Démocratie, le parti d'opposition de droite, aux élections locales d'octobre 1986. Et les services de l'éducation nationale, dont les structures sont d'un autre âge et le niveau très faible, demeurent paralysés depuis plusieurs années par d'incessantes grèves d'enseignants, de lycéens et d'étudiants.

Priorité à l'économie

A son accession au pouvoir en 1981, le gouvernement socialiste hérite d'une situation économique caractérisée par un fort taux d'inflation (22,5 % en 1981) et un important déficit de la balance des paiements. Dans une première phase, M. Papandréou pratique une politique de relance en revalorisant les bas salaires et les retraites, ainsi qu'en accroissant les dépenses sociales. Cette politique est remise en cause dès 1982, avec l'instauration d'un sévère contrôle des prix dont les résultats ne seront pas très probants. Dans les semaines suivant les élections législatives de juin 1985, gagnées pour la seconde fois par le PASOK et alors que M. Papandréou avait promis pendant la campagne des « jours meilleurs », sera instaurée une

politique d'austérité avec un plan de stabilisation de l'économie de deux ans : la drachme est dévaluée de 15 %, le système d'indexation des salaires sur les prix est supprimé et un prélèvement exceptionnel est appliqué sur l'ensemble des revenus.

Cette politique de rigueur devait permettre certes de restaurer l'économie chancelante, mais elle a aussi été justifiée par la nécessité de préparer la Grèce à l'ouverture du marché unique européen. Les lourds sacrifices imposés à une population habituée à vivre au-dessus de ses moyens n'auront pas été inutiles. Des résultats limités, mais non négligeables, ont été obtenus grâce au plan de stabilisation, mais aussi à une conjoncture économique favorable. Le maintien du dollar à un niveau relativement bas et l'important afflux de devises découlant de bonnes saisons touristiques ont permis de réduire en deux ans le montant du déficit de la

balance des paiements de 3,275 milliards à 1,291 milliard de dollars. Mais l'inflation, qui, durant la même période, fléchit seulement de 25 % à 15,7 %, demeure le point noir. Car la Grèce est le pays de l'Europe communautaire le plus atteint par la hausse des prix. Il est vrai que l'introduction de la TVA en 1987, qui a remplacé de nombreuses taxes inadéquates et modernisé le système fiscal, a entraîné par un effet mécanique un surcroît d'inflation de un à deux points.

De fait, ce sont des raisons d'ordre structurel qui expliquent les grandes faiblesses de l'économie. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la Grèce est assujettie à la lourde charge de dépenses militaires qui représentent environ 7 % de son revenu national. Membre de l'OTAN, possédant des frontières communes avec l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie, elle entretient une armée importante où les jeunes accomplissent un service de deux ans. En outre, redoutant les visées expansionnistes de la Turquie voisine, qui appartient pourtant à la même alliance, elle se trouve entraînée dans une coûteuse course aux armements. L'achat par les autorités helléniques en 1984 de quarante Mirage-2000 et de quarante F-16 aurait pu, par le jeu des importantes compensations commerciales prévues, dynamiser l'économie nationale. Mais - imprévoyance ou manque de disponibilités financières - le gouvernement d'Athènes a omis de faire les investissements préalables à la réalisation de telles compensations, privant ainsi le pays des retombées de cet important effort de défense.

Au demeurant, le tourisme, la marine marchande et le transfert de fonds des travailleurs émigrés, qui constituent les trois sources principales de revenus, sont soumis aux aléas de la conjoncture internationale et ne constituent pas les bases solides d'un décollage économique qui se fait toujours attendre. Peu industrialisée, disposant de très petites entreprises et avec un secteur primaire mal organisé employant 28 % de la population active, la Grèce ne possède pas encore la compétitivité nécessaire pour affronter ses partenaires européens. La priorité à l'économie affirmée par M. Papandréou depuis le début de la nouvelle législature a redonné confiance aux chefs d'entreprise, à l'origine très hostiles à l'égard du PASOK; elle n'a toutefois pas mobilisé toutes les forces du pays.

Depuis une vingtaine d'années, les trois mêmes noms, ceux de MM. Caramanlis, Mitsotakis et Papandréou, font toujours les gros titres des journaux. Le premier, bien qu'octogénaire, et qui s'est déjà retiré à deux reprises de la vie politique - la dernière fois en 1985, peu avant la fin de son mandat de chef de l'Etat que le PASOK ne voulait pas reconduire, - se voit prédire un bel avenir en raison du rôle qu'il pourrait jouer aux côtés de la Nouvelle Démocratie, dont il est le fondateur, lors des prochaines élections législatives, prévues pour le mois de juin 1989.

Quant à M. Mitsotakis, né en 1918, il est devenu en 1984 le chef de l'opposition à la tête de la Nouvelle Démocratie et pourrait être le prochain premier ministre si son parti continue de progresser. Mais, pour gagner la consultation électorale à venir, il lui faudra refaire l'unité de la droite, ébréché par la création en 1985 du Renouveau démocratique par M. Stéphanopoulos, et parvenir à effacer dans l'opinion publique l'image d'"apest" qui lui colle à la peau depuis les événements de l'été 1965, lorsqu'il s'est séparé du premier ministre de l'époque, M. Georges Papandréou, accusé à la démission par le roi Constantin.

Enfin, M. Andréas Papandréou, qui s'est illustré à l'occasion de ces évé-

nements, est l'ennemi juré de M. Mitsotakis, tenu pour responsable de la chute de son père. L'actuel premier ministre s'efforce de réunir les conditions lui permettant d'obtenir du peuple un nouveau mandat indispensable à la poursuite de son action et à sa désignation éventuelle à la tête de l'Etat par le Parlement lorsqu'en mars 1990 la présidence de M. Sarzentakis arrivera à son terme. Ancien révolutionnaire passé au populisme, M. Andréas Papandréou a su faire évoluer le PASOK, désormais proche de l'Internationale socialiste, et lui faire adopter des positions réalistes sur de nombreux problèmes. Mais l'usure du pouvoir et les différents scandales qui éclaboussent depuis plusieurs mois la gestion de son gouvernement risquent de compromettre la réalisation de telles ambitions.

Le personnel politique, dont le comportement semble figé, ne paraît pas en mesure de préparer avec toute l'efficacité nécessaire les échéances à venir. L'autoritarisme de M. Papandréou interdit aux militants du PASOK d'envisager l'hypothèse de sa succession. MM. Arsémis, Lazaris et Simitis, hommes de valeur, ont été éloignés du pouvoir dès que leur influence est deve-

me déterminante au sein du parti gouvernemental ou dans l'opinion publique. A droite, c'est plutôt le trop plein de dauphins qui paralyse la direction de la Nouvelle Démocratie. Ainsi M. Mitsotakis, quatrième président de ce parti depuis 1974, doit sans relâche défendre sa place très convoitée, en particulier par M. Evert, le maire d'Athènes.

Toutefois, l'immobilité de la vie politique n'est qu'apparente. Depuis le rétablissement de la démocratie, beaucoup de faits nouveaux peuvent être observés. D'abord, l'alternance politique est désormais bien établie à Athènes. Comme dans tout régime parlementaire, la droite, qui a gouverné de 1974 à 1981, a ensuite cédé le pouvoir à la gauche socialiste, sortie victorieuse des deux élections générales suivantes. Grâce à la Constitution républicaine du 9 juin 1975, conçue par M. Caramanlis et dont la révision décidée en 1985 par M. Papandréou n'a pas enlevé au pouvoir exécutif les moyens de gouverner, la stabilité des institutions est assurée. Et la bipolarisation autour du PASOK et de la Nouvelle Démocratie est devenue l'un des faits majeurs de la vie politique.

Le dynamisme de la diplomatie

La politique étrangère a longtemps été le principal facteur de clivage dans l'opinion publique. Au lendemain de la chute du régime des colonels, la gauche tout entière dénonçait en bloc le Marché commun, l'OTAN et les Etats-Unis comme les sources de tous les maux. Mais, assez rapidement, les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, et tout en manifestant un anti-américanisme, voire un anti-occidentalisme, de façade, rallièrent en fait les orientations diplomatiques tracées par M. Caramanlis et la Nouvelle Démocratie.

L'Europe communautaire, l'Europe balkanique et la Méditerranée orientale sont ainsi demeurées les pîes d'attraction de la diplomatie grecque. Car M. Papandréou, comme autrefois M. Caramanlis, utilise la diplomatie comme arme principale face à la Turquie, dont, selon un sondage récent, 90 % de Grecs pensent qu'elle est une menace sérieuse pour l'intégrité territoriale de leur pays.

Son appartenance à la CEE est un atout essentiel pour la Grèce. Dans le jeu qui l'oppose à Ankara, la rencontre de Davos, en janvier dernier, entre les premiers ministres de Grèce et de Turquie, amorce, après une longue période de tension, un dégel des relations entre ces deux Etats. Elle n'a pu avoir lieu que parce que M. Ozal sait que tout rapprochement de son pays avec les Communautés européennes implique nécessairement, compte tenu du droit de veto hellénique, une nouvelle approche du contentieux gréco-turc.

Mais la solution des problèmes qui opposent Grecs et Turcs, à laquelle doit s'attacher une commission mixte, sera à l'évidence ardue. A l'affaire chypriote et aux différends concernant la mer Egée s'ajoutent, depuis quelques années, le statut de la minorité turque de Thrace et l'indemnisation des biens de la communauté grecque de Turquie.

M. Papandréou s'affirme comme un défenseur infatigable de la coopération interbalkanique, et l'on voit se développer les relations bilatérales et multilatérales de la Grèce avec l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie. Des rencontres régulières entre responsables de pays appartenant les uns à l'OTAN et les autres au pacte de Varsovie contribuent certes à rendre moins explosifs certains litiges régionaux, comme l'épineuse question macédonienne ou le sort de la minorité turque de Bulgarie. L'abolition par la Grèce, le 28 août 1987, d'une loi de 1940 instituant l'état de guerre avec l'Albanie, décision très critiquée par la droite à Athènes, a permis à ce pays de participer pour la première fois à une conférence de tous les Etats de l'Europe balkanique.

Membre fondateur du « groupe des six » (Grèce, Suède, Argentine, Mexique, Inde et Tanzanie), dont l'objectif est la promotion du désarmement et du pacifisme dans le monde, M. Papandréou souhaite faire des Balkans une zone désamplifiée, première étape d'une dénucléarisation généralisée. Ces propositions, qui, il y a quelques années, paraissaient fort irréalistes, se présentent maintenant sous un jour différent à la lumière des récents accords soviéto-américains en matière de désarmement.

En Méditerranée orientale, M. Papandréou, grand ami du colonel Kadhafi et du chef de l'Etat syrien, s'est rapproché dernièrement de personnalités arabes plus modérées, comme le président Mubarak. La politique arabe de la Grèce, parfois présentée comme très complaisante, a,

en réalité, souvent servi les intérêts de ses alliés. Par exemple, en août 1982, à la demande pressante de M. Philip Habib, l'émissaire spécial du président Reagan, le premier ministre a accepté que M. Arafat et ses compagnons assiégés dans Beyrouth soient évacués vers la Grèce à bord de navires battant pavillon grec et sous escorte de bâtiments de guerre français et américains. Cette recherche constante de rapports privilégiés avec les Etats arabes, ex-colonies turques pour la plupart, est aussi justifiée depuis peu par un souci de contrer la récente offensive diplomatique d'Ankara au Proche-Orient, qui y cherche, outre des débouchés commerciaux, un appui pour sa politique chypriote.

Seul Etat de l'Europe communautaire à ne pas reconnaître de jure l'Etat d'Israël, la Grèce a toutefois multiplié ces deux dernières années des contacts officiels avec Jérusalem. L'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, qui aurait dû normalement être décidé il y a plusieurs mois, a été retardé en raison de la politique de répression de l'Etat hébreu à l'égard des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza depuis le déclenchement de la « révolte des pierres ».

C'est dans un tel cadre diplomatique que s'inscrit la politique de défense de M. Papandréou. Pour le PASOK, la sécurité du territoire, face à une invasion venue de Turquie ou d'ailleurs, paraît désormais mieux assurée par l'appartenance à l'OTAN, et il n'est pas question de sortir de cette alliance. Quant aux relations de défense avec Washington, il importait, pour le parti au pouvoir, de faire payer très cher aux Etats-Unis le maintien sur le sol grec de bases militaires prévues par un accord bilatéral qui expire le 31 décembre 1988 et est actuellement en cours de renouvellement. Le but de M. Papandréou est d'obtenir des Américains tout à la fois une garantie d'ordre militaire contre d'éventuelles initiatives turques et une aide financière accrue. La volonté des Etats-Unis de ne pas interférer dans les rapports gréco-turcs et leur détermination à limiter le montant des dépenses budgétaires affectées au soutien de leurs alliés perturbent actuellement les négociations sur l'avenir des bases. Mais personne ne doute, à Athènes, que M. Papandréou, prodigieux magicien du verbe, saura présenter aux Grecs, le moment venu, le nouvel accord de défense avec Washington, qui doit en principe être soumis à référendum, comme un bon traité, plus avantageux pour eux que le précédent.

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE inter-livres. Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles. VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE 14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

DÉCORATION RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT A PARIS ? Conseils, réalisation des travaux, tous corps d'état, qualité, délais. ARCHI-DÉCOR (1) 47-63-47-12

HESSAL ingt-tro... La I... Objectif 199... COP Châssis... Spécificatio Prix grecs... COPLAM: Semerment harmon... sensibles au feu... Equipés de deux... Assurent une loc...

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

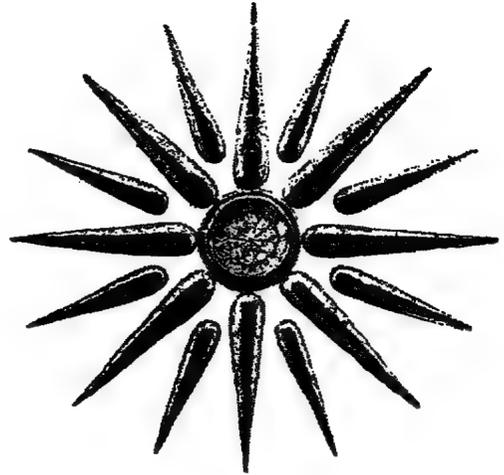
# Thématiques à Athènes

M. Mitsotakis, ministre de la Défense, a déclaré hier devant le Parlement que son gouvernement a l'intention de rétablir la République de la Grèce du Nord, c'est-à-dire de la Nouvelle Démocratie de M. Mitsotakis, qui a quitté ce parti depuis 1974, afin de défendre sa place dans le gouvernement d'Athènes.

Toutefois, l'immobilisme de la politique n'est qu'apparent. Un coup de fais nouveaux a été observé. D'abord, l'opposition que est désormais bien plus lémentaire. La droite, qui a perdu 1974 à 1981, a ensuite été à la tête des élections générales de 1985. Grâce à la Constitution du 9 juin 1975, conçue par le régime militaire et dont la révision a été votée en 1985 par M. Papandréou, le pouvoir est revenu à son ancien propriétaire, la droite. Et la bipolarisation est assurée. Et la bipolarisation est assurée. Et la bipolarisation est assurée. Et la bipolarisation est assurée.

# THESSALONIQUE : vingt-trois siècles d'histoire

Capitale de la Grèce du Nord, siège du ministère de la Macédoine et de la Thrace, Thessalonique - que les occupants turcs avaient rebaptisée Salonique - n'est pas seulement le dépositaire de vingt-trois siècles de continuité hellénique : elle est aussi la véritable métropole industrielle et commerciale du pays. Au point de convergence de l'Orient et de l'Occident, cette cité d'un million d'habitants a une tradition culturelle et une pratique dynamique des échanges avec l'extérieur. Aliant harmonieusement le souci de la modernité et la préservation de son identité, elle est aujourd'hui l'un des atouts maîtres dont dispose la Grèce pour une meilleure intégration dans l'Europe des Douze.



EMBLÈME DE LA DYNASTIE MACÉDONNIENNE (Tombeau de Philippe II à Vergina)

## La belle mariée du golfe Thermaïque

Par LIANA ALEXANDRI \*

THESSALONIQUE fut fondée en 567 avant notre ère par Cassandre, roi de Macédoine, qui lui donna le nom de son épouse, sœur d'Alexandre le Grand. Après la conquête de la Macédoine (148 avant J.-C.), les Romains en firent la capitale de la province. Sa rue principale, Egnatia, tant son nom de la fameuse via Egnatia qui reliait l'Adriatique à la Thrace. Lieu de passage obligé, Thessalonique connaitra à partir de ce moment une période de prospérité, devenant le centre économique et commercial des Balkans. Elle subira la fureur de conquérants prodigieux pour être finalement investie, occupée et rebaptisée Salonique en 1430 par les Turcs, dont elle sera libérée en 1912, lors de la première guerre balkanique.

Entre le VI<sup>e</sup> et le VII<sup>e</sup> siècles, Thessalonique connaît un grand essor dans tous les domaines. Ses apôtres Cyrille et Méthode ont été enseignant leur alphabet et christianisant les Slaves. Les quatre siècles qui suivent portent la marque de luttes permanentes contre une série ininterrompue d'envahisseurs : Sarrasins, Bulgares, Normands, Français. Après le quatrième croisade, qui voit la distribution des terres byzantines aux conquérants, Thessalonique est cédée avec une grande partie de la Macédoine à Boniface de Montferret, fondateur du royaume franc du même nom. Les Français occupent la ville de 1204 à 1224. Un épisode qu'un historien juge de manière nuancée : « La conquête française a, sans doute, imposé un jour tribut aux pays helléniques conquis, surtout en termes de destructions et de dévastations. Mais elle a eu en même temps un effet bénéfique sur la psychologie et les activités des Grecs : dans le domaine des arts, ce sont surtout la peinture et les lettres classiques qui connaissent un renouveau, réorientant ainsi le monde byzantin vers ses origines helléniques classiques (1) ».

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimulèrent le développement économique et social de Thessalonique. Cette période resta cependant marquée par la massacre de 1342-1349) secoue le monde chrétien d'Orient par ses idées progressistes. On voit aussi apparaître ce que l'on pourrait appeler un provincialisme et une classe moyenne dans les villes, qui connaissent pour la première fois une émigration intérieure. Ce sera ensuite la conquête par les Ottomans (1430) et le long silence de presque cinq siècles d'occupation turque.

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimulèrent le développement économique et social de Thessalonique. Cette période resta cependant marquée par la massacre de 1342-1349) secoue le monde chrétien d'Orient par ses idées progressistes. On voit aussi apparaître ce que l'on pourrait appeler un provincialisme et une classe moyenne dans les villes, qui connaissent pour la première fois une émigration intérieure. Ce sera ensuite la conquête par les Ottomans (1430) et le long silence de presque cinq siècles d'occupation turque.

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimulèrent le développement économique et social de Thessalonique. Cette période resta cependant marquée par la massacre de 1342-1349) secoue le monde chrétien d'Orient par ses idées progressistes. On voit aussi apparaître ce que l'on pourrait appeler un provincialisme et une classe moyenne dans les villes, qui connaissent pour la première fois une émigration intérieure. Ce sera ensuite la conquête par les Ottomans (1430) et le long silence de presque cinq siècles d'occupation turque.

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimulèrent le développement économique et social de Thessalonique. Cette période resta cependant marquée par la massacre de 1342-1349) secoue le monde chrétien d'Orient par ses idées progressistes. On voit aussi apparaître ce que l'on pourrait appeler un provincialisme et une classe moyenne dans les villes, qui connaissent pour la première fois une émigration intérieure. Ce sera ensuite la conquête par les Ottomans (1430) et le long silence de presque cinq siècles d'occupation turque.

**Objectif 1996 :**  
**L'organisation des Olympiades d'or**

C'EST LA ville de Thessalonique qui porte son nom actuel. Le site était cependant habité auparavant et un grand nombre de vainqueurs des Jeux olympiques de l'Antiquité en étaient originaires... C'est aujourd'hui un important centre d'activités économiques et culturelles, une ville de congrès et d'expositions internationales.

Son expérience de l'organisation de grandes rencontres sportives, l'existence d'infrastructures de qualité (stades et autres installations, port de plaisance), ses grandes capacités d'hébergement et les facilités de transports et de communications dont elle dispose sont autant d'arguments pour la candidature de Thessalonique comme organisatrice des Olympiades d'or dont la Grèce revendique l'accueil en 1996. La ville de Thessalonique a été d'ores et déjà portée candidate auprès du Comité international olympique.

**SOTIRIS KOUVELAS,**  
maire de Thessalonique.

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimulèrent le développement économique et social de Thessalonique. Cette période resta cependant marquée par la massacre de 1342-1349) secoue le monde chrétien d'Orient par ses idées progressistes. On voit aussi apparaître ce que l'on pourrait appeler un provincialisme et une classe moyenne dans les villes, qui connaissent pour la première fois une émigration intérieure. Ce sera ensuite la conquête par les Ottomans (1430) et le long silence de presque cinq siècles d'occupation turque.

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimulèrent le développement économique et social de Thessalonique. Cette période resta cependant marquée par la massacre de 1342-1349) secoue le monde chrétien d'Orient par ses idées progressistes. On voit aussi apparaître ce que l'on pourrait appeler un provincialisme et une classe moyenne dans les villes, qui connaissent pour la première fois une émigration intérieure. Ce sera ensuite la conquête par les Ottomans (1430) et le long silence de presque cinq siècles d'occupation turque.

### Le dynamisme de la diplomatie

en réalité, souvent servi les intérêts de ses alliés. Par exemple, ce fut la demande pressante de M. Habib, l'ambassadeur de la République de Tunisie à Paris, qui fit passer M. Papandréou dans le gouvernement de M. Arafat et son camp assiégés dans Beyrouth vers la Grèce à bord de navires grecs et sous escorte militaire de guerre française et américaine. Cette recherche constante de privilèges avec les États arabes, aussi justifiés depuis par le fait de couvrir la récente offensive militaire d'Ankara au Liban, qui y cherche, outre des bénéfices commerciaux, un appui pour que chypriote.

en réalité, souvent servi les intérêts de ses alliés. Par exemple, ce fut la demande pressante de M. Habib, l'ambassadeur de la République de Tunisie à Paris, qui fit passer M. Papandréou dans le gouvernement de M. Arafat et son camp assiégés dans Beyrouth vers la Grèce à bord de navires grecs et sous escorte militaire de guerre française et américaine. Cette recherche constante de privilèges avec les États arabes, aussi justifiés depuis par le fait de couvrir la récente offensive militaire d'Ankara au Liban, qui y cherche, outre des bénéfices commerciaux, un appui pour que chypriote.

**DÉCORATION**  
**RÉNOVER**  
**VOTRE APPARTEMENT**  
**A PARIS ?**

Conseils  
réalisation des  
travaux,  
tous corps d'état  
qualité, délais.

**ARCHI-DÉCO**  
**(1) 47-63-474**

**COPLAM**  
Châssis en plastique pour portes et fenêtres

- Spécifications européennes
- Prix grecs

Les COPLAM :

- Se marient harmonieusement avec tous genres d'habitations
- Insensibles au feu et aux substances chimiques
- Equipés de deux mécanismes d'ouverture
- Assurent une isolation thermique et acoustique parfaite

Usine: Zone Industrielle de Sindos - Thessaloniki - GRECE  
Tel. 031/799.434 - Telex: 412109 GEMK GR  
Exposition (Thessaloniki): 34 Rue E. Antistassis - Thessaloniki 551 31 GRECE  
Tel. 031/430.630 - Telefax: 031/434.259  
Exposition (Athènes): 514 Mesogion Av. - Athènes  
Tel. 01/6567.000

**SPLENDID**  
C L U B

Soixante-douze ans après, ce même bâtiment historique, plein de vie, abrite le Club Splendid. Pour les gens avisés.

**SPLENDID CLUB - AVENUE NIKIS - THESSALONIQUE - GRECE**

- LIRE PAGES SUIVANTES**
- PAGE 24 : Loin des sentiers battus en Grèce du Nord, par Vassilis Brovas.
  - PAGE 25 : Une économie ouverte sur l'Europe, par Liana Alexandri.
  - PAGE 26 : La ville convoitée, par Vassio Tocastidou ; Une continuité hellénique ininterrompue, par Stelios Papachanelis.

en réalité, souvent servi les intérêts de ses alliés. Par exemple, ce fut la demande pressante de M. Habib, l'ambassadeur de la République de Tunisie à Paris, qui fit passer M. Papandréou dans le gouvernement de M. Arafat et son camp assiégés dans Beyrouth vers la Grèce à bord de navires grecs et sous escorte militaire de guerre française et américaine. Cette recherche constante de privilèges avec les États arabes, aussi justifiés depuis par le fait de couvrir la récente offensive militaire d'Ankara au Liban, qui y cherche, outre des bénéfices commerciaux, un appui pour que chypriote.



# Loin des sentiers battus en Grèce du Nord Des infrastructures touristiques éprouvées

Par NIKOS SKOULAS \*

La plupart des touristes qui visitent la Grèce se concentrent dans le sud du pays, où se trouvent la majorité des sites archéologiques universellement connus : l'Acropole, Mycènes, Epidaur, etc. Pourtant, au nord, la Macédoine et la Thrace recèlent des sites d'égale importance, avec cet avantage supplémentaire qu'ils évoquent davantage le passé par leur inscription dans un cadre physique de ruisseaux et de bois, de champs et d'arbres en fleurs.

## Mosaïques de Pella, tombeaux de Vergina

C'est le cas de Pella, capitale de la Macédoine à partir de la fin du cinquième siècle avant J.-C., cité étonnamment découpée en rectangles parfaitement géométriques, disposant d'un réseau d'égouts et d'alimentation en eau dont les tuyaux d'argile sont encore visibles. Les demeures des riches étaient construites autour d'une cour centrale, entourée d'une galerie sur laquelle s'ouvraient toutes les pièces. Les mosaïques qui recouvrent les sols, faites à partir de galets locaux, sont d'une finesse et d'une beauté qui saisissent le visiteur.

Cela vaut aussi pour Vergina, avec son arbre noir tout tordu qui, dressé dans la cour du palais de l'ancienne capitale de la Macédoine (avant que le roi Archélaos, désireux de s'installer au bord de la mer, ne la déplace à Pella, que d'importants changements géologiques ont depuis ramenée au milieu des terres), ressemble à une apparition du passé au milieu des brumes tourbillonnantes qui recouvrent souvent la région.

A Vergina, où se trouvent les tombeaux royaux, le plus célèbre est celui - non pillé - de Philippe II de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, découvert

sous un grand tumulus par un archéologue chevronné, M. Manolis Andronikos. Ce spécialiste continue à trouver de nouveaux tombeaux dont un, mis au jour l'an dernier, pourrait être celui de la mère de Philippe. Le palais, les tombeaux, le théâtre, un temple composent aujourd'hui le site de Vergina.

Il faut aussi parler de Dion, au pied du mont Olympe, à la fois cité de l'antiquité grecque et sanctuaire des dieux, tout près de leur demeure supposée. Les travaux d'excavation sont actuellement en cours sous la direction du professeur Pandermalis, de l'université de Thessalonique. A partir d'une tour d'observation construite à l'intention des visiteurs, on peut découvrir l'ensemble du site : temples, bains publics, salle de banquets, routes. La musée mérite également le déplacement.

## La Chalcidique et le mont Athos

Voilà pour les trois grands sites. Mais il y en a bien d'autres. Celui, par exemple, de Philippos, près de Kavalla, où Antoine et Octave vainquirent Brutus et Cassius. Tout près se trouve la fontaine où saint Paul baptisa Lydie, la première femme grecque à être canonisée. Il ne faut pas non plus oublier les trois péninsules de Chalcidique, dont l'une, où se trouve le mont Athos, n'est accessible qu'aux pèlerins de sexe mâle.

La Chalcidique offre de magnifiques plages de sable, des terrains de camping tranquilles et d'accueillants villages de montagne, mais elle n'a pas, en Grèce du Nord, l'exclusivité des sites naturels idylliques.

\* Ministre délégué à l'économie nationale, chargé du tourisme.

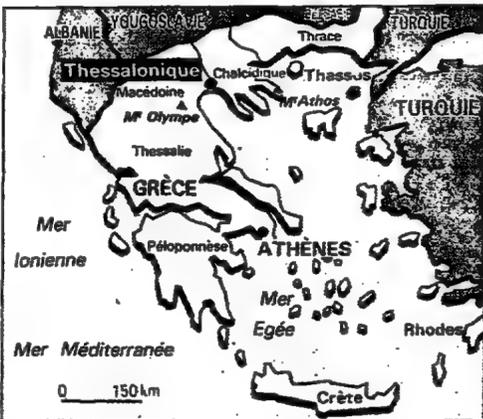
liques : le lac de Prespa, à la frontière de la Yougoslavie et de l'Albanie, abrite des milliers d'oiseaux migrateurs, et le lac Kastoria, qu'affectionnent les cygnes, est un centre important de pelletterie, de nombreux artisans y exerçant leur activité traditionnelle de traitement des peaux de renard et de vison.

Les villes de la Grèce du Nord ont aussi leur charme. Ainsi, Alexandroupolis, sur la mer Egée, d'où l'on prend le bac pour l'île de Samothrace, riche en sites archéologiques et où abondent des fontaines au milieu des forêts (Thassos est une autre de ces îles à l'atmosphère magique où les arbres se dressent jusqu'au bord de l'eau et où des pièces de théâtre sont jouées dans le théâtre antique). Il y a aussi Kavalla avec ses

vieilles demeures, Comotini et Xanthi qui ont chacune leur université.

Reste enfin Thessalonique, qu'évoque une chanson populaire : « Belle et si douce Thessalonique, même quand je vis au milieu des fascinations d'Athènes, je te chante chaque nuit. » Mais Thessalonique a aussi de quoi fasciner : des bâtiments néoclassiques aux ornements en relief et aux balcons en fer forgé, un grand nombre d'églises byzantines, la vieille ville et ses antiquaires, ses marchands de fleurs et de légumes, et la Tour blanche, autrefois appelée la Tour sanglante parce qu'elle servait de prison. Située sur la belle promenade qui longe la mer, la Tour blanche voit aujourd'hui défiler chaque jour devant elle des milliers de fileurs ou de cyclistes.

Faut-il en dire plus pour inciter le visiteur à sortir des sentiers battus et à venir en Grèce du Nord ?



THESALONIQUE offre au visiteur un ensemble unique de monuments de toutes les époques, des édifices romains aux églises byzantines, de la Tour blanche aux ramparts de la citadelle. De l'axe de Galère - construit en 303 après J.-C. - on suit la voie menant à la rotonde de Saint-Georges, édifice romain consacré au culte chrétien vers 400 après J.-C. et dont la coupole fut ornée de mosaïques devenues célèbres lors de sa transformation en église.

Le début de la période byzantine coïncide avec l'édification des ramparts sous Théodose I<sup>er</sup>, au cinquième siècle de notre ère (reconstruits plusieurs fois au cours des siècles suivants, les remparts entouraient complètement la ville jusqu'à leur démolition en 1859). C'est au cours du cinquième siècle que furent également construits les premiers édifices religieux chrétiens : la basilique Acharopioïstes, l'église Hosios David et le petit sanctuaire consacré au martyr et patron de la ville, saint Démétrios. Du huitième au quinzième siècle surgirent des dizaines de nouvelles églises byzantines, ornées de mosaïques et décorées d'icônes et de fresques d'une rare beauté. Quant à la Tour blanche, elle fut édiflée au quinzième siècle par des Vénitiens au service des Turcs, et elle abrite aujourd'hui le petit Musée byzantin de la ville.

## Le Palais des congrès aux pistes de ski

La tradition cosmopolite de Thessalonique impose la mise en place d'une infrastructure solide pour l'accueil des très nombreux visiteurs qui n'attendent pas les vacances d'été pour s'y rendre. D'où un secteur de services du tourisme très actif : deux associations \* Prédépart de l'Union des hôtels de Thessalonique.

d'agents de voyage regroupant plus de 250 entreprises et 80 hôtels (800 lits) de toutes catégories, qui ont enregistré 1 800 000 hébergements en 1987 ; un réseau étendu de transports urbains vers les plages, une restauration de qualité reconnue.

Thessalonique est un centre international de congrès. Les grands hôtels disposent des facilités nécessaires, mais il a néanmoins fallu aménager plusieurs salles spécialement adaptées aux congrès Foras et Symposia. Ainsi HELIXPO a décidé de construire un nouveau Palais des congrès géant, la capacité actuelle étant constamment saturée. La presque totalité de la Chalcidique apporte un potentiel supplémentaire de 11 000 lits.

De telles activités impliquent un réseau de transports très dense : toutes les grandes villes grecques et un grand nombre de cités européennes sont reliées directement par voie aérienne à Thessalonique - notamment Paris, Düsseldorf, Munich, Londres, Zurich, Vienne. Un réseau routier, ferroviaire et maritime très étendu met par ailleurs la ville en communication avec l'Europe de l'Est et de l'Ouest, ainsi qu'avec le continent asiatique.

Les devises apportées par le secteur du tourisme comptent pour beaucoup dans les ressources de la ville. Pourtant, bon nombre d'investissements d'infrastructures sont actuellement au point mort, en raison des restrictions que connaît le budget de l'Etat. En revanche, il existe beaucoup de possibilités d'investissement pour le secteur privé sur d'autres projets. Ceci est particulièrement vrai pour le développement d'un tourisme d'hiver utilisant les nombreuses pistes de ski proches de la ville (100 à 150 kilomètres, y compris le mont Olympe), qui garantissent une longue période d'enneigement, de décembre à mars.

# La Grèce, regardez-la dans les yeux, vivez-la !

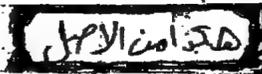


## OFFICE NATIONAL HELLENIQUE DU TOURISME

FRANCE : 3, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS  
Tél. (1) 42-60-65-75

BELGIQUE : 173, avenue Louise, 1050 BRUXELLES  
Tél. 647.5770, 647.5944. Tél. 24044

SUISSE : Löwen Strasse 25, CH 8001, ZÜRICH  
Tél. 22 10 105. Tél. 814452



1988

Infrastructures touristiques éprouvées

Par VASSILIS BROVAS

Thessalonique offre au visiteur une vue unique de la ville de toutes les hauteurs romaines aux ruines de la Tour blanche de la citadelle. De la citadelle, on suit la voie romaine de Saint-Pandele de Saint-Pandele consacré vers 400 après J.-C. La voie romaine fut ornée de colonnades calabres lors de sa reconstruction en 1891. Les périodes byzantine et ottomane ont laissé de nombreuses traces de leur passage. Le palais de la République, au centre de la ville, est un exemple de l'architecture ottomane. Les remparts de la ville furent détruits en 1891. La ville fut reconstruite au dix-neuvième siècle par les Français. Les édifices religieux chrétiens et musulmans sont nombreux. Le petit port de la ville, le port de Démétrios, du nom du saint patron de la ville, fut édifié au sixième siècle par des empereurs des Turcs. Le port de la ville petit Musée de la ville.

Une économie ouverte sur l'Europe

Par LIANA ALEXANDRI

TRADITIONNELLEMENT orientée vers l'industrie et le commerce, peuplée d'un million d'habitants, Thessalonique bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle, au point de convergence de l'Europe occidentale, du bassin méditerranéen oriental et du Moyen-Orient. Premier port grec pour le volume des exportations, elle constitue un important nœud de transports routiers et maritimes. Elle abrite Helexpo, organisatrice de foires et expositions d'envergure internationale. L'industrialisation intense de Thessalonique remonte aux années 60 et 70, avec un taux de création d'emplois inédit en Grèce. Depuis 1980, le rythme de croissance de la production industrielle est cependant resté modeste, sauf en 1988 où des investissements nouveaux ont provoqué un léger redressement. Le secteur tertiaire occupe 50 % de la population active, l'industrie et l'artisanat 40 %, le bâtiment et les travaux publics 10 %. La zone industrielle de Sindos, la plus vaste du pays, couvre une superficie de 9 millions de mètres carrés et regroupe des raffineries de pétrole et des entreprises de différents secteurs : chimie, textile, métallurgie de construction, etc.

Les industries de transformation et l'artisanat (11 000 entreprises dans la région de Thessalonique) sont particulièrement nombreuses dans le textile et l'agro-alimentaire. Une bonne partie d'entre elles se retrouvent dans l'Association des industries de la Grèce du Nord, qui compte 250 membres. Selon l'Association des exportateurs de la Grèce du Nord, (700 membres), les exportations de Thessalonique sont essentiellement les produits textiles (notamment le prêt-à-porter), les chaussures, les boissons et les produits alimentaires, les matériaux de construction, les aliments pour bétail, etc. Ces exportations se font surtout en direction des pays du Marché commun. Quant aux importations, elles concernent le matériel électronique, les biens d'équipement et les machines agricoles. La vie commerciale est active à Thessalonique, avec la chambre de commerce et d'industrie (15 000 membres), la chambre de l'artisanat, la ligue des commerçants et la chambre technique de la Grèce du Nord.

Helexpo est un des éléments importants du dynamisme de la ville. Fondée en 1926, elle organise foires, congrès et manifestations culturelles. Avec ses 180 000 mètres carrés d'installations, elle peut sans difficulté abriter de très grandes expositions et dispose d'une infrastructure complète d'organisation de congrès « clé en main ». Parmi la vingtaine ou plus de manifestations qui ont lieu chaque année, la plus connue est la Foire internationale au mois de septembre (2). Des expositions plus spécialisées ont également lieu régulièrement. En 1987, 7 805 exposants grecs ont participé aux diverses manifestations, de même que les représentants de 47 pays étrangers. Le nombre total de visiteurs (professionnels et grand public) a frôlé les deux millions. Organisme sans but lucratif, Helexpo a vu ses recettes croître de 812 millions de drachmes en 1986 à 1 287 millions en 1987. Grâce à cette bonne santé financière, Helexpo peut soutenir ou organiser directement de nombreuses activités culturelles. C'est le cas, en particulier, pour le Festival du cinéma grec, le Festival de la chanson grecque, les Journées internationales de la musique, sans parler des nombreux concerts, expositions de peinture, etc.

Au temps des concessionnaires

L'INFRASTRUCTURE industrielle de Thessalonique remonte au dix-neuvième siècle. En 1888, est créée la Compagnie ottomane des eaux de Salonique, société belge malgré son nom. C'est elle qui construisit un réseau de réservoirs, d'aqueducs et de châteaux d'eau, d'une technologie avancée pour l'époque, qui permit d'apporter une solution convenable au problème de l'alimentation de la ville en eau. En 1920, la société française Energie industrielle se substitua à l'ancien concessionnaire belge et, en 1928, l'Etat hellénique racheta les installations pour en assumer désormais seul la gestion. En 1912, se met en place un service rudimentaire de télégraphes et téléphones, assurant surtout les liaisons nécessaires au fonctionnement de l'administration. Des sociétés étrangères, notamment anglaises et allemandes, apportèrent un appui technique entre 1933 et 1949, date à laquelle les PTT helléniques prirent la relève. Une démarche identique sera suivie pour le port de la ville : la Société d'exploitation du port de Salonique passera convention avec l'Etat ottoman en 1904 mais, en 1920, l'Etat hellénique créera un organisme autonome remplaçant la société française concessionnaire. Les chemins de fer orientaux (CO), créée en 1871, sont les précurseurs des chemins de fer helléniques. Des capitaux français et allemands financèrent la jonction Salonique-Constantinople (JSC) et la ligne Salonique-Monastir (SM) (1). En 1912, la société française Batignolle entama la construction de la jonction Thessalonique-Athènes, inaugurée en 1918.

GEORGES OSCAR ANTONOGLIOU, docteur en droit.

(1) Monastir a été rattachée à la Yougoslavie en 1918, et s'appelle depuis lors Bitola.

Merci France! L'entreprise alimentaire possédant l'un des plus forts taux de croissance en Grèce a fondé son développement sur le savoir-faire français et sur l'utilisation de matières premières d'origine française. Aujourd'hui, ouverte aux idées et aux collaborations novatrices, elle regarde l'avenir avec optimisme et confiance. family ARTOS family service PATISserie BOULANGERIE-CROISSANTERIE CATERING FAMILY S.A./Tsimiski 114/GR-546 22 Thessalonique/Grèce - Tel. (31) 280640/ Tlx. 410973 FMI

...vivez-la!



...vivez-la! ...vivez-la! ...vivez-la!

VERS LES NOUVEAUX HORIZONS DU COMMERCE INTERNATIONAL HELEXPO: Le miroir de l'économie grecque, de ses progrès, et les moyens pour développer les relations commerciales entre la Grèce et les Pays étrangers. Chaque année: 18 Foires et Expositions Internationales, à Thessalonique. Plus de 6.500 exposants provenant de 44 pays. Environ 2.000.000 de visiteurs, professionnels, et public de 64 pays. Des dizaines de Congrès et autres manifestations culturelles. HELEXPO THESSALONIKI ORGANIZATEUR OFFICIEL DE FOIRES ET D'EXPOSITIONS INTERNATIONALES CONGRES, FESTIVALS SIEGE CENTRAL: 154, RUE EGNATIA, GR - 546 36 THESSALONIKI - GRECE TEL.: 031/239.221, TELEX: 0412291, TELEFAX: 031/229116 SUCCURSALE: 1, RUE MITROPOLÉOS, GR - 105 57 ATHENES - GRECE - TEL.: 01/3238051



LITTÉRATURE FRANÇAISE ET IMMIGRATION

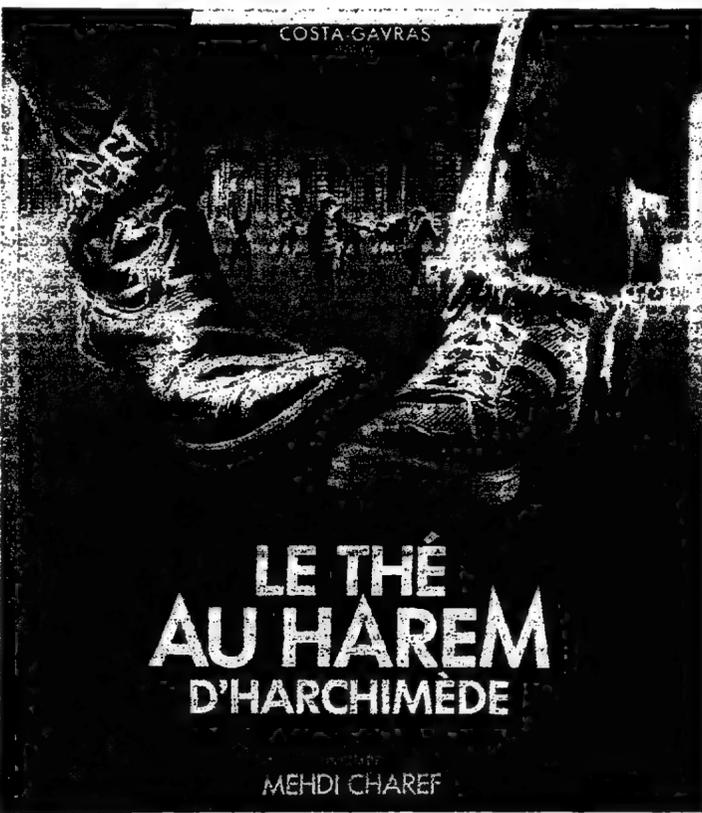
Les cris et les rêves du roman beur

Une vingtaine de romans, parus ces dernières années, racontent — de l'intérieur — la vie et les rêves des immigrés maghrébins dans la société française. Leurs auteurs se réclament de la « génération beur ». Ils sont nés souvent dans des banlieues ouvrières dont ils décrivent l'atmosphère quotidienne, tragique et pittoresque.

Truffés de souvenirs d'enfance et d'anecdotes autobiographiques, leurs livres apparaissent parfois maladroits, guindés, empoités; ils débordent cependant de sincérité, d'humanité. Ce sont des cris contre la haine raciale, contre les patrons et la police, contre l'injustice. Et c'est avec un étonnant mélange d'humour et de poésie que ces jeunes écrivains expriment leur inconfortable dualité culturelle. Ils savent que la nostalgie lancinante de leurs parents restera inconsolée. Ils répètent leur formidable affection à l'égard de ces parents — le père surtout — désespérés et si souvent blessés dans leur dignité.

Mais eux ont choisi. En ciselant avec passion cette langue française apprise à l'école, pas en famille, ils optent — sans rien renier de leurs origines — pour la société dans laquelle ils vivent. Et partent, avec optimisme, sur son évolution.

Par JEAN-MICHEL OLLÉ \*



LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE

MEHDI CHAREF

UN GRAND RÉCIT PORTÉ À L'ÉCRAN PAR L'ÉCRIVAIN LUI-MÊME

Les banlieues, la délinquance, voir aussi de HLM

Christophe L.

L'humour est partout, toujours. Il y a une sorte d'extraordinaire dans ces textes, comme si ces jeunes gens, parce que leur existence même est parole menacée, avaient une très forte conscience d'être du côté de la vie. Aucun d'entre eux ne réside à la description d'une scène cocasse, et tant pis si cela vient mal. Leur arrivée inopinée sur le plan littéraire, c'est un peu le retour des Pieds nickelés et de l'Épatant à grands coups de bons tours joués aux flics, de jeux de mots approximatifs, ponctués de « c'est le cas de le dire », pour le lecteur qui ne l'aurait pas remarqué. Ils rient de leurs trouvailles, et le bon goût, ils s'associent dessus.

Ils ont autre chose à faire : si la plupart de leurs livres sont plus ou moins autobiographiques, c'est bien une cause qu'il s'agit de défendre — une cause d'ici et d'aujourd'hui. Là encore, le lecteur habitué aux actuelles vies tourmentées de princesses du haut Moyen Âge ou aux vites peines de cœur d'une attachée de publicité est ailleurs qui perçoit le plus de la société française aujourd'hui. Pas une de ces œuvres n'est située au-delà des années 50, pas une qui ne dépasse les banlieues des grandes villes. Parce qu'ils n'écrivent pas pour partir, mais pour arriver. L'écriture, l'écriture, l'écriture, ils ont déjà donné.

Le constat est, on s'en doute, accablant : les Beurs de Seine de Lillou (7), jeunes gens qui survivent en banlieue entre l'usine et la délinquance, finissent en tôle ; Georgette, sous le roue d'une voiture. Pas de place pour eux. Le monde lui-même n'est que toile : c'est encore Georgette qui n'arrive pas à parler, les héros de Zhourri (8) qui sont à l'asile, où ils s'inventent des chefs, des combats, des morts. Nacer Kettane raconte aussi son enfance, comment le petit Brahim a perdu le sourire du jour où on a tué son frère, pendant les ratonnades d'octobre 1961 à Paris. Parfois, au risque de pomfifier, il met de côté son récit pour nous dire comment on est arrivé là.

Pourtant : « Je ne l'écoute pas. Je connais leur berceuse... Ton pays... Tes frères... Ton draps... Ton père... Ta mère... Tes frères... Tes cousins... Les moutons... Tes dettes... Tes pois chiches... La nostalgie... J'en passe, et des meilleures », dit le passage du Tassili. Il faut dénoncer la société, mais on se

méfie des phrases. Il y a dans ces textes comme une esthétique des trépas, un plus à la sincérité et au cri. C'est le sens de livres comme celui d'Ahmed Kalouaz sur le meurtre de Habib Girzi (9), long monologue d'un journaliste qui rabache son incompréhension devant le drame du Bordeaux-Vindmilla. C'est l'insoutenable plainte de Boukhdenna, qui dit sa haine des patrons, des employés, des flics, de la famille, de l'école, des babas cool, de tous. C'est le « cri dans sa tête » de Georgette, le silence de Brahim, la longue plainte de Naïma, en tête, qui écrit à son amie perdue (10). Il faut crier.

Tout cela serait trop prévisible s'il n'y avait, en même temps que cette menace, le souci de se faire reconnaître. On devine, derrière les lignes, l'influence de l'école, par ailleurs omniprésente, repousser ou planche de salut pour ces auteurs à peine sortis de l'enfance. On sent les anciens élèves « doués en français », et les professeurs qui les ont poussés. Un côté un peu guindé, une sorte de respect de la langue qui contraste avec le reste : « L'usine à gaz se déployait au loin avec ses quatre immenses ballons se gonflant et se dégonflant sans arrêt ; les rassemblements à quatre géants dont on aurait dit qu'ils gardaient l'entrée d'une cité galactique... A elle seule, l'usine rassemblait toutes les formes futuristes avec ses tuyaux, ses échelles, ses antennes. L'océan jaune de l'antivolait rivalisait avec le gris blanc et le noir en lui conférant un caractère lugubre (11). »

S'ils se laissent parfois impressionner par l'écriture, en revanche, ils n'ont rien à apprendre des auteurs établis en littérature quant aux thèmes qu'ils abordent. Au contraire. Outre l'oppression et la révolte, qui sont dans leurs livres comme dans leur vie, leurs romans s'animent de figures extraordinaires comme on n'ose plus en peindre, même dans la littérature bien-pensante.

Partout, le père. Figure terrifiante et adorée, c'est lui qui s'est exilé, c'est lui qui est humilié, c'est lui qui décide, c'est lui qui se tait. Pas plus glorieux ni qu'ailleurs, ces enfants de nulle part n'ont pas la moindre retenue pour crier leur amour du père avec, pour résultat, les images les plus lumineuses de la paternité qu'on ait produites pour tous publics depuis Cavanna. La mère aussi est une figure centrale. Puis les frères, les cousins, les copains, le groupe. Les enfants de l'immigration, qui nous présente comme menaçant nos valeurs morales, nous donnent des leçons inégalées d'amour filial et de fraternité.

De la galère quotidienne au voyage initiatique

MOMENTS de chaleur qui renvoient à un autre paradis, lui aussi perdu, celui du pays d'origine. C'était le grand nouveauté du mouvement beur, et un passage obligé des romans qu'il a produits : on ne tue plus le père, mais on se débarrasse du pays, une fois pour toutes. Pas un de ces héros, sauf Georgette, mais elle est trop petite, qui ne fasse un détour par le bled, le vrai pays des vraies racines... mais pour lui régler son compte : l'Algérie n'est pas le lieu où ils peuvent vivre.

Puisqu'on a perdu son pays et que le nouveau ne veut pas vraiment de vous, reste l'errance. De la galère quotidienne sans but précis au voyage initiatique, de l'évasion par le rêve au stage volontaire en Kabylie, nos héros arpentent les trottoirs des banlieues comme leur angoisse maigrichon les routes de la Mencha.

Le père, la mère, les amis, l'enfer que l'on vit, le paradis qu'on rêve : entrés en force et par hasard en littérature, riches de valeurs ici oubliées et tentés d'un bel appétit, ils se sont sans vergogne attaqués à tout ce qui s'est écrit depuis des millénaires, sans se demander une seule seconde si d'autres l'avaient dit avant eux. Ce qui ne manque pas de faire décoiffer.

Pourtant, plus de roman publié. On sait qu'ils sont nombreux derrière la petite vingtaine d'élus qui ont leur nom sur une couverture cartonnée. Goût d'écrire pris à l'école et désir de dire, les jeunes issus de l'immigration produisent beaucoup. Faudra-t-il attendre une nouvelle Marche, ou une quelconque catastrophe raciste pour que paraissent de nouveaux titres ?

- (1) Nacer Kettane, Le Sourire de Brahim, Denoël, Paris, 1983.
(2) Mehdi Charef, Le Thé au harem d'Archimède, Mercure de France, Paris, 1983 ; Lella Sebbar, Sherrine, Seuil, Paris, 1982 ; Dina Chraïbi, La Mère du printemps, Le Seuil, Paris, 1984.
(3) Sakina Boukhdenna, Journal : Nationalité inconnue, L'Harmattan, Paris, 1986.
(4) Akli Tadjer, Le Passager du Tassili, Seuil, Paris, 1984.
(5) Ayouz Begag, Le Goss du Châble, Seuil, Paris, 1984.
(6) Farida Belghoul, Georgette, Bernard Basset, Paris, 1986.
(7) Mehdi Lallou, Les Beurs de Seine, Arcanaire, Paris, 1986.
(8) Ahmed Zitouni, Aimez-vous Brahim, Belfond, Paris, 1986.
(9) Ahmed Kalouaz, Point kilométrique 190, L'Harmattan, Paris, 1986.
(10) Ahmed K., L'Encre d'un fût d'acier, Arcanaire, Paris, 1984.
(11) Nacer Kettane, op. cit. (voir note 1).

15 OCTOBRE 1983, première marche contre le racisme. Novembre 1987, Tahar Ben Jelloun, écrivain marocain de langue française, reçoit le prix Goncourt. Entre ces deux dates, une vingtaine de romans écrits par ces jeunes que l'on dit « issus de l'immigration ». Sur celui de Nacer Kettane, le Sourire de Brahim (1), ce bandeau : « Un roman beur ». Consécration d'un mot et d'un mouvement, faut-il y voir aussi la reconnaissance d'une nouvelle forme littéraire ? Mais depuis le début 1988, plus rien ou presque, et ce vide laisse perplexes : ne s'agit-il que d'un filon vite épuisé, ou ce nouveau roman est-il encore à naître ?

Même si le fait de numéroter leur génération écrite passablement les intéressés, il s'agit bien, au moins en ce qui concerne cette littérature, de filiation. Les auteurs étaient seuls : Tahar Ben Jelloun, Rachid Boujdredj, Kateb Yacine, Dries Chraïbi, Mehdi Charef ou Lella Sebbar (2). Des aïeux solitaires. Les jeunes auteurs de l'après-marche à ont peu ou prou participé à la mouvance beur. Avec cette dernière, ou plutôt autour d'elle, est né un public : militants humanitaires, enseignants, animateurs socioculturels, etc... un marché pour des romans.

Peut-on vraiment parler de roman ? Pour la plupart autobiographiques, mais maquillés à la troisième personne, ces textes pratiquent tout un étonnant mélange des genres. Avec un respect ou une méconnaissance des règles assez toniques, on y pratique joyeusement le récit, le documentaire et la poésie. On est là pour dire, bien plus que sa propre enfance, l'injustice de ce monde, et tant pis s'il faut tasser un peu le récit pour faire entrer l'Histoire.

Au besoin, on changera de forme. La narratrice du livre de Sakina Boukhdenna, Nationalité : Immigrée (3), raconte sa haine de l'école, du racisme, son malaise dans la société française, puis les difficultés d'un retour au pays, la rencontre du mythe palestinien. De rancœur en dégoût, elle abandonne peu à peu le récit pour donner des poèmes, plus à même de dire son désarroi.

Ces nouveaux romanciers ne s'embarassent pas non plus des conventions, comme celles qui veulent qu'on reste vague sur les choses de la vie : si la marquée doit sortir à cinq heures et quart, ce sera cinq heures et quart. Surtout quand l'objet est important : le « passager du Tassili » (4), ce jeune Algérien né en France qui traîne sur le bateau le rament d'Alger, où il a terré, en vain, de se ressourcer, passe son temps à chercher des Marlboro, « de bonnes vieilles mari », parce que les Gauloises, ce fait trop ancien combattant de la guerre d'indépendance. Les enfants de l'immigration sont aussi les fils de la consommation.

Le récit, en revanche, ne bénéficie pas toujours du même souci d'exactitude, et cela donne un étrange relief aux ouvrages, simplement parce que leurs auteurs se permettent des libertés bien plus grandes avec nos habitudes de lecture que la plus déformante des proses. Qui osera se permettre, aujourd'hui, de passer par mégarde de la troisième à la première personne, d'oublier que deux lignes auparavant il y avait l'électricité dans le bidonville, pour souffler la lampe à pétrole avant de se coucher ? C'est agaçant parfois, surréaliste souvent, révélateur surtout de la délinquance éditoriale qui a présidé, sauf rares exceptions, à la fabrication des ouvrages. C'est rédigé vite, sans trop se prendre au sérieux, et sans gémissements excessifs devant l'automatisme du bien-être.

L'absurdité du monde dite avec humour

NE jamais être trop sérieux : tous, au plus fort de leur cri, ne se départissent jamais d'une certaine distance et de beaucoup d'humour. Azouz Begag, par exemple, raconte son enfance au Châble (5), un bidonville de la banlieue de Villourbanne, où quelques familles immigrées ont reconstruit une communauté, entre décharge et nationale : « Dieu contre dieu, derrière les ténors du Châble, ma mère et ma tante Zicoume, les femmes s'empoisonnent la vie : — Qu'Allah te crève les yeux... souhaite l'une. — J'espère que tu baraquas va brûler cette nuit, rétorque l'autre. Je ne savais pas que les femmes possédaient de telles ressources. Même ma mère, elle n'est pas la dernière au classement. »

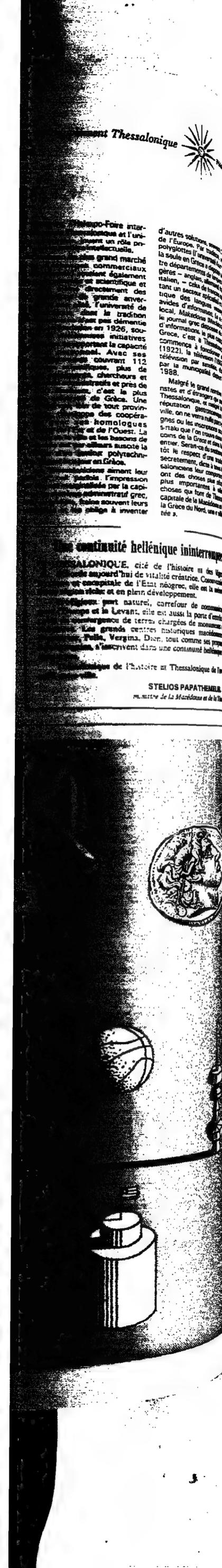
Ces jeunes auteurs ne sont pas trop loin de l'enfance et ils ont les moyens de faire parler. Elle a beaucoup à dire sur l'absurdité du monde. Il faut écouter Georgette (6), narratrice de sept ans, qui pense et écrit de son âge : « Ça se voit que t'es l'arabe comme tu marches ! Je lui réponds même pas. Je marche comme un vieux ; je le fais exprès. Elle ignore le respect, celle-là. Je marche pas comme son copain. C'est pas vrai. Je l'ai jamais vu ! D'où je le connais ! C'est impossible de copier sur un inconnu ! » La logique particulière de Georgette, qui comprend tout à l'envers et ne veut pas parler, fait explorer les actions les plus quotidiennes de la vie scolaire. Quelques mois de la vie de Georgette au cours préparatoire, et c'est l'école de Jules Ferry qui tombe en ruine.

\* Journaliste, ancien rédacteur en chef de mensuel Différence.

MERCEDES-BENZ TAX FREE SALES\* DEPARTMENT MERCEDES-BENZ FRANCE 118, avenue des Champs-Élysées, Paris Tel.: 45 82 24 04

AMBASSADE DES GASTRONOMES Catalogue gratuit sur demande Vente et expédition de tous produits bons vins Prix diplomatiques ALCOOLS-VINS-CHAMPAGNE, etc. 15, rue Chevert - 75007 Paris Tél. : 45-55-91-22 Téléc. : 201079 F

LISEZ POLITIS Le Citoyen NOUVELLE FORMULE CHAQUE VENDREDI 25 F



# Une certaine manière de voir...

Par CLAUDE JULIEN

**A**u mois d'octobre 1987, nous invitons nos lecteurs à alimenter un fonds spécial intitulé « Lecteurs solidaires », destiné à servir gratuitement des abonnements dans des pays du tiers-monde qui interdisent ou limitent strictement les sorties de devises. Cet appel a été largement entendu. Ses modestes ressources ne me permettent pas de m'abonner personnellement, répond un étudiant, mais voici un mandat de 50 francs pour envoyer le journal à une institution africaine qui en aurait besoin. En douze mois, les dons ainsi reçus ont atteint le total de 52 366 francs.

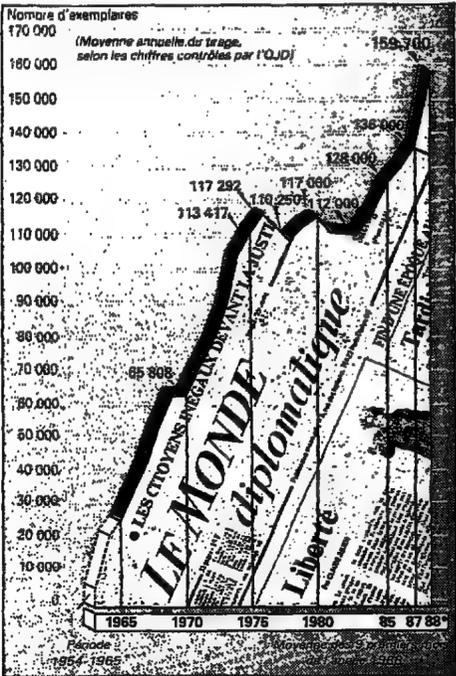
Les remerciements qu'expriment les destinataires s'adressent aux lecteurs qui ont ainsi voulu faire partager à d'autres la satisfaction intellectuelle qu'ils éprouvent eux-mêmes à la lecture de ce journal. Ils s'adressent aussi aux membres du comité de gestion des fonds qui, de par leurs activités, constatent en de nombreux pays une intense soif de connaître et une ferme volonté de comprendre, si difficiles à satisfaire : ressources insuffisantes, souvent dérisoires, pour l'information et la recherche; moyens fallacieux odieusement dilapidés dans ce « mariage médiatique » qui, mêlant affairisme et mépris du public, détourne de leurs fins les plus merveilleuses technologies de la « communication ».

Vous souhaitez maintenant donner à « Lecteurs solidaires » la possibilité de poursuivre l'effort entrepris : renouveler les abonnements déjà servis, étendre la liste des destinataires. Merci.

**A** l'écart de toutes les modes, des engouements factices, d'un végétarisme aux relents d'argent, de toutes les facilités et complaisances qui affadissent la vie sociale, nous avons d'humbles raisons d'aller à contre-courant.

Le lecteur, dit-on d'abord, n'a plus guère le temps de se concentrer et réclame des articles courts : nous lui offrons des textes longs, étayés par un copieux appareil de références, car nous n'acceptons pas de traiter superficiellement, en quelques paragraphes, des questions aussi complexes que les rapports de force stratégiques Est-Ouest, les bouleversements qui surviennent en diverses régions du monde, l'avenir de l'Europe, les inégalités incrustées dans les sociétés industrialisées, ou l'extrême fragilité des marchés financiers (1), etc.

## PROGRESSION DU MONDE DIPLOMATIQUE



**Le public,** ajoute-t-on non sans raison, apprécie la formule magazine qui, se voulant attrayante, accorde une large place aux photos et, trop souvent, leur sacrifie le texte. Eh bien! nous faisons un véritable journal car l'écrit est, et de loin, le meilleur instrument d'information et d'analyse, les téléspectateurs sont gavés d'images, et nous savons que nos lecteurs aiment réfléchir avec nous... fût-ce pour contester nos conclusions. Dans le bruit et la fureur médiatiques, la réflexion à laquelle nous tentons de contribuer, devient un privilège d'autant plus précieux que fort rare.

Les vastes audiences, poursuit-on avec assurance, se cabrent devant les termes techniques, se rebiffent à la simple vue d'arides tableaux chiffrés, souhaitent un langage « quotidien ». Non sans quelque condescendance, on s'adresse donc à des citoyens responsables en prenant grand soin de ne pas utiliser plus de sept cents ou huit cents mots relevant de la conversation banale. Mais le « quotidien » n'est jamais banal : de plus en plus complexe, technique, scientifique, il requiert un vocabulaire précis. Il exige surtout, pour être compris dans toutes ses mutations, un réel effort intellectuel. Qui oserait le refuser?

Si la modernité ne peut s'exprimer que par des articles courts, des photos tapageuses ou aguichantes, un vocabulaire simplifié jusqu'à la déshérence, alors, avec détermination, nous nous proclamons rétrogrades. Sans aucune honte.

**I**l ne suffit pas de voir. Il faut aussi savoir regarder. Deux observateurs témoins du même événement ne le perçoivent pas sous le même angle, lui attribuent des causes différentes, en tirent des conclusions qui peuvent varier à l'infini. Ainsi le vent de la riche diversité de la nature humaine. Mais voilà que surgissent d'étranges niveaux, aux allures de fausses ailes, qui, au nom d'un supposé « professionnalisme » journalistique, se drapent préemptivement du manteau de l'« objectivité ». Ils ne sont pas dupes de cette comédie qu'ils se jouent à eux-mêmes avant de la jouer à leurs lecteurs. N'ignorant ni leurs préjugés, ni leurs partis pris, ils s'efforcent de les camoufler sous une apparente neutralité.

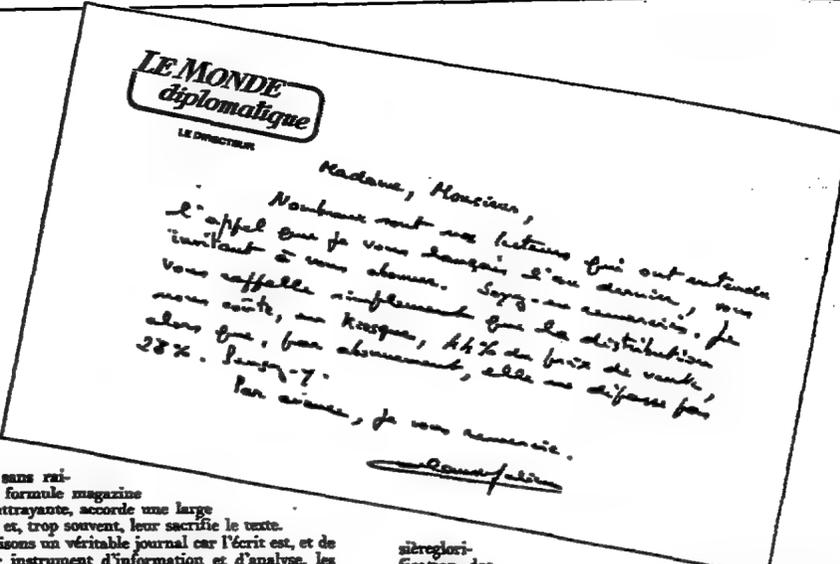
Nous avons nos propres passions. Nous ne songeons nullement à les dissimuler. Nous les affichons : respect de l'intelligence, volonté de justice et de solidarité. Et, dans le flot d'informations qui nous submergent tous, nous cherchons avec obstination les indices qui défont nos principes, compromettent les valeurs auxquelles nous croyons. Nos priorités ne fluctuent pas au gré des événements, mais ceux-ci inspirent de nouvelles recherches, plus exigeantes encore, suscitent de nouveaux efforts, stimulent une nouvelle réflexion. Ils ne sauraient en rien ébranler nos convictions, nos objectifs, notre conception de la société et du monde.

Nous ne prétendons pas avoir raison. Nous ne clamons pas que nos ambitions sont les seules valables. Mais ce sont les nôtres. Et nous y tenons. Aux lecteurs qui, avec quelque hargne, contestent nos prises de position et nous accusent de trahir — de trahir en vrac l'Occident, sa civilisation, l'héritage chrétien, les Lumières, la démocratie, la paix, le socialisme, le progrès, etc. — je réponds, par une lettre personnelle, qu'ils ont tort de s'énerver ainsi, que le plus simple est de renoncer à la lecture irritante de ce journal qui dérange leur confort intellectuel. Qu'ils ne soient pas masochistes : ils trouveront sans peine, au kiosque le plus proche, quantité de publications qui leur offrent très précisément ce qu'ils ont envie de lire. Ils seront comblés...

Leurs lettres acerbes sont heureusement noyées sous le flot de courrier enthousiaste et amical qui dit une chose simple : nos indignations, nos colères, nos espoirs, nos propositions, nos objections sont partagés par de nombreux lecteurs en France et à l'étranger. Les uns se contentent, souvent en termes émuivants, de nous remercier tout simplement d'exister. Les autres nous font part de leurs critiques, de leurs réflexions, de leurs suggestions. Ce constant dialogue fait la richesse de ce journal.

Je ne sais si les mécontents suivent mon conseil lorsque je les invite cordialement à cesser de nous lire. Je veux l'espérer... Car alors ils ne seraient pour rien dans l'accroissement de notre tirage qui, d'octobre 1987 à octobre 1988, est passé de 145 500 à 170 000 exemplaires. Cet élargissement de notre diffusion traduit le malaise qui étreint cette société, mais aussi un sursaut, une volonté de ne pas se résigner devant des évolutions que les gouvernements, ne parvenant pas à les maîtriser, voudraient présenter comme inévitables.

Inévitables? Si la modernité s'identifie à un centrisme mou, au flot d'un consensus faussement rassurant, à un économicisme toujours disposé à sacrifier quelque chose d'humain, à un dédain apitoyé pour les peuples défavorisés, à une gres-



siégification des « gagnants », au culte populiste de bien banales vedettes — toutes choses qui ne vont pas sans un abaissement de la pensée, sans une paresse de l'esprit, — alors, avec détermination, une fois de plus, nous nous proclamons rétrogrades. Là encore, sans aucune honte.

**S**ANS trop prendre de gants, chacun de nos numéros exprime notre propre « manière de voir ». Sous ce titre, nous avons lancé nos deux premières plaquettes d'une centaine de pages, dont le succès a dépassé notre attente : chacune d'elles a été vendue à plus de 32 000 exemplaires (2). Le numéro trois de *Manière de voir* sortira le mois prochain sous le titre *La Communication victime des marchands*. Outre des textes déjà publiés dans nos colonnes, il comportera, comme les suivants, des études inédites qui permettront une meilleure compréhension du sujet traité.

L'affairisme qui domine ostensiblement le monde de la « communication » éclipse chaque jour de nouvelles couches de la population. Quel que soit le nombre de dépliant, prospectus et offres mirobolantes qui déboulent dans leur boîte aux lettres, les citoyens savent bien que l'information, l'enquête, l'analyse, la réflexion, la culture, etc., ne sont pas la matière première de « produits » que l'on pourrait vendre à coup de slogans publicitaires et d'astuces commerciales. Ils découvrent aussi que certains grands groupes de presse, dont on vantait naguère l'efficacité gestion, accusent des dettes, des découvertes et des pertes considérables. Sans bruit, modestement, les comptes du *Monde diplomatique* — qui dispose des services généraux du *Monde* quotidien et les rémunère — sont équilibrés. Ils enregistreront même une marge bénéficiaire qui, garantissant notre indépendance, nous satisfait. Ainsi se poursuit dans une relative sécurité financière l'aventure intellectuelle que ce journal a entreprise voilà plus de trente-quatre ans.

C'est donc sans calcul lucratif que nous intensifions nos efforts de rayonnement, notamment en direction du tiers-monde. Notre édition en langue espagnole, d'abord réalisée à Mexico, a été gravement compromise par l'odieux assassinat, en 1986, de notre ami Ivan Menéndez. Nous l'avons provisoirement transférée à Buenos-Aires (3) en attendant de l'installer, dans quelques mois, à Madrid. Son tirage mensuel moyen est de 20 000 exemplaires.

Dans le même souci de mettre notre « manière de voir » à la disposition de lecteurs non francophones, nous venons de conclure un accord pour une édition du *Monde diplomatique* en langue arabe. Son siège social est établi en Suisse (4), l'impression est réalisée en Tunisie. Le premier numéro sort ce mois d'octobre, avec un tirage de 10 000 exemplaires.

Francophones ou non, les amis de ce journal sont donc de plus en plus nombreux. Fort heureusement, nous n'avons pas que des amis. Pour l'article intitulé « L'art de la désinformation », publié dans notre numéro de mai 1987, l'Institut d'études de la désinformation (IED), que j'avais vertement pris à partie, m'a fait condamner pour injures publiques et diffamation. Coût : 81 000 F. A ma connaissance, ce verdict n'a été annoncé et commenté, mais avec quelle délectation, que dans la presse d'extrême droite : par la *Lettre de l'IED*, bien entendu, ainsi que par *National Hebdo* et *Présent* (Front national), *Minute*, *Chrétienté et solidarité*, etc. Le procès en appel a été plaidé le 21 septembre. Lorsque le jugement sera rendu, nous vous en informerons. Le devoir d'irrespect doit parfois aller jusqu'à l'insolence. Celle-ci aurait-elle un prix? Pourquoi pas... Il faut savoir payer ses plaisirs.

Nos recettes publicitaires ne représentant que 6% de notre chiffre d'affaires, nos lecteurs sont notre meilleur soutien, nos meilleurs diffuseurs. Ils parlent autour d'eux du *Monde diplomatique*, le font connaître à leurs amis. Nous comptons sur eux beaucoup plus que sur toutes les techniques de marketing et de publicité. Au nom de la très petite équipe du *Monde diplomatique*, je leur dis ma confiance et ma gratitude. Grâce à eux, nous allons encore progresser.

(1) A cet égard, et ce n'est là qu'un exemple, nos lecteurs n'ont pas pu être pris au dépourvu par le « hoquet » boussier d'octobre 1987, et ils savent que le véritable « Israël » est encore à venir.  
(2) Leurs titres : *Des sociétés malades de leur culture et de la Libération* contre les libéraux. L'exemplaire : 38 F.  
(3) Le *Monde diplomatique* en espagnol, 25, de Mayo 586, 5° Piso, 1002 Buenos-Aires, Argentine (Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays hispanophones de l'Amérique, 60 dollars pour les autres pays.)  
(4) Voir l'encadré page 23.

## « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé l'an dernier un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au *Monde diplomatique* des institutions ou organismes (bibliothèques, centres de recherche, universités, groupements associatifs, organisations humanitaires) situés dans des Etats qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable. Un comité de gestion de ce fonds a été mis en place, constitué par M<sup>me</sup> Claire Bisset (qui travaille dans une grande organisation internationale), M<sup>m</sup> Jacques Chomchol (ancien ministre chilien, directeur à Paris de l'Institut des hautes études d'Amérique latine), Pierre de Charentenay, Achille Mbembe (auteur camerounais) et Edmond Joussé (professeur à Paris-1).

Solidarité, et non charité! De nombreux lecteurs ont compris le sens de l'appel, auquel ils continuent de répondre avec autant de générosité que de régularité. A la fin de septembre, 52 366 F avaient déjà été reçus, ce qui nous a permis d'établir 163 abonnements, dont 60 en Amérique latine, 91 en Afrique-Proche-Orient, 11 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Le courrier que nous recevons montre à quel point ce type de solidarité est utile — pour leur information et leurs travaux — aux organismes abonnés, et les usagers tiennent à remercier, à l'entre bout de la « chaîne », nos lecteurs.

L'appel à la solidarité continue. Il s'adresse aux lecteurs qui, découvrant cet appel, se sentent concernés et ont les moyens. A ceux aussi qui ont, depuis un an, participé au mouvement et qui, s'ils le désirent et le peuvent, continueront de faire bénéficier de leur aide d'autres institutions, ou permettront le renouvellement d'abonnements à celles qui ne pourraient elles-mêmes prendre le relais avec leurs fonds propres.

M. ou M<sup>me</sup> .....  
 n° .....  
 à ..... Code postal .....  
 Lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par  
 chèque bancaire  chèque postal  
 la somme de :  
 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.  
 313 F pour un abonnement en Amérique latine.  
 343 F pour un abonnement en Asie.  
 ou de  50 F  100 F  200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.  
 (Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

Handwritten signature in Arabic script: محمد جمال الدين



TERRES VAINES D'AFRIQUE DU SUD

Le cauchemar d'un Blanc

Le Conservateur, de Nadine Gordimer (traduit de l'anglais par Antoinette Roubichon-Stretz). - Albin Michel, Paris, 1988, 300 pages, 96 F.

IL ressemble à El Gringo, celui de la publicité pour une marque de café bien connue : « Un pays, une passion » ; « Cette terre, je l'ai foulée dans tous les sens, par tous les temps... » Il est sans doute plutôt bel homme. Puissant. Son sexe évoque, selon lui, la fleur du bananier qui pousse sur sa terre à lui, celle de l'Afrique du Sud, dont il s'est arrogé plusieurs centaines d'hectares.

Homme d'affaires prospère, il s'est en effet acheté le luxe de se marier, le temps de week-ends efficaces, en fermier craintif et respecté de tous les « pauvres diables » noirs qui travaillent pour lui, pour son seul plaisir, celui d'être le maître, le seul, le seul qui puisse jouir pleinement de l'odeur de l'Afrique, de cette odeur (impressionnante) de la lecture du livre) dont il serait difficile de ne pas tomber amoureux.

Par contre, lui, Mehring, le Blanc libéral « pas tout à fait comme les autres » au dire de sa maîtresse militante et médisante et de son fils objecteur de conscience, pue. Il pue par tous les pores. Comme l'eau de Cologne (dont il s'asperge) peut pourrir, comme une Mercedes conduite en saccapelle, une vie de diners en ville, cocktails, parkings au pied du bureau (on ne voit ainsi pas les Noirs), jets en première classe, etc., peuvent pourrir. Surtout au pays de l'apartheid. La répulsion pour ce personnage, donc pour ce qu'il incarne, est viscérale.

Mais le dessin de Nadine Gordimer est sans doute plus sophistiqué, plus ambitieux. Elle rappelle qu'en 1974, date à laquelle son livre fut publié, puis interdit (1), « on n'avait pas encore envoyé l'armée contre les townships », mais qu'il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que c'était imminent.

C'est cette perception des révoltes à venir, non leur répression, bien sûr, qui empêche le subconscient de Mehring. C'est son refus absolu de tout changement social (il veut « conserver » la terre, donc ses privilèges) qui le mène à la paranoïa, à la folie. Car il pressent que le paradis des Blancs va se transformer en cauchemar. La terre ne lui appartient pas. Elle est « vaine » (2). Le cadavre du Noir assassiné trouvé dans sa ferme, enseveli sur place comme un chien, sans sépulture, sans enquête, va revenir polluer l'esprit et l'espace : les lambeaux de chair et d'os, charriés par les pluies diluviennes trouvent à leur revanche, préfigurant la venue d'autres corps, par milliers, qu'il faudra désormais honorer d'un cercueil. Ils semblent dire : « Je te montrerai la peur dans une poignée de poussière » (2). La peur de l'homme blanc.

A l'heure où Mgr Desmond Tutu appelle à boycotter les élections municipales prévues pour le 26 octobre, la voie risque d'être plus étroite que jamais pour l'écrivain qui a choisi de « rester écrivain » tout en accomplissant son « geste essentiel » (3). Il ne devra pas déchoir, tout en se protégeant de la prison ou de l'exil.

POURTAUT, lorsqu'un engagement politique est aussi hautement et clairement exprimé que celui de Nadine Gordimer, lorsque son œuvre (4) (malgré parfois une froideur d'entomologiste), témoigne de son opiniâtreté à dénoncer sur place l'apartheid, on peut espérer qu'elle va continuer à « élever la conscience des Blancs ». C'est en effet aux Blancs, faute d'autres moyens, que cette littérature s'adresse, qui n'a pas la prétention de parler du point de vue des opprimés noirs, mais de parler contre les oppresseurs. Il faut à un courage et une ruse que nous autres, tranquillement installés dans nos fauteuils, ne sommes pas encore à même de mesurer.

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

- (1) Interdit jusqu'à l'obtention en 1975, du prix Booker, à Londres.
(2) T.S. Eliot, The Waste Land (La Terre vaine, traduit par Pierre Leyris).
(3) Cf. « Le geste essentiel, la responsabilité politique de l'écrivain », Nadine Gordimer, le Monde diplomatique, janvier 1985.
(4) Ont été publiés chez Albin Michel, à Paris : Un monde d'étrangers ; Fille de Burger ; Ceux de July ; Quelque chose, là-bas.

AFRIQUE

ÉCRITS SUR LE MAGHREB. - Guy de Maupassant.

\* Minerve, Paris, 1988, 188 pages, 82 F.

Voilà tout juste un siècle, en pleine guerre coloniale, un grand écrivain français, sincère humaniste, porte un regard de reporter sur les populations du Maghreb. Guy de Maupassant se démarque sans doute de beaucoup de ses contemporains en dénonçant dans ces écrits les tragiques erreurs de l'armée française. Il le fait au nom d'une mission coloniale qui lui paraît s'imposer. Car les autochtones ne sont que des « barbares », « féroces musulmans » ou « juifs avides », lui insistent de magnifiques « tableaux » dans le plus pur style orientaliste. La géométrie de cœur de l'auteur des Nouvelles ou de Boule de suif éclate cependant quand il décrit l'oppression qui broie les plus pauvres, soumis à la double exploitation des potentats locaux et des colonisateurs. Et malgré ses préjugés, l'artiste vibre d'émotion quand il rencontre la beauté des lieux de prière et la force impressionnante de la foi musulmane. Que raconterait aujourd'hui un Guy de Maupassant au retour du Maghreb ?

M. P.

DE LA COLONIE EN ALGÉRIE - Alexis de Tocqueville (Présentation de Tzvetan Todorov) \* Edition Complexe, Bruxelles, 1988, 180 pages, 49 F.

Les écrits de Tocqueville sur l'Algérie, dont voici un choix significatif, sont largement ignorés. Ils demandent pourtant à être connus, d'autant qu'ils contribuent à la connaissance de leur auteur lui-même, donc à l'une des plus importantes pensées politiques de son siècle. Il se reconnaît dans les principes démocratiques issus de la Révolution française : il n'est pas étonné que la conquête coloniale puisse être justifiée au nom de ces mêmes principes. Ce discret honneur de Tocqueville, dont la préface, tranquillement lucide, souligne le cheminement du lecteur dans ces écrits où se manifestent une position à la fois radicalement contradictoire et pourtant cohérente. « Ce qui ne veut pas dire qu'elle est irréprochable. »

Cette contradiction apparaît avec éclat, en même temps que la vision prophétique de Tocqueville. Il annonce, en Algérie, une lutte à mort entre Français et Algériens, et les premiers agissent à l'égard des seconds... de la façon dont ils devaient agir, en effet. Et qui ne fut pas moins celle que Tocqueville approuvait et même préconisait. Au nom de la primauté absolue de l'intérêt national.

Y. F.

PROCHE-ORIENT

L'OCCIDENTALITE. - Djafar Al-Ahmed

\* L'Harmattan, Paris, 1988, 178 pages, 80 F.

Parmi les penseurs qui ont préparé le terrain intellectuel de la révolution iranienne, Ali Shariati est le plus connu en Europe. Pourtant, d'autres que lui ont largement contribué à miner l'édifice pseudo-moderniste qu'avait édifié le chah, en particulier Djafar Al-Ahmed, mort en 1969, dont le pamphlet, l'Occidentalité, longtemps diffusé sous le manteau, a servi de point de ralliement à toute une génération. L'occidentalité, néologisme qui comprend à la fois les notions d'Occident, de maladie et de spiritualité, décrit le mal dont souffre son pays, la tentation servile de copier les pays développés. « Le but de cet essai est de montrer que nous n'avons pas pu sauvegarder notre personnalité historique-culturelle face à la machine et à son instinctive agression », écrit l'auteur dans son prologue. Un des aspects les plus frappants de ce texte est sa filiation théo-contraire : il se situe dans la même mouvance que Franz Fanon et dénonce la division du monde en deux, nous dirions aujourd'hui le Nord - comprenant l'URSS - et le Sud ; une pensée qui continue de marquer fortement les hommes aujourd'hui au pouvoir à Téhéran. N'échappant pas aux excès de la polémique et non dénué de certains relents obscurocratiques - l'auteur dénonce les « barbouillages de Picasso et de Dalí » - ce livre offre toutefois une vision saisissante de l'Iran du chah, de ses faiblesses, et laisse prévoir, dans sa conclusion, la fin du régime : « Lors qu'approche l'heure du jugement, la Lune se fissure... » (Le Coran).

ALAIN GRESEH.

Calendrier des fêtes nationales

Table with 3 columns: Date, Country, and National Day Name. Includes entries for 1st CHINE, 1st CHYPRE, 1st NIGÉRIA, 3 REP. DE CORÉE, 4 LESOTHO, 7 REP. DÉM., ALLEMAGNE, 9 OUGANDA, 12 ESPAGNE, 14 REP. DÉM., POP. YÉMEN, 21 SOMALIE, 24 ZAMBIE, 26 AUTRICHE, 29 TURQUIE.

LE COMPLEXE POLONAIS. - Tadeusz Konwicki (traduit par Hélène Włodarczyk) \* POF/Robert Laffont, Paris, 1988, 96 F.

Aujourd'hui, la Pologne attend. Elle attend de « sortir de ce système anormal qui mène à l'absurde » (Lech Wałęsa). Un pays en suspens. Après les luttes, l'émancipation des langues filiales d'attente comme dans le décor du noir roman de Tadeusz Konwicki (1), qui, par sa texture même, volontairement déconstruite, explique le fameux « complexe polonais » : celui-ci émane d'un « sort tortueux », « d'un sort compliqué, déformé comme tous malheur, comme toute misère ». Il émane d'un complexe de supériorité (« la Pologne a une sorte de génie »), qui ne cadre pas avec les réalités historiques des démantèlements successifs, des insurrections brisées. Il émane d'un complexe d'infériorité (« les Polonais, quand ils pensent, se les font toujours derrière ») en conflit avec « la force d'inquiétude d'Herzelle » qui les maintient en éveil. De ces conflits de l'âme naît un écrasement sentiment d'irrationalité, renforcé par la conscience aiguë d'une appartenance à l'Europe, certes, mais à une Europe « aveugle, vaine, védale », qui ignore la Pologne.

Ainsi, en Pologne, on essaie de « trouver un sens au non-sens », on fume, on boit, on discute, tout en faisant la queue...

M.-F. A.

(1) Ce roman est le premier du cycle politique de l'auteur, avec La Petite Apocalypse et Fleuve souverain, oiseaux de nuit, tous parus en France chez Robert Laffont. Le réalisateur Costa Gavras tourne actuellement une adaptation de La Petite Apocalypse.

ASIE

LAND, POVERTY AND POLITICS IN THE PHILIPPINES. - Marmerlo Canlas, Mariano Miranda, James Putzel

\* Catholic Institute for International Relations, Londres, 1988, 82 pages, 4,96 livres.

La terre, la pauvreté et la politique - tels sont les thèmes abordés dans une série d'analyses qui permettent de mieux comprendre les formidables défis qu'affronte le pouvoir aux Philippines. Il faut notamment souligner l'importance de l'apport de Mariano Miranda, banquier philippin, qui, grâce à une passionnante analyse des perspectives économiques, apporte l'état actuel de la société. Sa conclusion est tout aussi optimiste, car, écrit-il, Mme Aquino n'a rien rompu avec la politique d'« internationalisation » économique du régime précédent qui a totalement échoué et n'a d'autre part plus guère de sens, étant donné l'état des relations entre le Nord et le Sud asiatique.

JACQUES DECORNOY.

AMÉRIQUES

BOYCOTT EN ALABAMA. - Jo Ann Gibson Robinson

\* Presse du CNRS, Paris, 1988, 241 pages, 80 F.

Il y a à peine plus de trente ans, dans les années de l'émancipation de Montgomery, Alabama, les femmes de l'éventail des couleurs des Blancs, et celles du fond aux Noirs, contraintes de rester debout près des sièges vides si ceux réservés à leur race étaient tous occupés. Et tout blanc pouvait, par ailleurs, exiger qu'un Noir assis dans sa section réservée lui cède sa place.

C'est pour avoir refusé de se lever et de laisser son siège à un voyageur blanc que Rosa Parks fut arrêtée le jeudi 1er décembre 1955. Quatre jours plus tard, la totalité des 50.000 Noirs de Montgomery, dont la patience était à bout - l'année précédente, la Cour suprême avait statué que la ségrégation dans les écoles était contraire à la Constitution - entreprirent un boycott des bus de Montgomery qui allait durer treize mois.

C'est la chronique quotidienne de ce boycott, où se révèle la personnalité charismatique du pasteur Martin Luther King, que nous livre cette qui fut la principale inspiration. Jo Ann Gibson Robinson. Une imprimatrice qui, trois décennies plus tard, répondra à se mettre en avant - une « vieille dame digne », comme le dit Michel Fabre dans sa préface - et dont le récit permet de mesurer le rôle déterminant des femmes dans le mouvement noir américain.

B. C.

MEXICO AUJOURD'HUI. - Claude Bataillon et Louis Parabrère

\* Publibon, Paris, 1988, 244 pages, 128 F.

LA GRANDE VILLE EN AMÉRIQUE LATINE. - Claude Bataillon et Jacques Gilard, coordinateurs

\* Editions du CNRS, Paris, 1988, 90 F.

« Ici deux étrangers écrivent sur ce qu'ils aiment. » C'est un regard critique et fasciné que portent les auteurs sur la plus grande ville du monde, Mexico, qui vit une formidable mutation. Services urbains, éducation, sport, publicité, organisation du territoire, mode vestimentaire selon l'appartenance sociale, place de la télévision, tourisme et décentralisation industrielle, tous ces chapitres accompagnés de cartes et de photographies permettent de circuler dans les organes d'un « monstre urbain » à passé légendaire.

Le second ouvrage propose les communications de chercheurs français et latino-américains réunis autour du thème de la croissance des métropoles d'Amérique latine, du seizième siècle à nos jours. On remarquera aussi une intéressante approche des villes « latines » des États-Unis, et une « plongée » de Claude Fall dans les mythes que reflète l'œuvre de l'écrivain mexicain Carlos Fuentes.

FRANÇOISE BARTHELEMY.

RUSSIA AND THE WEST - Gorbachev and the Politics of Reform, Jerry Hough

\* Simon and Schuster, Londres, 1988, 301 pages, 72,95 livres.

La révolution bolchevique a été fondamentalement une réaction anti-occidentale et xénophobe ; elle a créé un double réseau de fer en URSS, contre les idées occidentales et contre les forces du marché ; aujourd'hui, M. Gorbatchev veut abattre cette double barrière et à tous les moyens de réussir. Voici, résumée en quelques mots, la thèse de Jerry Hough, l'un des spécialistes américains les plus originaux et qui se refuse pas - il y prend même un évident plaisir - à s'inscrire en faux contre les idées dominantes chez ses collègues. Ainsi, il voit dans les intellectuels instaurés par les réformes la principale opposition à moyen terme pour le pouvoir. Dans un autre domaine, il résume l'idée d'une volonté soviétique de « casser » l'alliance entre l'Europe, le Japon et les États-Unis : non seulement l'OTAN sert à justifier la domination de Moscou en Europe de l'Est, mais sa dissolution signifierait à court terme l'accession de l'Allemagne et du Japon à l'arme nucléaire, ce que les Soviétiques redoutent plus que tout. Dans le même temps, pense l'auteur, M. Gorbatchev va mener une politique multipolaire, dictée par la volonté d'accéder à une technologie avancée qui ne sera disponible, à court terme au moins, qu'en Europe, au Japon et dans les nouveaux pays industrialisés, les États-Unis n'étant pas prêts à lever spectaculairement leurs restrictions sur les échanges technologiques avec leur puissant concurrent. En conclusion, l'auteur cherche à définir une politique pour la future administration américaine qui dépasse la vision manichéenne des idéologues réagissants. Un livre original et stimulant.

A. G.

COMMUNIST PARTIES IN WESTERN EUROPE. DECLINE OR ADAPTATION? - Sous la direction de Michael Waller et Mairéad Fennell

\* Basil Blackwell, Oxford, New-York, 1988, 284 pages, 22,50 livres sterling.

Politologues et militants communistes évaluent la crise que traversent les PC occidentaux (italien, français, espagnol, portugais, grec, finlandais, suédois, hollandais).

belge, allemand, suisse, anglais). Causes du malaise : performances décevantes en élections, relations ambiguës avec l'URSS, tendance aux divisions internes. D'où un problème d'adaptation que pose de PC est acrimonie (l'Italien par exemple). Triple adaptation : entre l'internationalisme de principe et les orientations nationales l'important souvent depuis 1956 ; entre le présent et le futur incertain, et la position défensive des PC après 1945 et leur peur du changement ; aux courants pacifistes, écologistes, féministes, autocrates et d'extrême gauche, ignorés ou confondus par des PC campant sur un « réductionnisme de classe ».

Il est pourtant peu probable, disent les auteurs, que les PC s'effondrent suite à leur crise ; la ligne doit être contrainte démocratique est pratiquée est devenue une arme que les dirigeants opposent à toute difficulté. Et aussi un obstacle à l'adaptation.

WLADIMIR ANDRIEFF.

HISTOIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE BELGE. - Rik Coolen

\* Editions Via scriptura, Bruxelles, 1988, 280 pages, 800 F belges.

Du neutralisme à l'atlantisme, en passant par une foi européenne de la première heure, et la priorité constante donnée aux intérêts économiques... Ainsi pourrait se résumer un siècle et demi de politique étrangère belge, dont un chercheur, proche des socialistes flamands, Rik Coolen, trace une fresque brillante, documentée et inédite.

Jusqu'à présent, à l'exception de publications fragmentaires ou confidentielles, personne n'avait tenté une telle synthèse, appuyée de données et de influences extérieures (la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis) et les intérêts particuliers, ceux de la Société générale de Belgique notamment. L'un des chapitres les plus passionnants décrit le manège dont l'extrémisme du Katanga fut, durant la seconde guerre mondiale, vendu aux Américains par l'Union minière, tandis que, dans la Belgique occupée, les stocks étaient vendus aux Allemands, ces deux incidents dans la course à la bombe atomique... Ce ouvrage apporte aussi une réflexion originale, et engagée, la place que peut ou que devrait occuper un petit pays sur la scène internationale, à l'heure de l'intégration européenne.

COLETTE BRAECKMAN.

DANS LES JUNGLES D'UNE VILLE

Le ventre de New-York

Le Bêcher des vanités, de Tom Wolfe (traduit par Benjamin Legrand). - Sylvie Messinger, Paris, 1988, 782 pages, 145 F.

Le magistral roman-reportage de Tom Wolfe, Le Bêcher des vanités, décrit New-York comme un archipel de pouvoirs sans frein, un territoire où les rapports de force à l'échelle s'exercent sans le moindre habillage de civilité à l'europpéenne, une configuration des mouvements tactiques de la planète.

À travers le récit de la débâcle d'un golden boy, Sherman McCoy, ce sont deux univers new-yorkais, géographiquement proches mais culturellement situés à des années-lumière, qui vont se rencontrer : celui de la jungle des prédateurs (1) de Wall Street, et celui d'une autre jungle, celle des « minorités » noire et hispanique, majoritaires dans le quartier du Bronx.

McCoy n'aurait jamais dû quitter le triangle magique de la salle des obligations de la firme Pierce and Pierce - dont il est le courtier vedette, avec des revenus annuels d'un million de dollars, - de son somptueux appartement de Park Avenue et de sa résidence de campagne de Southampton. Il est un des « maîtres de l'univers ». Pas plus que les autres jeunes WASPS (2) qui font la pluie et le beau temps à Wall Street, il n'a jamais éprouvé l'ombre d'un doute sur les finalités, ou les conséquences sur autrui, de cette course effrénée au profit.

Avec une petite entorse cependant : sa liaison avec Maria, splendide épouse d'un vieux financier juif. Liaison fatale qui va faire basculer son existence. De retour de l'aéroport où il est allé chercher Maria, McCoy manque une sortie de l'autoroute et se perd dans le Bronx. Une mini-barricade ; deux jeunes Noirs ; une manœuvre brutale du coupé - dont Maria a pris le volant - et le bruit étouffé d'un choc : le jeune Henry Lamb, lycéen modèle, a été touché.

NAGUÈRE Hef des juifs, des Italiens et des Irlandais, le Bronx a aujourd'hui les couleurs de l'Afrique et des Caraïbes, mais il est encore « tenu » par l'appareil du Parti démocrate. Aux prochaines élections, le mandat du procureur, Abe Weiss, juif, est en jeu. Pas facile de s'assurer les voix des Noirs et des Latinos quand on préside au fonctionnement d'une machine judiciaire dont la « clientèle » est presque exclusivement composée de membres de ces deux communautés. Sauf si on arrivait à trouver un grand coupable blanc.

McCoy est un candidat-coupable parfait : délit de fuite et homicide involontaire. Pour son malheur, il se trouve dans une autre ligne de mire tout aussi redoutable : celle du pouvoir médiatique incarné par un journaliste du City Lights, qui a besoin de « sortir » une grosse affaire pour éviter le licenciement. Les « maîtres de l'univers » peuvent bien, à l'étranger, faire trembler gouvernements et entreprises, mais à New-York, ils ne font plus la loi hors de Manhattan, Sherman McCoy va en faire l'expérience.

Une expérience qui dépasse son cas personnel : face à la solidarité du Bronx autour de la mère du jeune Henry Lamb, Wall Street et Park Avenue ne manifestent ni esprit de corps ni soutien de classe. Chacun pour soi. Le sol se dérobo sous les pieds de McCoy : sa femme le quitte, les copropriétaires de son immeuble le prient de déguerpir ; à Pierce and Pierce, on ne le connaît plus ; son avocat renonce à sa défense...

Pour répondre à certaines critiques de l'intelligentsia new-yorkaise, Tom Wolfe leur a demandé de sortir de leurs beaux appartements et d'aller juste en banlieue y découvrir le tiers-monde. Écrit avant le krach boursier d'octobre 1987, ce Bêcher n'est pas seulement celui des vanités mais celui d'une société de casino qui fait injure à tout ce qui n'est pas elle. D'où la sourde inquiétude - au-delà de l'ironie triomphante - qui émane de ce livre : et si ces deux mondes finissent un jour par s'affronter, et pas seulement dans une salle d'audience du Bronx ? Et peut-être pas seulement à New-York ?

BERNARD CASSEN.

- (1) Voir Frédéric Clairmonte, « Dans la jungle des prédateurs », le Monde diplomatique, novembre 1987.
(2) White Anglo Saxon Protestant : Anglo-Saxon protestant blanc.

Vertical advertisement on the right edge of the page, partially cut off. Visible text includes 'du', '90', 'Études en', 'Baccalauréat', 'école lem', and '30 1497'.

10/10

livres

du mois

SOCIÉTÉ

« Nous, le peuple », d'Elise Marienstras

Par YVES FLORENNE

POTENZA E POTERE. LA FLUTTUAZIONE

GIGANTE DELL'Occidente - Giorgio Ruffolo

★ Seppel Taschenbuch Lektora, Berl, 1988, 140 pages, 15 000 lire.

L'actuel ministre de l'environnement du gouvernement italien, Giorgio Ruffolo, n'est pas seulement un technicien du pouvoir...

IMMIGRATION ET SITUATIONS POST-COLONIALES.

- Abdelkader Bahahri

★ L'Harmattan-CIEM, Paris, 1988, 190 pages, 120 F.

Grâce à cette collection sont publiées des thèses qui autrement seraient condamnées à l'oubli...

CLAUDE LIAUZOU.

LA FRANCE ILLÉTRÉE.

- Jean-Pierre Vélis

★ La Sorb., Paris, 1988, 272 pages, 110 F.

L'illettrisme est sans doute l'un des phénomènes les plus graves dans les sociétés occidentales d'aujourd'hui...

MICHEL RAFFOUL.

L'Apocalypse nucléaire et son cinéma.

- Hélène Pélissier

★ Carr. sci. 7<sup>e</sup> Art, Paris, 1988, 230 pages, 140 F.

Un modèle. L'ouvrage d'Hélène Pélissier, directrice d'études à l'École pratique des hautes études en sciences sociales...

IGNACIO RAMONET.

Multiplication des apparitions de la vierge.

- René Laurentin

★ Fayard, Paris, 1988, 260 pages, 95 F.

En août dernier, à Paris, dans le sillage d'un triomphe d'un milliardaire syrien, la Vierge est apparue à plusieurs reprises à M. Bassam Assaf...

I. R.

DROIT

L'universalité est-elle menacée ?

- Rapport des Nations unies

★ Nations unies, Genève, 1987, 180 pages, 9 francs.

La question institutionnelle est évidente, à savoir la reconnaissance en qualité de États-Unis de la région...

M. CHEMILLIER-GENDREAU.

« W.E. the People of the United States... »

« W.E. the People of the United States... », ainsi s'ouvre le préambule de la Constitution de 1787...

Comment, toutes proportions gardées, ne pas songer à Hitler, pour qui l'Allemagne, c'est l'Europe, avec ses Indiens et ses Nègres à liquider ou à exploiter ?

Aux yeux d'Elise Marienstras, cette nation bâtie de toutes pièces en un jour a surgi dans l'histoire plus visiblement que d'autres...

Toutefois, pour l'un, son idéologie voudrait que « Russie » restât non-dit. Tandis que l'idéologie que s'est forgée la nation...

Dans ses Mythes fondateurs de la nation américaine, Elise Marienstras avait étudié l'idéologie nationaliste dans une nation sans passé, simple « artefact ».

de mythes qui leur soient propres, et longuement élaborés dans le travail des siècles...

Il ne faut pas moins ne pas perdre de vue que ce nationalisme est d'essence divine. Nation vierge et déjà triomphante, telle qu'on n'en vit jamais, puisque Israël fut vaincu, abandonné, dispersé...

Pour accomplir sa mission sacrée : fonder et faire triompher, avec ou sans peste, la nation « blanche et civilisée », il fallut bien enfin rejeter la « race » (sic) anglaise...

Elise Marienstras décrit l'autre guerre d'indépendance : celle des Indiens, et les diverses résistances reconstruites par le nationalisme américain et sa révolution contestée...

On conclura avec l'auteur sur l'ambiguïté d'une étrange « religion civile » qui implique l'« adoration » de l'État-nation...

(1) Elise Marienstras, *Nous, le peuple*, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », Paris, 1988, 466 pages, 130 F.

(2) L'ouvrage comporte un impressionnant répertoire des sources de toutes natures et provenances : pas moins de 730.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

ATLAS STRATÉGIQUE. - Gérard Châtré, Jean-Pierre Rigaut. ★ Editions Complexe, Bruxelles, 1988, 223 pages, 79 F.

Entièrement revu et mis à jour, voici, en collection de poche, une nouvelle édition de l'Atlas stratégique paru pour la première fois en 1983.

ATLAS GÉOPOLITIQUE. - Alexandre de Maranches. ★ Stock, Paris, 1988, 217 pages, 190 F.

Tout le monde connaît les opinions de M. de Maranches, qui fut chef des services secrets français aux côtés de Charles de Gaulle...

L'ÉTAT DU MONDE 1988-1989. ★ La Découverte, Paris, 1988, 633 pages, 130 F.

Deux innovations marquent cette nouvelle édition : l'étude des 197 États est complétée par une présentation géographique des grands ensembles régionaux...

HISTOIRE

YALTA. - Jean Laloy. ★ Robert Laffont, Paris, 1988, 216 pages, 95 F.

Diplomate, l'auteur a participé à de nombreuses négociations Est-Ouest, ce qui l'a conduit à devenir un spécialiste des plus avertis.

Jean Laloy rapporte les trois interprétations qui furent données des arrière-pensées des participants à Yalta...

LES FILLES DU PASTEUR ANDERSON - DEUX SIÈCLES DE FRANÇAIS. - Jean-Pierre Bacot. ★ L'Union soviétique, Paris, 1988, 160 pages, 90 F.

LES FILLES DU PASTEUR ANDERSON - DEUX SIÈCLES DE FRANÇAIS. - Jean-Pierre Bacot. ★ L'Union soviétique, Paris, 1988, 160 pages, 90 F.

STERN - GRAVEUR - depuis 1840 - Cartes de visite - Invitations - Feuilles de haute qualité - le prestige de la gravure - Atelier: 47, Passage des Panoramas - PARIS 2<sup>e</sup> Tél. 42.36.94.48-45.06.86.45

Etudes en SUISSE littéraires, scientifiques et économiques. Baccalauréat (séries A, B, C, D) statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger. Admission dès 10 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats. Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908. école lémania lausanne. 3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse. Tél. 79-41/21/20 1901 - Fax 79-41/21/22 67 00 - Téléc. 450 800 et ch

beige, allemand, suisse, malaise : performances diverses... relations ambiguës avec l'Occident... L'histoire de la politique belge... HISTOIRE DE LA POLITIQUE BELGE... Du nationalisme à l'européisme... A.G.

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

## LE COMBAT POUR LES DROITS DE L'HOMME

### Des militants non protégés

Par FABRIENNE ROUSSO-LENOIR \*

5 juin 1988, Joseph Lafontas, cofondateur de la Ligue latine des droits de l'homme : « Notre vie, ce sont les droits de l'homme. Nous luttons jusqu'au bout. »

11 juillet 1988 : le corps de Joseph Lafontas est retrouvé dans une rue de Port-au-Prince.

Il avait été battu à mort par des inconnus.

LES quarante années qui se sont écoulées depuis l'adoption, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont vu, d'est en ouest et du nord au sud, se dessiner un courant continu d'hommes et de femmes qui, en marge de toute appartenance politique, ont pris conscience et possession du devoir d'assumer les droits de l'homme au nom de la condition humaine. Unissant ceux qui ne luttent ni pour leurs droits ethniques, confessionnels, syndicaux, économiques ou politiques, mais pour le droit à ces droits, ce mouvement s'inscrit dans un cadre juridique précis, celui des textes internationaux qui non seulement établissent la légalité de l'action individuelle pour les droits de l'homme, mais encore appellent à cette action (1). Pourtant, rien encore dans cet édifice n'assure la protection de ces militants exposés tout autant que les victimes à l'arbitraire des régimes oppressifs.

Dans la logique de ces régimes, l'affirmation de la primauté du droit est une activité subversive, et ceux qui s'organisent pour porter assistance à personne en danger deviennent à leur tour des individus dangereux : de nouvelles victimes. Qu'ils soient publiquement dénoncés comme guérilleros, agents de l'Est ou de l'Ouest, traîtres à la patrie ou comploteurs, fous ou extrémistes, une répression spécifique vise maintenant les militants des droits de l'homme, ainsi que les avocats ou les magistrats qui tentent de rendre justice. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a vu, en deux ans, plusieurs de ses lignes, ou associations correspondantes, diffamées, menacées, interdites, et leurs membres emprisonnés ou assassinés en Algérie, en Afrique du Sud, en Colombie, au Guatemala, au Honduras, en Pologne, au Salvador, à Singapour, en Tchécoslovaquie, en Tunisie.

« Les disparitions forcées d'avocats des victimes et des défenseurs des droits de l'homme, du fait d'agents des gouvernements, semblent en augmentation. Un sort identique est réservé aux parents des personnes portées disparues, notamment ceux qui ont des postes importants dans les organisations qui s'occupent des victimes de la répression. » Cette observation du groupe de travail sur les disparitions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (2) met en évidence les effets contradictoires et ambigus que l'exercice des droits de l'homme produit, selon les instances, nationales ou internationales, qui lui répondent.

Depuis l'adoption de la Charte des Nations unies et l'avènement d'un droit international positif visant la protection universelle des droits de l'homme, la souveraineté nationale n'est plus ce mur d'enceinte à couvert duquel le gouvernement du moment pouvait, au nom

\* Secrétaire générale adjointe de la Fédération internationale des droits de l'homme.

de l'Etat, commettre tous les abus. La Déclaration universelle des droits de l'homme est la pierre blanche qui marque la victoire contre le fascisme : la naissance d'une communauté internationale organisée associe la souveraineté, la liberté et la sécurité des Etats à celles des hommes qui les composent.

Comme le pensait René Cassin, « la mise en application effective des droits de l'homme dans et par chaque nation... [ne peut se faire que grâce à] une protection nationale sans fissure (3) », et c'est seulement lorsque l'Etat manque à l'obligation de promouvoir et de respecter ces droits, autant que de les protéger en garantissant un recours utile contre leur violation, que la protection internationale se substitue à celle qui lui incombe. Impeccable logique aujourd'hui devenue sophisme, car manquant en réalité les moyens de protection des tribunaux de ces droits.

Le développement normatif n'a cessé de préciser le contenu des droits de l'homme et de souligner l'importance du rôle et de la responsabilité des individus dans leur mise en œuvre et leur défense : les grands conventions prévoient des voies de recours individuel contre d'éventuelles violations, reconnaissent très largement le rôle des organisations non gouvernementales internationales qu'elles associent étroitement à leurs travaux (4). Grâce, sans doute, à leur impulsion, elles ont multiplié les organes et les procédures d'accès direct, leur permettant de connaître des communications et plaintes individuelles et de rendre compte de violations massives, flagrantes et systématiques des droits de l'homme. On a ainsi constamment progressé vers un système régulier de constatation des violations et de surveillance des Etats contrevenants, alors que, pour les individus qui recourent à ces procédures, aucune juridiction universelle n'a été mise en place, aucune mesure de protection concrète n'a été adoptée. Sans prendre garde qu'on exposait ceux pour qui le devoir de protéger les droits de l'homme devient une responsabilité particulièrement risquée. La sinistre situation décrite par le groupe de travail sur les disparitions met en lumière ce déséquilibre.

#### Des engagements violés

LA contrainte morale peut expliquer que les conventions soient ratifiées et des résolutions votées par des Etats qui pourtant enfreignent leurs propres engagements. Mais croire, ou s'arranger pour croire, que cette seule contrainte les obligera à modifier leur comportement, une fois passée la porte du palais des Nations, fait de ce système une gigantesque boîte de Pandore sans fond.

Car ces mêmes Etats se plient aux mécanismes internationaux pour faire bonne figure démocratique, tout en cherchant à en déjouer le fonctionnement et à en barrer l'accès aux défenseurs des droits de l'homme. Ceux-là, au contraire, porte-voix d'une communauté collectivement menacée par des violations systématiques, commises ou tolérées par les institutions étatiques, sont encouragés par l'approbation de résolutions qui, dénonçant les faits, réaffirment leurs droits. Nombreux sont ceux qui, tentant de faire valoir ces droits, en

devenaient les victimes, payant de leur vie le fait d'alerter les organes internationaux ou de témoigner devant eux.

Certaines dispositions concrètes pourraient contribuer à la fois à renforcer les instances internationales et à protéger les personnes qui y recourent. Elles sont déjà en vigueur sur le plan européen et, *mutatis mutandis*, pourraient s'appliquer à l'ONU.

La convention européenne des droits de l'homme a, depuis 1969, établi un « accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des droits de l'homme ». Ce texte, applicable aux requérants, à leurs représentants, aux avocats qui les peuvent assister, aux témoins, experts ou autres personnes appelées à participer aux procédures, prévoit l'immunité de juridiction à l'égard de leurs déclarations, ainsi que des pièces qu'elles soumettent ; il protège également le droit, pour ces personnes, de correspondre librement avec la Commission et la Cour, précisant, pour les détenus, qu'ils ne pourront faire l'objet d'aucune mesure disciplinaire pour leur avoir transmis des communications.

#### Révéler la répression

SI, à l'ONU, l'état du droit en la matière est encore balbutiant, la pratique de certains organes ouvre déjà une voie au développement positif.

En 1971, la Commission des droits de l'homme a chargé un groupe de travail d'élaborer les Règles de procédures types applicables par les organes de l'Organisation des Nations unies qui ont à connaître des violations des droits de l'homme (5) sur la base d'un projet préparé par le secrétaire général (6). Celui-ci prévoyait un standard de mesures protectrices, l'organe compétent, ou l'organe ad hoc, nommé par lui pouvant demander à tout Etat de lui accorder toute l'assistance nécessaire pour bien s'acquitter de ses fonctions. Il était précisé qu'une telle assistance pourrait consister notamment à « prendre les dispositions nécessaires pour qu'aucun obstacle ne vienne empêcher les représentants et les témoins d'assister aux réunions de l'organisme spécial et à assurer, le cas échéant, à tout témoin ou toute personne comparissant devant cet organisme la protection voulue contre tous actes de violence ou d'intimidation, toutes menaces ou représailles, ou toutes mesures discriminatoires dont ils pourraient être l'objet en raison du fait qu'ils assistent auxdites réunions et donnent leur témoignage, et contre toutes poursuites judiciaires dont ils pourraient faire l'objet du fait de leur témoignage (7) ».

Le Conseil économique et social se contenta de prendre note des rapports du groupe et de les porter à l'attention des organes concernés (8).

Facultatives, ponctuelles, temporaires, subordonnées au bon vouloir des puissances du moment, dotées d'un champ d'application particulier et restreint, ces mesures permettent pourtant de dégager des normes déjà coutumières qui, unifiées et élargies, pourraient être adoptées par tous les organes chargés des droits de l'homme, conventionnels ou non, sous forme d'un règlement commun, applicable à toute personne ou groupe parti-



René Cassin

cipant, sur un plan national, régional ou international, à l'accomplissement de leurs mandats.

Bien que la Commission des droits de l'homme prépare, depuis 1981, une déclaration affirmant la nécessité de protéger les militants des droits de l'homme, et que, notamment grâce aux efforts de la FIDH, la dernière réunion de la Sous-Commission, ait adopté une résolution allant dans ce sens, les organes de l'ONU continuent de ne pas s'interroger sur leurs propres rôles et responsabilités.

Ne nous y trompons pas : c'est l'avenir du projet le plus raisonnable que l'humanité ait jamais donné à son histoire qui est ici en jeu, car l'action pour les droits de l'homme va plus loin que d'empêcher les forces au pouvoir de réprimer en rond, elle révèle cette répression au monde dans le souci d'en défendre les victimes. Ecole d'une résistance uniquement armée par le droit, elle menace à long terme les raisons de ce pouvoir abusif, en profilant sur l'ensemble de la société un projet ressenti à la fois comme source, mode de vie et moyen de défense de la démocratie. Cette démocratie dont l'avènement est la raison même des Nations unies et vers laquelle la vocation de l'ONU est d'accompagner les peuples.

(1) Cf. les préambules de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

(2) E/CN.A/1987/15 § 122, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

(3) René Cassin : Introduction au 3<sup>e</sup> volume d'Etudes et Documents, revue annuelle du Conseil d'Etat, 1949.

(4) Rappelons que les individus forment les peuples non, par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales, qu'une voix consultative dont le statut est soumis au consensus des Etats. Hors la sous-commission des droits de l'homme, composée d'experts nationaux indépendants, mais dont la nomination et l'action sont, trop souvent, sujettes aux pressions diplomatiques, les organes des Nations unies chargés des droits de l'homme sont uniquement composés d'Etats.

(5) E/CN.A/1086, 6 mars 1972, 28<sup>e</sup> session, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et E/CN.A/1134, 1<sup>er</sup> février 1974, id., 30<sup>e</sup> session.

(6) Note E/CN.A/1021/Rev. 1-1971, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, 27<sup>e</sup> session.

(7) *Ibid.*, section VIII : Coopération avec les Etats membres, art. 17, al. 2.

(8) Résolution du Conseil économique et social, R. 1870 (LVD), 17 mai 1974.

### Dans ce numéro :

- PAGE 2 : Courrier des lecteurs.
- PAGE 3 : LE LABYRINTHE POLONAIS, par Jean-Yves Potel. - Des autres guerres, suite de l'éditorial d'Ignacio Ramonet.
- PAGES 4 et 5 : LES RÉFORMES EN UNION SOVIÉTIQUE : « L'URSS en mouvement », par Jean-Marie Chauvier. - La résurrection des fermiers, par Marcel Drach.
- PAGES 6 et 7 : UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE : Des disparités régionales qui minent la cohésion communautaire, par Jean-François Drevez. - En France : des structures inadéquates et des aides publiques dérisoires, par Pierre Roccoquet.

- PAGE 8 : La Syrie sur l'échiquier mouvant des ambitions régionales, par Elizabeth Picard.
- PAGE 9 : Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie, par Christiane Mora.
- PAGE 10 : La blessure de l'exécution, par Dominique Vernier.
- PAGES 11 à 13 : UNE PLANÈTE MISE A SAC : La survie de l'humanité en grand péril, par René Dussaut. - Revoir la notion de bien-être, par Giorgio Ruffolo. - Boomerang, par Jacques Decorsoy. - Nucléaire et pluies acides : le grand dissentiment franco-allemand, par Bernard Cassin.
- PAGE 14 : Le Bangladesh et sa misère rurale généralisée, par Anne Winter.
- PAGE 15 : L'Inde sous le choc d'un feuilleton télévisé, par Vijay Singh.
- PAGE 16 : Washington joue à fond le régime philippin, par Walden Bello.
- PAGE 17 : CHILI : Qui a peur du général Pinochet ? par Ignacio Ramonet.
- PAGES 18 et 19 : La diplomatie américaine moins libre de ses choix, suite

- de l'article de Gabriel Kolko. - La loi de Rambo, par Alain Gresh.
- PAGES 20 et 21 : CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE (IV) : Le logement, vitrine des ségrégations sociales, par Christian Arnaud. - La conquête inachevée d'un droit fondamental, par Roger-Henri Geerrard.
- PAGE 22 : GRÈCE : Blocages culturels et ajustements politiques, par Jean Castelnau.
- PAGES 23 à 26 : Thessalonique, vingt-trois siècles d'histoire (supplément).
- PAGE 27 : Littérature française et immigration : Les cris et les rêves du roman beur, par Jean-Michel Ollé.
- PAGE 28 : Une certaine manière de voir... par Claude Julien.
- PAGE 29 : « De Gaulle ou l'éternel défi », par le général Georges Boès. - « La République du centre », par Max Gallo. Dans les revues... Colloques.
- PAGES 30 et 31 : LES LIVRES DU MOIS : « Nous, le peuple », d'Élie Marienstras, par Yves Florennes. - « Le Conservateur », de Nadine Gordimer, par Marie-Françoise Ablaïa. - « Le Bûcher des vanités », de Tom Wolfe, par Bernard Cassin.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1988 a été tiré à 168 000 exemplaires.

Octobre 1988

### VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

- Autres produits alimentaires ;
- arrivages de l'Argentine par avion garantis ;
- expéditions partout dans le monde.

canar France

17, rue de la Comète - 75007 Paris  
Télex : 20 50 88 F - Tél. : 47-05-96-81

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.